

LE PÉTROLE POLONAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY (Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le vendredi, 9 juillet 1937, à 17 heures

PAR

FEBUS GRYNBERG
INGÉNIEUR I. C. N.

Membres du Jury :

Président . . .	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs . . . {	MARCHAL, agrégé.
	GUITTON, chargé de cours.

IMPRIMERIE DE HAGUENAU
S. à r. l.
HAGUENAU (Bas-Rhin)
1937

LE PÉTROLE POLONAIS

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le vendredi, 9 juillet 1937, à 17 heures

PAR

FEBUS GRYNBERG

INGÉNIEUR I. C. N.

Membres du Jury :

Président . . . MM. de MENTHON, professeur.

Assesseeurs . . . { MARCHAL, agrégé.
GUITTON, chargé de cours.

IMPRIMERIE DE HAGUENAU

S. à r. l.

HAGUENAU (Bas-Rhin)

1937

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, †, ☿ I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (*, ☿ I).

Doyens honoraires: MM. F. GENY (C *, ☿ I), MICHON (*, ☿ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☿ I).

ROLLAND (☿ I).

MOREL (*, ☿ I).

GENY (C *, ☿ I).

RENARD (☿ I).

MICHON (*, ☿ I).

Maître de conférences honoraire: M. MELIN (☿ I), docteur en droit.

MM. SENN (*, †, ☿ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☿ I), professeur de Droit criminel.

KRCCELL (☿ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☿ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☿ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☿ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, ☿ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (†, ☿ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (☿ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

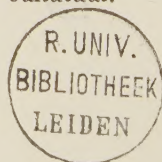
GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☿ A), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A MA FEMME CHÉRIE

Au moment de terminer nos études et au seuil de ce modeste ouvrage, c'est pour nous une douce obligation que d'exprimer ici notre reconnaissance à nos Maîtres de la Faculté et à tous ceux qui ont bien voulu nous aider à accomplir notre tâche.

L'hommage de notre profonde gratitude s'adresse avant tout à Monsieur le Professeur F. de Menthon, qui nous a guidé et soutenu dans l'élaboration de ce travail.

INTRODUCTION

WANTADPOOS

LE PÉTROLE POLONAIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION.

§ 1

AVANT-PROPOS.

Une invention française, le moteur à explosion, a donné au pétrole plus d'importance que n'en a jamais eu la houille dans l'économie générale.

(L'Economiste Français, déc. 1927).

Il paraîtrait peut-être superflu, au premier abord, de vouloir ajouter un nouveau volume aux ouvrages nombreux déjà parus dans ce domaine.

Une littérature assez abondante, sous forme de livres, thèses, articles de revues, journaux et périodiques économiques et politiques, a déjà été consacrée au problème du pétrole en général. Elle est moins importante en ce qui concerne le pétrole polonais en particulier, étant donné l'importance moindre de celui-ci par rapport à la question mondiale de cette matière première qui joue un rôle prépondérant dans l'économie internationale et la politique mondiale.

Il n'y a pourtant que trois pays en Europe qui possèdent des gisements d'une certaine importance de ce précieux liquide: la Russie, la Roumanie et la Pologne.

Cette première impression fait donc bientôt place à une appréciation différente lorsqu'on examine de plus près le sujet et son importance.

On se rend compte alors qu'il serait utile d'étudier encore une fois, sous une forme plus complète, une branche vitale de l'activité industrielle et économique de la Pologne.

Nous n'avons pas la prétention de traiter la question sous tous ses angles.

Nous nous bornerons à examiner l'aspect économique, politique et social du problème et ce sera là, dans un cadre restreint, le but de notre thèse.

§ 2

L'IMPORTANCE DU PÉTROLE.

Le pétrole, en lui-même, est devenu un objet de convoitise générale de la part de tous les pays, un problème au sujet duquel on mène une lutte diplomatique, un article où les controverses évoquent l'image de guerres sanglantes.

De très nombreux diplomates sont d'avis que, pour bien comprendre les changements les plus importants qui se produisent dans la politique mondiale, il faut, avant tout, étudier la carte des sources et des terrains pétrolifères et examiner la direction que prennent les pipe-lines. Le pétrole est, en effet, actuellement la source presque la plus importante d'énergie et l'on peut même prétendre qu'il règne sur le monde.

Au début, le pétrole n'était employé que presque exclusivement pour l'éclairage et sa production était de ce fait nécessairement limitée; actuellement, le développement ininterrompu de la production de l'huile brute s'effectue à un rythme de plus en plus accéléré, surtout durant ces dernières années. La demande intensive des produits pétroliers a été provoquée par le développement considérable de leur emploi.

La plus grande partie est destinée aux moteurs à explosion et à combustion interne qui jouent un rôle considérable dans la vie économique moderne, ainsi qu'à la marine marchande, la marine de guerre, l'aviation commerciale et militaire etc..

Les avantages énormes que procure le pétrole expliquent facilement la course internationale à la recherche de nouveaux gisements pétrolifères dans les recoins les

plus éloignés du monde, d'autant plus que d'après certaines évaluations, les réserves mondiales de pétrole ne représenteraient que 0,137% des réserves mondiales de charbon.

L'effet que l'or exerce sur les individus, par sa rareté, le pétrole l'exerce sur les nations. La politique mondiale du pétrole qui, à première vue, semble confuse, se résume en dernière analyse à la prépondérance anglo-saxonne dans le monde entier, car les Anglais et les Américains ont conquis un monopole de fait pour l'exploitation des terrains pétrolifères.

Cette prépondérance ne s'exerce cependant pas dans l'industrie pétrolière polonaise, puisque le pétrole polonais est contrôlé par le capital français et nous en expliquerons les raisons au cours de cette étude.

§ 3

HISTORIQUE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE POLONAISE.

L'huile brute est connue en Pologne depuis des siècles et était surtout employée pour le traitement de certaines maladies de la peau. Les villes comme Krosno et Drohobycz possédaient, déjà au 16^e siècle, le privilège de s'éclairer au pétrole. Dans certains endroits en Galicie, à l'époque où, en Pensylvanie (Etats-Unis), le pétrole donnait déjà lieu à d'importantes transactions commerciales, c'est-à-dire vers 1859, les paysans polonais graissaient encore leurs bottes et les roues de leurs voitures avec le pétrole provenant des sources naturelles très abondantes dans ce pays.

Après les partages de la Pologne, la Galicie se trouvant incorporée dans la monarchie austro-hongroise, l'empereur Joseph II envoya dans cette province le professeur B. Haquet pour évaluer les richesses du pays. Dans son rapport soumis à l'empereur, après un séjour de deux ans dans le pays, il parle souvent de terrains pétrolifères.

Un ingénieur anglais qui traversait à cette époque la Galicie, s'écria, à l'endroit où s'élèvent aujourd'hui les «Derrick» de Wietrzno: Le pétrole est dans vos montagnes!

Deux hommes en avaient compris l'importance et avaient fait un essai de distillerie à Boryslaw; ces deux hommes de génie s'appelaient Joseph Hecker et Johan Mitis.

Joseph Heckert réussit, en 1808, par un procédé que l'on ignore, à employer l'huile brute à des fins d'éclairage sur une très vaste échelle, puisqu'il est même arrivé à éclairer avec cette huile la ville de Drohobycz ainsi que les casernes de Sambor. En 1815, il renonça, après de nombreuses difficultés, à la production de l'huile qui constituait déjà un pétrole lampant et, bien qu'il existait six entreprises dans le district de Stanislawow qui fournissaient, en 1840, de 65 puits creusés à la main, 24 tonnes d'huile, personne ne pensa à la continuer jusqu'en 1852.

C'est à cette époque que les commerçants du pays s'aperçurent enfin que le pétrole qu'on leur expédiait d'Amérique, ils pouvaient l'avoir dans leur pays même. Quelques-uns, et en première ligne A. Schreiner qui mourut dans la plus noire misère à Boryslaw, sa ville natale, creusèrent le sol dans ce pays. Pour la plupart c'étaient de pauvres gens qui n'avaient pour tout avoir que leur intelligence. En 1853, Schreiner découvrit avec Lukasiewicz, pharmacien de son métier, que l'on peut, au moyen de distillation, obtenir un lampant d'un rendement beaucoup plus grand pour l'éclairage que le pétrole brut lui-même. C'est lui qui fonda, avec Lukasiewicz, la première raffinerie et peut ainsi être considéré, avec son associé, comme le promoteur de l'industrie pétrolière polonaise.

Alors que l'on travaillait en Amérique au moyen de la vapeur et avec un outillage relativement moderne, à Boryslaw l'on dut gratter le roc au moyen du pic et de la pioche, procédé difficile à imaginer à l'heure actuelle. Bien plus, le gouvernement autrichien interdit l'usage des lampes dans les puits et les malheureux mineurs durent

creuser dans l'obscurité et dans une atmosphère à peu près irrespirable. Le peu d'air qui leur était nécessaire s'obtenait à l'aide d'un ventilateur dont la construction était des plus rudimentaires.

Pourtant au bout de longues années et après de patientes recherches, leurs efforts furent couronnés de succès; l'huile minérale fit son apparition en grande quantité. Presque tous les puits donnaient journellement quelques centaines d'hectolitres d'huile brute. Alors ce fut, comme en Amérique, un engouement, mais un engouement local. L'on crut avoir trouvé une nouvelle Californie. Chacun voulait avoir son puits, depuis le commerçant aisé jusqu'au paysan pauvre qui, lui, ne possédait que son champ; ce fut une folie. En effet, il est un fait avéré que l'on ne peut guère arriver à un résultat de quelque importance avant d'avoir atteint une profondeur de 130 à 150 mètres. Ces malheureux avaient trop préjugé de leurs forces et surtout de leur fortune. Malgré leur volonté d'arriver à la veine d'huile, leur patience finit par relâcher et ils abandonnèrent leurs puits dont les profondeurs variaient de 50 à 80 mètres. Ces puits avaient donné un peu de pétrole, mais au prix de grands sacrifices; en effet, il fallait entretenir les puits, les maintenir en bon état, etc.... De ce fait les puits de Boryslaw cessèrent successivement leur important débit.

A Boryslaw, malgré toutes ces défections, quelques-uns eurent foi dans l'avenir. Quoique traités de fous, ils ne se découragèrent pas, espérant qu'à force de patience et de travail la fortune leur sourirait un jour. Ils achetèrent à des prix dérisoires les puits qu'avaient creusés leurs voisins. Les déblais de ces puits se composaient d'une matière brune et molle; ils jetaient ces déblais et cependant ils avaient trouvé depuis longtemps ce qu'ils cherchaient, non pas le pétrole, mais la fortune. En effet, la matière qu'ils perdaient si inconsciemment n'était autre que la cire minérale, de l'ozokérite qui, actuellement, peut remplacer tous les genres de cire par son bon marché.

Les étrangers, plus entreprenants, ayant vu une possibilité de réaliser des bénéfices, sont venus exploiter les cires et les pétroles. Déjà on a trouvé en différents endroits soit l'une soit l'autre de ces matières. Chaque jour l'on découvrit de nouveaux gisements; des villes entières, Boryslaw, Wietrzno, Sloboda-Rungurska sont nées de cet effet de l'industrie.

A la mort de Lukasiewicz, en 1882, l'industrie pétrolière polonaise disposait de moyens de développement suffisants pour mener une vie indépendante, malgré les méthodes bien primitives de travail.

Il est à remarquer que deux facteurs contribuèrent à former la valeur des pétroles extraits annuellement en Galicie: la quantité et la qualité. Tandis que le pétrole galicien donnait en moyenne 60% d'huile lampante, les huiles brutes de Bakou n'en donnaient que 18% et contenaient 30 à 40% de sable.

C'est vers 1853 que deux hommes ont exercé une influence prépondérante sur le développement de cette industrie. L'un, c'est Mac Garvey qui, venu du Canada comme entrepreneur de forages, a provoqué un changement complet dans la méthode de travail par l'application de la méthode canadienne de forage. C'est lui qui a fondé la Compagnie Bergheim and Mac Garvey, qui devait devenir plus tard la «Galizische Karpathen-Naphta A. G.», société qui a fêté en 1934 son 50^e anniversaire. Le deuxième, c'est l'ingénieur Szczepanowski qui a sorti l'industrie pétrolière polonaise de l'état de petite industrie, pour lui donner le caractère d'une industrie internationale.

En 1909, la production galicienne intervient comme facteur important dans la production et dans la politique mondiale du pétrole. A partir de cette date on peut constater, interrompue par de faibles variations, une diminution de la production, surtout pendant et après la guerre de 1914-1918, étant donné l'augmentation considérable de la consommation pour les besoins de l'armée, la politique poursuivie par le gouvernement autrichien étant celle d'une exploitation forcée.

L'industrie galicienne d'extraction de pétrole brut qui, en 1909, représentait encore avec 2.076.740 tonnes 5,22% de la production mondiale, n'en représente en 1935 plus que 0,23% seulement avec 514.760 tonnes.¹⁾

L'industrie pétrolière polonaise d'extraction, après avoir occupé une place importante sur le marché mondial, a connu ces dernières années un déclin continu.

Voici d'ailleurs la part prise par la Pologne dans la production mondiale depuis 1874 jusqu'à 1935: 1^a)

Année	Production mondiale en tonnes	Production polonaise en tonnes	% de la production mondiale
1874	1.466.790	20.927	1,44
1875	1.630.642	22.140	1,35
1876	1.235.188	22.927	1,69
1877	1.788.119	23.711	1,32
1878	2.077.291	24.000	1,16
1879	2.654.455	30.000	1,13
1880	3.877.203	32.000	0,84
1881	4.327.966	40.000	0,93
1882	4.873.830	46.000	0,95
1883	4.110.218	51.000	1,24
1884	4.639.517	57.000	1,23
1885	4.823.620	65.000	1,35
1886	6.161.243	43.100	0,70
1887	6.435.837	48.000	0,75
1888	6.833.204	64.900	0,95
1889	7.833.135	71.700	0,92
1890	9.817.695	91.600	0,94
1891	11.722.229	87.700	0,75
1892	11.442.242	89.900	0,79
1893	11.965.630	96.300	0,71
1894	11.714.498	132.000	1,11
1895	13.958.297	214.800	1,54
1896	15.279.484	339.765	2,15
1897	15.951.173	309.625	1,93
1898	16.381.060	321.142	1,96

1) D'après B. A. Biedermann: «Polens Erdöl-Bergbau und Industrie mit besonderer Berücksichtigung ihres finanziellen Aufbaues», page 29; M. Alberg: «Le pétrole en Pologne», page 9 et 10; Schwarz: «Petroleum Vademecum» XI édit.: Revues: «Petroleum» et «La Pologne économique»; Moniteur du Pétrole Roumain.

1a) D'après B. A. Biedermann: «Polens Erdöl-Bergbau und Industrie mit besonderer Berücksichtigung ihres finanziellen Aufbaues» page 29; M. Alberg: «Le pétrole en Pologne» page 9 et 10; Schwarz — «Petroleum Vademecum» XI édit.; Revues: «Petroleum» et «La Pologne économique»; Moniteur du Pétrole Roumain.

Année	Production mondiale en tonnes	Production polonaise en tonnes	o/o de la production mondiale
1899	17.160.213	321.600	1,87
1900	19.570.163	326.334	1,67
1901	21.974.320	452.200	2,08
1902	24.288.023	576.060	2,37
1903	25.642.403	727.971	2,83
1904	28.796.261	827.117	2,83
1905	28.486.424	801.796	2,81
1906	28.076.297	760.440	2,62
1907	35.193.507	1.175.975	3,34
1908	37.970.697	1.654.022	4,64
1909	39.897.388	2.076.740	5,22
1910	43.514.285	1.762.560	4,05
1911	46.095.926	1.455.060	3,15
1912	47.276.725	1.180.560	2,50
1913	55.107.000	1.071.040	1,94
1914	54.210.000	878.020	1,62
1915	57.500.000	730.090	1,27
1916	60.900.000	919.090	1,33
1917	66.500.000	849.730	1,27
1918	67.000.000	822.940	1,22
1919	74.200.000	831.700	1,12
1920	92.500.000	764.024	0,85
1921	112.900.000	704.874	0,63
1922	126.400.000	713.113	0,57
1923	144.762.000	737.182	0,51
1924	144.528.000	770.792	0,53
1925	152.291.000	811.910	0,53
1926	156.374.000	796.090	0,51
1927	178.717.000	722.609	0,40
1928	183.631.450	742.996	0,30
1929	205.532.354	674.689	0,30
1930	195.177.760	662.763	0,30
1931	189.406.648	630.280	0,34
1932	180.013.920	556.605	0,31
1933	209.589.714	550.673	0,26
1934	207.896.000	529.205	0,25
1935	226.067.000	514.760	0,23

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT.

Avant d'étudier les différents problèmes de l'industrie du pétrole en Pologne, nous dirons encore quelques mots sur l'intervention du gouvernement dans cette industrie.

Le gouvernement polonais, en sa qualité de pouvoir exécutif, comme d'ailleurs les gouvernements des autres pays producteurs de pétrole, a été appelé à jouer un rôle de première importance dans la complexité des problèmes que soulève l'industrie pétrolière.

L'intervention du gouvernement était extrêmement importante sous l'occupation autrichienne et exerçait une grande influence sur le développement de cette industrie. Le gouvernement autrichien a très bien compris le rôle que l'industrie pétrolière serait appelée à jouer. Il y a attaché une grande importance en promulguant des lois qui devaient la régir.

Son intervention s'est manifestée surtout pendant la dernière guerre, car dès le début des hostilités, le gouvernement autrichien a réquisitionné tout le matériel roulant pouvant servir au transport des produits pétroliers pour ravitailler rapidement l'armée, problème qui n'était pas facile à résoudre.

Dès la déclaration de la guerre, l'Autriche a effectué des achats énormes de pétrole en Roumanie, mais manquant de moyen de transport, elle a pris les mesures dont nous venons de parler. Et ce n'est pas tout, car le séquestre de l'huile brute devait suivre, un an après, celui des moyens de transport. Une loi autrichienne promulguée le 10 août 1915 a enlevé aux propriétaires la libre disposition de l'huile brute qui était pourtant leur propriété. Pour en disposer, ils devaient obtenir une autorisation spéciale d'un département du Ministère des Travaux Publics, qui la refusait d'ailleurs presque toujours pour pouvoir acheminer toute la production à la raffinerie de l'Etat à Drohobycz et vers celles qui travaillaient pour les besoins de l'armée. Le séquestre frappait non seulement la produc-

tion, mais également les stocks accumulés qui devaient être traités à tout prix et dans le plus bref délai en attendant une augmentation de la production qui ne devait d'ailleurs pas se produire à cause de la politique de pillage pratiquée par le gouvernement autrichien.

Pour remédier à la pénurie des produits pétroliers, et protéger la population contre les spéculateurs, le gouvernement autrichien a promulgué le 18 décembre 1915 une nouvelle loi qui lui conférait le droit de fixer des prix maxima. Cette loi n'a servi qu'à permettre aux spéculateurs de réaliser des bénéfices énormes résultant de la marge entre le prix réel et le prix maximum imposé par le gouvernement qui ne fut d'ailleurs pas observé. Cette loi maintenue par le gouvernement polonais fut finalement abrogée en 1920.

Presque toute la législation autrichienne qui régissait l'industrie pétrolière et surtout la réglementation édictée pendant la guerre, fut maintenue par le gouvernement polonais après la reconstitution de la république. Cependant le premier acte du gouvernement fut la création d'un Département des Pétroles sous la direction du Ministre des Finances. Ce département s'occupait de l'administration des terrains pétrolifères de l'Etat, fixait les prix, répartissait la production et réglait toute l'industrie pétrolière dans ses moindres détails. Aucune marchandise ne devait quitter les raffineries sans son autorisation, aucune exportation ne pouvait être faite sans sa permission. En 1920, le Ministère du Commerce et de l'Industrie fut chargé de la gestion des affaires concernant l'industrie pétrolière et un département spécial fut créé auprès de ce ministère. N'ayant plus les pouvoirs exécutifs du Département des Pétroles, son importance est bien moindre et son rôle se borne à contrôler l'activité de l'industrie pétrolière.

Telles sont les grandes lignes du développement de cette branche importante de l'économie polonaise.

L'industrie pétrolière polonaise, qui avait joué un grand rôle dans la production mondiale, n'a maintenant qu'une grande importance locale et nationale.



Nous étudierons au cours des différents chapitres les phases que l'industrie pétrolière polonaise a traversées surtout pendant les dernières années.

Nous exposerons dans un chapitre premier les ressources du sous-sol polonais en ce qui concerne les gisements pétrolifères et les réserves. Dans un chapitre II nous verrons les conditions techniques de l'extraction du pétrole, la production elle-même, les méthodes de production et de forages ainsi que le calcul de la rentabilité. Puis, dans un chapitre III, pour compléter le problème des conditions générales techniques de la production, nous analyserons les conditions techniques du raffinage du pétrole, les raffineries polonaises, le problème d'approvisionnement en huile brute, le prix de revient et la situation de l'industrie du raffinage. Un chapitre IV comprendra le régime juridique des concessions et des entreprises. Nous y verrons le régime des concessions accordées par l'Etat et des particuliers avec toutes les charges qu'elles comportent ainsi que l'intervention de l'Etat dans les entreprises et l'encouragement aux forages. Le chapitre V sera consacré à la question de la main-d'œuvre qui joue un rôle important dans l'industrie pétrolière. Dans un chapitre VI, qui traitera du financement des entreprises, nous exposerons le rôle des capitaux américains, l'influence des capitaux français et ses bases, l'activité des sociétés françaises et la concentration. Nous verrons ensuite le problème des débouchés du pétrole polonais auquel nous consacrerons deux chapitres: le chapitre VII — aux débouchés intérieurs, c'est-à-dire au marché national et au problème de la motorisation, le chapitre VIII — aux débouchés extérieurs, c'est-à-dire à l'exportation et à la politique du dumping pratiquée par le gouvernement polonais. Et pour terminer, nous examinerons dans un dernier chapitre (IX) la cartellisation depuis les premiers essais d'entente jusqu'à la loi pétrolière de 1932, et ses conséquences.



CHAPITRE I.

LES RESSOURCES DU SOUS-SOL.

SECTION I.

GÉNÉRALITÉS.

Qu'est-ce que le pétrole?

La Grande Encyclopédie et Larousse nous répondent à cette question: «On donne le nom général de pétrole, c'est-à-dire huile de pierre, aux hydrocarbures naturels liquides. (du grec — petros: pierre, le même que le latin: petro, et du latin — petroleum: huile).

Il est rare de rencontrer dans la nature le pétrole avec une composition et un aspect uniforme. C'est un liquide tantôt clair, transparent presque, d'une légèreté et d'une volatilité excessives, tantôt brun, visqueux; parfois même on le rencontre presque pâteux (Sloboda — Pologne).

Le pétrole brut se compose toujours des mêmes éléments principaux, c'est-à-dire:

Carbone
Hydrogène et
Oxygène (en petite proportion).

Seules les proportions de ces éléments diffèrent.

La prédominance de l'un de ces facteurs modifie la densité moyenne du pétrole. Ce qui le caractérise, c'est qu'il est un liquide léger, moins dense que l'eau, en un mot — une huile.

Quant à son origine, les chimistes et les géologues sont loin de s'entendre.

Les uns prétendent que la houille et le pétrole ont une origine commune; que l'action continue de la chaleur du globe ou, selon d'autres, la chaleur momentanée produite par les soulèvements volcaniques des époques relativement récentes, ont causé dans les couches carbonifères une sorte de distillation dont le produit aurait constitué l'huile de naphte.

D'autres croient voir dans le naphte le produit de décomposition lente de matières organiques marines accumulées par les siècles en certains endroits.

Mais laissons aux savants, chimistes et géologues, le soin d'éluder la question.

En tout cas, la découverte de cette huile devait révolutionner les industries ayant quelque rapport avec le chauffage, la propulsion mécanique, les moteurs à explosion et l'éclairage.

Le pétrole se rencontre surtout dans les roches arénacées de formation tertiaire. En Amérique, les terrains pétrolifères se rencontrent à presque tous les étages de l'échelle géologique. En Europe, le pétrole se trouve dans le tertiaire (en France — Haute-Savoie, Alsace), tertiaire miocène (France et Italie) et surtout dans le tertiaire éocène (Pologne, Roumanie, Russie).

Les riches gisements des Carpathes et du Caucase se trouvent dans les terres éocènes. Ces gisements sont les mieux déterminés; ils se continuent, avec la seule interruption des eaux de la Mer Noire, en une ligne presque droite qui, commençant dans les Carpathes au pied du soulèvement volcanique du Tatra, se prolonge du nord-ouest au sud-est et, en traversant la Mer Caspienne va, après avoir sillonné toute l'Europe Orientale, se perdre en Asie. Cette ligne commence en Galicie (Pologne) et suit le pied des contreforts septentrionaux des Carpathes, présentant ses plus riches «oil-fields» à la place où la plaine de la Pologne commence à se soulever en légères ondulations aux approches de la montagne. C'est dans les mêmes conditions qu'elle se continue en Roumanie et, est nettement déterminée jusqu'aux flots de la mer Noire. Nous

la retrouvons plus loin, traversant toujours dans une même direction la Crimée; puis se divisant en deux branches, elle suit de la même manière que pour les Carpathes les deux versants nord et sud du Caucase pour aller de chaque côté de Bakou se perdre dans les eaux de la mer Caspienne qu'elle imprègne du naphte qu'elle distille.²⁾

SECTION II

LES GISEMENTS PÉTROLIFÈRES POLONAIS.

La chaîne des Carpathes qui, comme chacun le sait, forme tout le système orographique de l'ancienne Autriche Orientale, s'étend comme un arc immense embrassant la Hongrie et ayant pour corde le Danube. Ces montagnes sont particulièrement riches en productions minérales³⁾ de toutes sortes, depuis l'or et l'émeraude jusqu'au pétrole et au sel.

En ce qui concerne le pétrole, un très grand nombre de sondages y ont été effectués sur une ligne presque droite et à peu près parallèle à la chaîne des montagnes. La ligne du chemin de fer Nowy-Sacz — Zagorz — Chyrow — Stryj — Kolomyja — suit à peu près cette ligne de sondages.

Les terrains pétrolifères commencent en Galicie vers l'ouest, à peu près vers la ville Nowy-Sacz, et, de là jusqu'à Sloboda-Rungurska, se succèdent presque sans discontinuer des centres pétrolifères plus ou moins importants.

La conformation du sol dans ces districts diffère essentiellement de celle que l'on rencontre en Amérique.

Nous nous trouvons ici le plus souvent en présence de terrains tourmentés, de couches bouleversées, de

2) Voir: H. Neuburger et H. Noalhat «Technologie du pétrole», 1930.

3) H. Neuburger et H. Nohalt: Technologie du pétrole. P. 24 et suivantes.

failles, de plongées subites; en un mot, d'un sous-sol difficile. Les stratifications sont ordinairement très inclinées et certains considèrent ceci plutôt comme un bon signe, mais la perforation des couches si inclinées devient très difficile, le trépan a de grandes chances de glisser sur une couche dure et, au lieu de suivre la route rigoureusement verticale, de dévier dans la presque verticale d'une couche molle. C'est la raison pour laquelle le sondage à la corde, employé en Amérique, n'a pu l'être en Galicie. Il y faut des tiges rigides et cela ne suffit pas toujours pour prémunir le mineur contre les déviations.

En outre, les couches schisteuses ou argileuses, quand elles sont fort inclinées, coulent, s'éboulent par leur propre poids, et comblent le puits à mesure qu'on le creuse.

Cependant tous les puits sont loin d'avoir un sous-sol de même conformation, et l'on trouve souvent de bons terrains, c'est-à-dire des terrains où l'on rencontre peu de couches mouvantes et prêtes à s'ébouler; ou, si l'on en rencontre, elles ont quelque stabilité à cause de leur position horizontale. Ce cas est fréquent à Iwonicz et Polana.

Souvent l'on trouve, dans les districts pétrolifères de Galicie, une mince couche d'huile surnageant les flots des torrents et en irisant la surface. Ce phénomène indique d'une façon précise la présence du naphhte, mais seulement l'existence plus ou moins lointaine, sans préciser davantage le point où il se trouve.

En Galicie, le pétrole se rencontre à des profondeurs fort variables et cela par suite d'inclinaison même des couches, très difficiles à fixer d'avance. Le tout est de tomber sur le faitage des stratifications, sur la « selle » selon le terme du métier. Voilà ce qui n'est pas facile.

Mais, quoique située à une profondeur variable, la couche pétrolifère ne se rencontre que très rarement au-dessus de 150 m. On peut certainement arriver à obtenir de l'huile à une profondeur plus faible, mais presque jamais en grande quantité.

La ligne de direction du pétrole dans l'ouest de Galicie, peut être classée dans les terrains crétacés jus-

qu'à Siari, puis elle se trouve toute entière dans les éocènes. Les grès mous éocènes sont les plus riches en pétrole; un mètre cube de ces roches arenacées peut contenir plus d'un hectolitre d'huile.

Le schiste et l'argile riches en fossiles peuvent également fournir du pétrole, mais ordinairement en faible quantité.

Le nord est presque toujours composé de miocène, riche en salines: Wieliczka, Starasol, Drohobycz etc. Les pétroles de cette formation sont denses et présentent un caractère bitumeux ou sont fortement chargés en paraffine.

Entre Schodnica et Stanislawow nous trouvons une plongée de la veine pétrolifère, qui divise les exploitations de Galicie en deux régions: la région Ouest et la région Est. Cette dernière région est d'une étude géologique très difficile, plus que celle de l'Ouest, à cause de la rareté des fossiles. L'éocène y paraît mêlé de couches pliocènes et d'importantes assises crétacées.

Les terrains de Galicie diffèrent essentiellement, comme composition, de ceux d'Amérique. Ils se rapprochent plutôt de ceux du Caucase malgré la présence des schistes.

La nature a doté le sous-sol polonais d'une richesse dont la valeur apparaît dans toute sa lumière lorsque nous verrons l'importance considérable que joue le pétrole dans la vie culturelle et économique d'un pays en temps de paix ainsi qu'en cas de conflit armé.

Les gisements pétrolifères polonais sont très importants. Les terrains actuellement en exploitation sont concentrés en Galicie et forment ce que l'on appelle la province pétrolifère des Carpathes. Ils s'étalent sur une longueur de 350 km. environ, limitée à l'ouest par la ligne du Dunajec et à l'est par la frontière qui sépare la Pologne de la Roumanie. Au point de vue de la formation géologique ces terrains peuvent être divisés en trois zones:

1° La zone intérieure — où l'on trouve des puits à une profondeur variant entre 150 et 800 mètres, Mais on

y rencontre de plus profonds, tels Rogi à 900—1.000 m. et Rowne à 1100 mètres. La durée des puits y est de six à dix-huit ans et le rendement pendant toute la durée du puits varie entre 3.000 et 4.500 tonnes. La qualité du pétrole brut qui est débité dans cette zone est très variable. Le plus souvent, il contient peu de paraffine ou même pas du tout.

Au point de vue administratif les terrains de cette zone se trouvent presque exclusivement dans le district minier de Jaslo.

2° La zone extérieure. — Les terrains situés dans ce rayon sont les plus productifs de tout le territoire pétrolière polonais. On y trouve les gisements de Boryslaw, Mroznica, Tustanowice, Schodnica, Urycz, Bitkow, Ropny, Sloboda-Rungurska etc. La formation géologique de ces terrains diffère beaucoup de ceux de la zone intérieure. La profondeur, la durée et le rendement des puits ne sont pas les mêmes sur les différents terrains de cette zone.

En voici un exemple:

Terrains		Profondeur	Durée	Production moyenne d'un puits
Boryslaw, Mraznica				
Tustanowice	1500 mètres	6 ans	20.000 tonnes	
Schodnica, Urycz				
Opaka	150 à 520 m.	6—18 ans	5.000—8.000 t.	
Bitkow	500 à 1200 m.	6—18 ans	5.000—8.000 t.	

Le pétrole brut que l'on y trouve contient, à l'exception d'Urycz, une part plus ou moins importante de paraffine.

Au point de vue administratif, les terrains sont situés dans le district minier de Drohobycz et Jaslo.

3° La zone du Podkarpacie. — On n'a pas encore trouvé de terrains productifs dans cette zone. On y trouve par contre des terrains qui fournissent une très abondante quantité de gaz naturel, comme à Daszawo et à Kalusz.

SECTION III. LES RÉSERVES.

En ce qui concerne les réserves de pétrole dans le sous-sol polonais, nous citerons les évaluations du Professeur Bohdanowicz qui, en appliquant la méthode employée aux Etats-Unis, a tiré les conclusions suivantes:

La proportion des terrains exploités et sondés, au point de vue teneur en pétrole, par rapport à l'ensemble du territoire pétrolifère est, en Pologne, presque la même que celle aux Etats-Unis.

	E.-U.	Pologne
Terrains exploités	0.18%	0.07%
» sondés	0.10%	0.03%
» supposés contenir du pétrole	99.72%	99.90%

Nous voyons donc qu'il reste encore en Pologne beaucoup de terrains pétrolifères à explorer, ce qui peut changer complètement l'opinion actuelle sur l'industrie pétrolière polonaise. Il suffirait de citer comme exemple la Roumanie dont les terrains pétrolifères étaient considérés, il y a quelques années encore, comme épuisés et qui, à l'heure actuelle, a développé son industrie pétrolière à des proportions considérables.

Les réserves de pétrole brut, d'après certaines évaluations d'il y a une dizaine d'années, seraient les suivantes pour les terrains divisés en trois groupes d'après leur rendement:

Groupes	Rendement journalier moyen par puits en kg.	Réserves en citernes en 10 tonnes
I	6.692 kgs.	1.000.000
II	2.945 »	422.080
III	203 »	640.817

Total: 2.062.897

La Pologne se trouverait donc à la tête d'importantes réserves de pétrole. Ces chiffres doivent pourtant être acceptés avec réserve, car les évaluations des gisements

sont bien différentes; ainsi, d'après Nowak, les réserves polonaises de pétrole seraient de 3,75 millions de citernes, d'après Grzybowski: de 16 millions, et d'après Szajnocha: même de 60 millions de citernes ⁴⁾).

Les terrains de Boryslaw, compris dans ce tableau, s'étalent sur environ 500 ha. et peuvent recevoir environ 500 puits d'une profondeur totale de 750.000 mètres courants. Ces puits pourraient être forés dans une période de 10 à 15 ans, en maintenant la production de Boryslaw au niveau actuel. Après cette période la dépression commencerait à se faire sentir et la production de Boryslaw commencerait rapidement à fléchir; la production polonaise ne pourrait donc s'appuyer que sur les terrains des groupes II et III qui donneraient probablement 20.000 à 25.000 citernes annuellement, si entre-temps on n'arrivait pas à trouver de nouveaux terrains plus productifs. Il se pourrait aussi que les réserves du groupe III soient en réalité sensiblement plus élevées que celles indiquées.

Il existe également toute une série d'indices qui permettent de supposer l'existence de terrains pétrolifères entre le plateau de Kujawy et Wojcza-s.-Vistule. Il existe ici probablement des gisements de même nature que ceux de la province du Hanovre en Allemagne.

Si ces terrains se trouvaient en Amérique, les constatations faites jusqu'à présent seraient suffisantes pour provoquer des forages; mais en Pologne, étant donné le manque de capitaux, la faible consommation intérieure de produits pétroliers ainsi que les conditions défavorables de l'exportation, ils attendront longtemps encore un entrepreneur.

⁴⁾ Voir Biedermann, opus cité page 1; M. Alberg: Le Pétrole en Pologne, p. 30.

CHAPITRE II.

LES CONDITIONS TECHNIQUES DE L'EXTRACTION DU PÉTROLE.

SECTION I.

LA PRODUCTION.

La Pologne appartient à ces rares pays privilégiés d'Europe, favorisés par la nature, qui possèdent des gisements pétrolifères qui permettent l'extraction du pétrole. Or, la production de l'huile brute est la base même de toute l'industrie pétrolière qui englobe une multitude d'opérations secondaires, mais dont les plus importantes sont : l'extraction et le raffinage.

Là seulement où il existe une industrie d'extraction, on rencontre une véritable industrie pétrolière. Et c'est le cas de la Pologne, puisqu'elle possède une industrie pétrolière qui, non seulement suffit aux besoins de la consommation intérieure, mais permet encore l'exportation d'une quantité considérable de ces produits dans les pays voisins et qui contribue ainsi à maintenir favorable non seulement la balance de commerce, mais aussi celle des paiements.

Nous analyserons les conditions dans lesquelles travaille l'industrie pétrolière polonaise, conditions souvent inquiétantes à cause de la diminution constante de la production du pétrole brut, et nous verrons quelles sont les perspectives de cette industrie pour l'avenir.

Pour bien comprendre ce qui suivra, il faut savoir que le gouvernement polonais a entrepris une réorgani-

sation de l'industrie minière. Par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie du 28 septembre 1935, pris en Conseil de Ministres à la même date, l'ensemble du territoire polonais a été divisé en trois régions minières, régies par des Offices Supérieurs des Mines ayant leurs sièges à Katowice, à Cracovie et à Lwow. L'Office Supérieur de Lwow, chargé plus particulièrement de l'industrie minière du pétrole, englobe les Palatinats de Polésie, de Wolyn, de Tarnopol, de Stanislawow, de Lwow et une partie du Palatinat de Cracovie, comprenant les districts de Mielec, Jaslo, Roperzyce, Gorlice, Nowy-Sacz, Limanowa, Tarnow et Dambrowa. Cette région minière est divisée en trois arrondissements dépendant des offices régionaux à Drohobycz, Jaslo et Stanislawow.

C'est cette division que nous adopterons dans les statistiques que nous citerons en parlant de la production de l'huile brute.

Avant la découverte des terrains pétrolifères du bassin minier de Boryslaw, la production la plus importante était située sur les terrains du district de Jaslo. Après les forages effectués sur les terrains du district de Boryslaw, celui-ci est devenu le plus important et fournit actuellement le gros de la production, soit environ 70% de la production totale polonaise.

Le tableau ci-dessous montre une diminution systématique de la production du pétrole brut; la plus importante est celle du district de Drohobycz, puis celle du district de Stanislawow. Par contre, il y a une sensible augmentation dans le district de Jaslo (1918 — 53.000 tonnes, 1935 — 99.080 tonnes). Mais cette augmentation ne permet pas d'opérer une compensation à cause de la faible production de ces puits en comparaison avec ceux des terrains principaux.

Voici la production du pétrole brut de l'industrie polonaise d'extraction pour la période: ⁵⁾

1894, 1913, 1918-1935

(par district minier, en citernes de 10 tonnes)

Année	Boryslaw	Autres	Total du district Drohobycz	Jaslo	Stanislawow	Production polonaise
1894			3.000	7.500	1.000	11.500
1913			100.000	7.000	4.500	111.500
1918	68.294	6.306	74.600	5.300	2.394	82.294
1919	69.790	6.093	75.883	5.172	2.115	83.170
1920	62.630	6.448	69.078	4.932	2.492	76.502
1921	56.515	6.529	63.044	5.057	2.386	70.487
1922	55.722	7.314	63.056	5.604	2.670	71.310
1923	57.454	7.476	64.930	5.627	3.161	73.718
1924	59.754	7.564	67.318	5.712	4.049	77.079
1925	62.225	7.511	69.736	6.478	4.979	81.193
1926	60.325	7.585	67.910	7.033	4.666	79.609
1927	53.068	7.851	60.919	7.266	4.075	72.260
1928	54.159	8.234	62.393	7.628	4.279	74.300
1929	47.483	8.084	55.567	7.361	4.541	67.469
1930	44.334	8.561	52.895	8.535	4.846	66.276
1931	39.069	9.491	48.560	9.765	4.703	63.028
1932	33.030	9.043	42.073	9.582	4.014	55.669
1933	32.515	9.588	42.103	9.645	3.320	55.068
1934	30.140	9.753	39.893	9.538	3.491	52.922
1935	28.598	9.429	38.027	9.908	3.541	51.476

La part de chaque district dans la production totale était: ⁶⁾

en %						
Année	Terrains de Boryslaw	Autrés Terrain	District Drohobycz	District Jaslo	District Stanislawow	Total
1894			26	65	9	100
1913			89,7	6,3	4	100
1925	76,9	8,9	85,8	8,1	6,1	100
1930	66,9	12,9	79,8	12,9	7,3	100
1935	55,5	18,3	73,8	19,2	7	100

⁵⁾ Composé d'après Schwarz: Petroleum Vademecum, IX^e édition, la revue «Petroleum» 1936, Tägliche Berichte über die Petroleumindustrie, Bobr: Le pétrole en Pologne, Revue politique, Varsovie, t. VIII, cahier 3-4, 1928.

⁶⁾ Composé d'après Schwarz: Petroleum Vademecum, IX^e édition, la revue «Petroleum» 1936, Tägliche Berichte über die Petroleumindustrie, Bobr: Le pétrole en Pologne, Revue politique, Varsovie, t. VIII, cahier 3-4, 1928.

Alors qu'en 1909, comme nous l'avons déjà indiqué, la production de Galicie représentait 5,22% de la production mondiale, elle n'est aujourd'hui que de 0,23%. La cause principale de ce phénomène réside dans l'épuisement des champs pétrolifères de Boryslaw qui ont fourni jusqu'à présent 24 millions de tonnes sur les 34 millions extraits en Galicie. Le rendement moyen des terrains de Boryslaw était de 16.067 tonnes par hectare, alors que le rendement moyen de l'ensemble des gisements polonais ne dépasse pas 4.742 tonnes par hectare de terrain exploité. Ces chiffres montrent l'importance et le rôle joué jusqu'à présent par les mines de Boryslaw dont l'épuisement pose le problème de la découverte de nouveaux gisements.

Il est vrai que la faible consommation des produits pétroliers, dont nous reparlerons, n'a pas encore posé aux milieux dirigeants polonais le problème angoissant de l'approvisionnement national.

La Pologne, un des pays les moins motorisés du monde (une voiture automobile pour 1.250 habitants, contre une pour 25 habitants en France), consomme au total environ 300.000 tonnes de produits pétroliers par an. Mais il est à présumer que dans peu d'années ce chiffre aille en augmentant dans une proportion importante, de sorte que la production ne suffira bientôt plus aux besoins du pays si l'on ne dispose pas, d'ici là, de nouveaux éléments productifs. Or, les résultats obtenus dernièrement dans certains champs prouvent la grande valeur des terrains pétrolifères des Carpathes. D'autres terrains immenses dans l'avant-pays attendent toujours des forages d'exploration.

La solution du problème se trouve uniquement dans l'augmentation des forages. Actuellement les 3/4 de la production totale polonaise sont fournis par les terrains les plus productifs, avec un nombre de puits de 20% environ de l'ensemble des puits situés sur les terrains pétrolifères polonais, alors que les autres 80% ne fournissent que 25% de la production du pétrole brut.

Ce fait souligne suffisamment l'importance du bassin de Boryslaw dans la production polonaise. Le rendement d'un seul puits d'une profondeur de 1.500 mètres y est égal à celui de 7 puits moins productifs, mais d'une profondeur totale de 3.500 mètres. Alors que le gros des forages s'effectuait encore en 1931 sur les terrains de Boryslaw où des capitaux importants ont été engagés, ce qui était d'ailleurs un phénomène stable depuis la découverte de ces terrains, actuellement les forages les plus importants, à en juger d'après les données statistiques ci-dessous, s'effectuent sur les terrains du district de Jaslo.

On a effectué les forages suivants pendant la période 1923-1935:

Nombre de mètres forés par district minier.⁷⁾

Année	Jaslo	Drohobycz	Stenislawow	Total
1923	4.855	72.946	16.866	94.667
1924	20.434	46.360	34.507	101.895
1925	18.121	43.533	19.241	80.895
1926	20.566	52.832	13.853	87.251
1927	26.054	59.926	15.465	101.445
1928	28.558	52.960	13.067	94.585
1929	33.856	52.200	12.856	98.912
1930	39.017	58.867	19.180	117.034
1931	28.666	35.193	10.655	74.514
1932	25.267	25.753	7.458	58.478
1933	32.382	27.000	7.519	66.901
1934	37.703	29.589	10.641	77.933
1935	39.499	33.962	12.661	86.122

Ces travaux ont permis d'obtenir la production suivante en tonnes de pétrole brut par mètre foré:⁸⁾

				Rendement moyen
1923	11,6	8,9	1,9	7,8
1924	2,8	14,5	1,2	7,6
1925	2,6	16,0	2,6	10,0
1926	3,6	12,7	3,3	9,1

⁷⁾ D'après Schwarz: Petroleum Vademecum XI éd. et la revue «Petroleum» 1936.

⁸⁾ D'après Schwarz: Petroleum Vademecum XI éd. et la revue «Petroleum» 1936.

Année	Jaslo	Drohobycz	Stanislawow	Rendement moyen
1927	2,8	10,1	2,6	7,1
1928	2,7	11,6	3,3	8,6
1929	2,2	10,5	3,5	9,5
1930	2,2	9,0	2,5	8,5
1931	3,4	13,8	4,4	5,7
1932	3,8	16,3	5,4	6,6
1933	3,0	15,6	4,4	8,2
1934	2,5	13,5	3,3	6,8
1935	2,5	11,2	2,8	6,0

Voici quelques statistiques sur la situation des puits pour la période 1928-1935: ⁹⁾

Année	District Jaslo	District Drohobycz	District Stanislawow	Total
<i>En forage</i>				
1928	55	99	23	177
1929	61	74	21	157
1930	51	80	25	156
1931	41	45	20	106
1932	41	38	17	96
1933	47	39	13	99
1934	55	37	21	113
1935	70	46	22	138
<i>En exploitation</i>				
1928	826	1.357	212	2.395
1929	881	1.432	235	2.548
1930	951	1.514	250	2.715
1931	1.027	1.537	250	2.814
1932	1.065	1.588	246	2.899
1933	1.117	1.612	245	2.974
1934	1.195	1.678	249	3.121
1935	1.242	1.706	260	3.208
<i>En activité</i>				
1928	894	1.492	238	2.624
1929	955	1.536	262	2.754
1930	1.015	1.626	278	2.919
1931	1.085	1.618	273	2.976
1932	1.119	1.650	267	3.036
1933	1.177	1.686	263	3.126
1934	1.265	1.764	273	3.302
1935	1.318	1.795	284	3.397

⁹⁾ D'après Schwarz: Petroleum Vademecum XI éd. et les revues «Petroleum» 1936.

Etant donné les conditions de travail difficiles dans l'industrie pétrolière polonaise, les capitaux se désintéressent en grande partie des forages de recherches et limitent leur activité aux forages sur des terrains sûrs où le risque est relativement beaucoup moins grand. Nous remarquons néanmoins que le nombre de puits a augmenté, au cours de l'année 1935, de 95 unités et se chiffre par 3.397 au mois de décembre de la même année. On enregistre une légère augmentation du nombre des puits en forage et, en général, une augmentation du nombre des puits en exploitation. Sur ce total le district de Drohobycz compte pour plus que la moitié avec un chiffre de 1.795 puits; le district de Jaslo en a 1.318 et celui de Stanislawow 284.

Les forages, après une grande régression en 1932, où le métrage foré n'était que de 58.478 mètres, tendent à se développer d'une façon plus régulière. En 1935 on a foré 86.122 mètres, contre 77.933 en 1934. Tous les trois districts miniers ont bénéficié de cette augmentation, mais en particulier celui de Jaslo.

Il est intéressant de citer la part prise par les grandes sociétés à la production de l'huile brute et aux forages (1935):

Sociétés	Production de pétrole brut en ‰	Production de gaz en ‰	Activité des forages en ‰
MALOPOLSKA	43,4	26,9	20,2
GALICJA	7,6	3,0	3,6
LIMANOWA	6,4	3,0	0,7
GAZY ZIEMNE	4,5	0,6	2,2
STANDARD-NOBEL ...	3,5	2,2	—
URYCKA S-ka	1,2	—	1,4
POLMIN	0,6	23,0	5,8
AUTRES SOCIETES ..	32,8 100%	41,3 100%	66,1 100%

Ces chiffres permettent de constater que les grandes sociétés prennent surtout une part importante dans la production du pétrole brut (66,2%), tandis que leur activité en forages est beaucoup moins importante (33,8%). Pour- tant les frais de forage d'un mètre de puits sont en géné-

ral sensiblement les mêmes en Pologne et dans d'autres pays, qu'aux Etats-Unis par exp., mais avec la seule différence que les gisements pétrolifères se trouvent en Pologne, et surtout à Boryslaw, à une profondeur que l'on ne rencontre nulle part ailleurs dans le monde; les frais de forage se trouvent de ce fait considérablement augmentés, mais contre cela on ne peut évidemment rien.

SECTION II.

LES MÉTHODES DE FORAGE ET DE PRODUCTION.

Pour parvenir au pétrole, il est inutile de creuser des puits à galeries et, par conséquent, de faire descendre des hommes et de les exposer à mille dangers. En effet, l'extraction de l'huile brute se fait, non comme celle de la cire minérale ou du charbon, à l'aide d'ouvriers descendus dans la fosse et qui chargent des berlines, mais bien grâce à quelques manœuvres travaillant au jour et se servant de seaux ou de pompes, à moins qu'il ne s'agisse d'une sonde éruptive, c'est-à-dire que le puits soit jaillissant, auquel cas on n'a qu'à recueillir le pétrole dans les réservoirs.

La descente des ouvriers peut donc être évitée et le creusement du puits se réduit à un sondage choisi entre les différentes méthodes qui existent à l'heure actuelle. Sans étudier les différentes sortes de sondages, indiquons que le forage selon n'importe quel système est plus rapide que le creusage au pic, mais il nécessite toujours un outillage plus complet et une première mise de fonds considérable.

En Galicie, on n'avait pas compris au début qu'un travail rapide coûtât toujours moins cher qu'un autre qui dure dix fois plus de temps.

Deux méthodes de forages sont actuellement employées en Pologne: le système canadien et le système pensylvanien.

Le cadre de notre étude ne nous permet pas d'entrer dans les détails de ces systèmes, ni d'en expliquer les avantages et les inconvénients; aussi nous nous bornerons à expliquer brièvement leur fonctionnement.

Ce qui caractérise le système canadien, c'est la légèreté de toutes ses pièces. Importé en Galicie, vers 1883, il n'a pas tardé à supplanter tous les autres systèmes de forages, grâce surtout à sa rapidité de perforation qui fut une révélation pour les entrepreneurs. Depuis il a fait l'objet d'importants perfectionnements.

L'appareil à tiges rigides et à chute libre se compose du trépan, de la tige lourde et de la glissière. Il dépend d'un câble dont la poulie conductrice est située dans la couronne de la tour de sondage. Quand les machines et la force motrice, qui est généralement la vapeur, sont installées, le trépan commence à battre méthodiquement et lentement le sol pour en pulvériser le fond. Pendant que le trépan accomplit son travail, il faut que la terre réduite en miettes soit extraite du sol. Pour cette opération on descend au fond du puits une cuiller pourvue d'une soupape qui s'ouvre automatiquement pour ramasser les déblais et on la remonte ensuite. Toute cette opération demande naturellement beaucoup de temps, car les tiges rigides doivent chaque fois être vissées et dévissées.

Si dans le système canadien on travaille à sec, dans le système pensylvanien l'eau trouve une large application. Voici le mécanisme de ce système: A l'extrémité inférieure d'une longue colonne de tiges se trouve un trépan entraîné dans un mouvement de rotation. L'injection d'eau sous pression est assurée par une pompe par la colonne même des tiges. L'eau débouche immédiatement au-dessus du tranchant par où un jet puissant s'échappe dans la direction du fond. Cette eau est dirigée à la sortie du forage vers une série de bassins de décantation où elle entraîne automatiquement la boue délayée au fond du puits.

Tandis qu'il faut, avec le système canadien, compter un délai de 4 à 5 ans pour forer un puits de 1.500 mètres,

le système pensylvanien permet d'accomplir ce même travail pendant une période de 1 an et demi à deux ans. Malgré les frais plus élevés de première installation, la deuxième méthode est plus avantageuse, puisqu'elle permet de réaliser une économie sur la main-d'œuvre et réduit à moitié la période d'immobilisation des capitaux pendant laquelle ils ne rapportent rien. C'est pour cela aussi que ce dernier système tend à se généraliser actuellement en Pologne.

Une fois les forages terminés par l'arrivée jusqu'à la nappe pétrolifère, l'opération d'extraction commence.

Les puits peuvent se diviser en deux catégories: les puits éruptifs qui font jaillir l'huile grâce à la pression des gaz, mais qui sont très rares, et les autres où les gaz ne projettent pas l'huile et qui nécessitent l'emploi de moyens artificiels. Il faut alors pratiquer le pompage ou le pistonnage. Le premier procédé est appliqué aux puits de faible profondeur, le second aux puits profonds et qui exigent le pistonnage de chaque sonde séparément. La première méthode est beaucoup moins onéreuse, puisqu'elle permet de pomper en même temps plusieurs puits et réduit ainsi considérablement les frais d'exploitation.

SECTION III.

LES PRÉVISIONS DE RENTABILITÉ.

En analysant les statistiques que nous avons citées au sujet de la production du naphte, on se demande certainement à quelles causes il faut attribuer la diminution de la production du pétrole brut des riches gisements pétrolifères des Carpathes. Il ne peut être question d'un épuisement des champs pétrolifères polonais, car les réserves sont très abondantes, et il y a des milliers d'hectares de terrains à explorer. Si la production baisse, c'est parce qu'on hésite à forer de nouveaux puits, c'est parce que le forage revient très cher.¹⁰⁾ Or, il existe dans l'in-

¹⁰⁾ D'après J. Legendre, op. cité, l'établissement d'un puits de 1.459 m. revient à Boryslaw à 630.000 fr. suisses.

dustrie pétrolière une loi, que personne n'impose d'ailleurs, et que nous appellerons: la perpétuité des forages; pour avoir une production de brut il faut sans cesse forer. C'est ici que le facteur «Finances» commence à jouer son rôle. Il ne faut pas perdre de vue que l'établissement d'un puits de 1.500 mètres de profondeur demande un délai moyen de quatre ans et demi. Pendant ce temps l'entreprise, non seulement ne récolte rien, mais est encore obligée de fournir constamment les fonds nécessaires pour mener les travaux à bonne fin.

Pour établir les prévisions de rentabilité, l'entreprise doit donc décider si les forages doivent être faits à faible profondeur ou si les sondes doivent être profondes. Ceci est d'une importance capitale, car de cette décision dépendra la mise de fonds, puisque les forages à grandes profondeurs sont bien plus onéreux. Les frais d'entretien sont également plus élevés, car les sondes profondes doivent être pistonnées, alors que plusieurs puits à faible profondeur peuvent être pompés par la même machine à vapeur.

Malgré ces avantages, les capitaux ont plutôt tendance à s'engager dans des forages profonds, chose qui pourrait sembler bizarre, mais qui s'explique facilement, car le débit d'un puits à grande profondeur est beaucoup plus long et plus régulier. Nous avons donc le premier élément de notre calcul de rentabilité: déterminer le montant de la mise de fonds. Ajoutons seulement qu'il vaut mieux se placer dans les conditions les plus défavorables pour déterminer les plafonds quant au minimum et au maximum, car une telle précaution n'est pas inutile et évite des surprises désagréables.

Une fois le coût du forage approximativement déterminé, le risque, malgré toutes les prévisions et recherches préliminaires, reste entier. En effet, le forage est surtout une question de chance où il faut évidemment compter avec les accidents possibles: une masse de terrain qui bouge, un glissement provoqué par les eaux, voilà les tubes aplatis ou écrasés. La réparation de l'accident est parfois très onéreuse, et demandera en outre une période sup-

plémentaire pendant laquelle les capitaux resteront immobilisés et ne rapporteront rien. Il y a surtout le risque, le plus grand celui-ci, d'un forage à sec et, dans ce cas, on ne peut récupérer des sommes engagées que la valeur du matériel facilement transportable.

Nous voyons donc qu'un puits, une fois achevé, en partant du principe de la perpétuité des forages, doit donner pendant la durée de son activité une production suffisante pour amortir les sommes engagées, forer un nouveau puits de remplacement et encore laisser à l'entrepreneur ou à la société un certain bénéfice, tous frais d'exploitation déduits.

En tenant compte des éléments que nous venons de préciser, il faut déterminer la limite marginale de production, c'est-à-dire la limite minima après laquelle l'exploitation ne laisse aucun bénéfice et devient peu profitable. D'après M. Alberg¹¹⁾, il faut compter, à Boryslaw, une production journalière par puits de 3/4 de citerne de pétrole brut lorsque le puits est exploité par une société et d'une 1/2 citerne lorsque l'exploitation est assurée par un particulier, travaillant lui-même sur la mine, et capable, de ce fait, de réduire les frais au minimum. Ces estimations sont basées sur un prix moyen de 750 frs-or par citerne d'huile brute. Il va sans dire qu'un prix plus élevé réalisé pour l'huile brute abaisse automatiquement la limite marginale, tandis qu'un prix plus bas l'élève. La limite de production marginale dépend donc, dans une très large mesure, des fluctuations des prix sur le marché.

Ces considérations ne sont que théoriques, car une fois le puits en activité, il ne sera pas abandonné parce que sa production n'atteint pas la limite fixée d'avance. Il sera exploité aussi longtemps que la valeur de l'extraction sera supérieure aux frais d'exploitation, c'est-à-dire aussi longtemps que l'activité du puits permettra de réaliser des bénéfices, abstraction faite de la première mise

¹¹⁾ M. Alberg, *Le Pétrole en Pologne*, Lausanne, 1928, p. 46.

de fonds pour l'établissement de la sonde. En dernière analyse l'exploitation sera quand même déficitaire, puisque les frais de premier établissement ne seront pas autre chose qu'un placement à fonds perdu, du moment que l'extraction ne permet pas de constituer un fonds d'amortissement suffisant.

Nous verrons, dans la section suivante, que tous ces problèmes exercent une grande influence sur l'industrie polonaise du raffinage.

CHAPITRE III.

LES CONDITIONS TECHNIQUES DU RAFFINAGE DU PÉTROLE.

SECTION I.

LES RAFFINERIES POLONAISES ET LE PROBLÈME D'APPROVISIONNEMENT EN HUILE BRUTE.

Le naphte n'étant pas employé à l'état brut, les raffineries constituent le pivot de l'industrie du pétrole, puisque l'huile brute y est transformée en produits pouvant être livrés au commerce et à la consommation.

Comme la transformation du pétrole de Galicie avait surtout eu lieu dans des raffineries situées sur le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, un changement profond devait s'opérer dans l'industrie pétrolière polonaise, après le traité de paix, par suite de la nouvelle situation créée par celui-ci.

La capacité annuelle de transformation des raffineries polonaises est d'environ 120.000 citernes à 10 tonnes. Des raffineries indiquées ci-dessous ¹²⁾, certaines ne sont plus en activité; d'autres, que nous ne citons pas, ont une capacité de transformation minime et disposent d'un matériel rudimentaire.

¹²⁾ Revue «*Petroleum*» 1936 et Schwarz: *Petroleum Vademecum* XI édition.

Lieux	Lieu	Capacité de transformation en t.
«Polmin» Raffinerie d'Huiles Minérales de l'Etat	Drohobycz	156.000
Vacuum Oil Co.	Czechowice	108.000
«Galicja» Société Pétrolière Galicienne S. A.	Drohobycz	108.000
«Limanowa», Soc. Pétrol. S. à r. l.	Limanowa	96.000
Raffineries Fédérées Polonaises d'Huiles Minérales S. A.	Trzebinia	84.000
Société Galicienne des Pétroles des Carpathes S. A.	Glinik-Marjampolski	78.000
«Jasło», Ets Industriels et Pétroliers Gartenberg & Schreier S. A.	Niegłowice	72.000
Société Galicienne des Pétroles des Carpathes, anc. Bergheim & Mac Garwey	Jedlicze	60.000
«Fanto» S. A.	Ustrzyki-Dolne	54.000
Raffineries Fédérées Polonaises d'Huiles Minérales S. A.	Drohobycz	42.000
«Nafta» S. A.	Drohobycz	42.000
S. A. pour l'Industrie Pétrolière et Gaz Naturels	Lwow	42.000
Standard-Nobel en Pologne S. A.	Libusza	28.800
Ets Pétrol. «W. Stawiariski & Cie» S. à r. l.	Krosno	19.200
Raffinerie de Skawina, Ets pour la Transformation de l'Huile brute, Griffel & Cie.	Skawina	18.000
«Naftamin» S. A. pour l'Industrie Pétrolière	Ligota-Pszczynska	15.000
«Iwonicz», Raffinerie de Pétrole, S. à r. l.	Targowiska	12.000
Raffinerie d'Huiles Minérales et Ets Chimiques à	Derezyce	12.000
Raffinerie Kornhaber, Erdheim & Cie à	Hubicze	12.000
Raffinerie d'Huiles Minérales Ch. Griffel à	Mykietynce	10.200
Raffinerie de Pétrole Haber Frères, S. à r. l.	Stanislawow	9.600
«Blechow», Raffinerie Fédérative de Pétrole et Ets Ind. S. à r. l.	Dolzka	9.600

Sociétés	Lieu	Capacité de transformation en t.
«Eka», Raffinerie d'Huiles Minérales, S. à r. l.	Grabowiec	9.600
«Stroze», S. A.	Stroze	9.600
«Segil», Raffinerie d'Huiles Minérales, S. à r. l.	Nadworna	8.400
Raffinerie de Pétrole et d'Huiles Minérales Lam & Cie à	Krechowice	8.000
«Wierbiaz», Raffinerie d'Huiles Minérales à	Wierbiaz-s./Kolomya	8.000
«Iriag», Huiles Minérales, Dr. Bacher & Cie	Derezyce	6.000
«Frymeta», Raffinerie et Ets chim.	Drohobycz	6.000
Raffinerie d'Huiles Minérales, Ing. Baltuch, Lieberman & Marmelstein	Boryslaw	6.000
«Gleboka», Raffinerie d'Huiles Minérales, S. à r. l.	Glemboka-s./Sambor	5.520
Raffin. S. Ehrenberg & Hollender	Gorlice	5.400
Raffinerie Ch. Gleicher & Fils	Ropica Polska	5.400
S. A. de Produits Pétroliers de Boryslaw	Boryslaw	5.400
Industrie Minérale de Malopolska, S. à r. l.	Liskos/Sanok	4.560
«Gazoline», S. A.	Hubicze	3.840
«Kleczany», Soc. Pétrolière de Malopolska, S. à r. l.	Kleczany	3.360

Si, d'autre part, nous comparons les expéditions¹³⁾ d'huile brute faites par les mines dans les raffineries, nous remarquons que l'extraction ne couvre que la moitié de la capacité de transformation des raffineries.

¹³⁾ Revue «*Petroleum*» 1936 et Schwarz: *Petroleum Vademecum* XI édition.

(citernes à 10 t.)			Distr. Drohobycz			
Année	Dist. Jasło	Boryslaw	Autres	Total	Stanisławow	Total
1924	5.500	49.334	7.482	56.816	4.198	66.514
1925	5.985	53.292	7.510	60.802	4.682	71.483
1926	6.869	53.479	7.365	60.844	4.649	72.373
1927	7.201	48.423	7.401	55.824	3.967	66.992
1928	7.592	49.905	7.901	57.806	4.206	69.604
1929	7.379	43.927	7.741	51.668	4.565	63.622
1930	8.415	41.491	8.310	49.801	4.734	62.950
1931	9.690	36.836	9.078	45.914	4.663	60.267
1932	9.517	31.213	8.672	39.885	3.954	53.356
1933	9.564	30.520	9.271	39.791	3.306	52.661
1934	9.474	28.557	9.505	38.062	3.462	50.998
1935	9.795	27.063	9.137	36.200	3.356	49.351

L'industrie du raffinage est donc condamnée, de ce fait, à voir son rendement diminué de la moitié. Cet état de choses empêche les raffineries de retirer le maximum de rendement de leurs installations des usines et exerce une influence défavorable sur le prix de revient, puisqu'en travaillant avec les mêmes frais généraux, les raffineries ne peuvent transformer que la moitié de leur capacité normale à cause de la disette de l'huile brute.

En plus de celles énumérées ci-dessus, il existe plusieurs petites raffineries, inactives actuellement et qui, avec un matériel rudimentaire, reprennent le travail, en tant que producteurs marginaux de produits pétroliers, aussitôt que la transformation de l'huile brute leur permet, étant donné les prix pratiqués à l'intérieur du pays, de retirer un bénéfice de cette opération.

En ce qui concerne l'approvisionnement en matière première, les entreprises pétrolières polonaises peuvent être divisées en trois groupes:

1° Producteurs proprement dits — dans ce groupe rentrent les vendeurs de l'huile brute, c'est-à-dire les producteurs qui ne possèdent pas de raffineries;

2° Producteurs-Raffineurs — dans ce groupe rentrent tous ceux qui possèdent des champs pétrolifères et mines ainsi que des raffineries, c'est-à-dire les établissements qui forment un organisme industriel pétrolier complet

effectuant toutes les opérations ayant trait à l'industrie pétrolière;

3° Raffineurs — rentrent dans ce groupe tous les établissements de transformation qui, n'ayant pas de production propre, sont obligés de s'approvisionner en huile brute sur le marché.

La situation du groupe des producteurs-raffineurs, comme nous le verrons, est la plus intéressante. Actuellement la part des producteurs-raffineurs est de 75% de la production totale du brut, alors que les producteurs proprement dits ne fournissent que 25% environ.

Les grandes raffineries comme la Polmin, raffinerie de l'Etat à Drohobycz, la Vacuum Oil Co. à Czechowice, les Ets. «Jaslo» — Gartenberg & Schreier, sont obligées d'acheter le pétrole brut sur le marché pour faire tourner leurs usines. D'ailleurs, même les raffineries qui possèdent une production propre effectuent des achats de pétrole brut pour augmenter la quantité transformée et, partant, réduire, avec les mêmes frais de production, le prix de revient unitaire par tonne d'huile brute transformée. Ayant un minimum d'approvisionnement assuré, les raffineurs-producteurs sont en mesure de payer des prix légèrement plus élevés que ceux pratiqués normalement sur le marché libre.

La disproportion entre la capacité de transformation des raffineries polonaises et l'extraction provoque une pénurie constante de pétrole brut sur le marché et permet de pratiquer des prix élevés à un niveau inconnu dans d'autres pays. Ce manque d'équilibre entre la transformation et l'extraction pose en outre toute une série de problèmes angoissants pour l'industrie pétrolière polonaise tout entière. On peut se demander si la Pologne n'est pas en train de perdre le rôle qu'elle a joué en qualité de producteur de pétrole brut.

Une question se pose avant tout: pourquoi ne pas importer du pétrole brut pour permettre à l'industrie du raffinage de travailler à plein rendement et faire jouer ainsi la libre concurrence pour abaisser les prix?

La solution déjà souvent préconisée, qui consiste à importer de l'huile brute est, de l'avis de certains protectionnistes, à double tranchant, car, pour eux, il s'agit avant tout de protéger l'industrie nationale d'extraction. En considérant les conditions géologiques difficiles ainsi que la situation financière de l'industrie d'extraction en Pologne, l'importation risque de provoquer une diminution sérieuse du mouvement des forages. En effet, l'huile brute extraite dans le pays ne trouverait plus d'acheteurs pour cette bonne raison que l'huile brute importée de Russie par exemple serait vendue à un prix moins élevé. D'autre part, la Pologne, de par sa situation géographique, pourrait le plus avantageusement importer le pétrole brut de Roumanie; or, la Roumanie a interdit l'exportation de l'huile brute.

D'autre part, il n'est pas du tout certain que ce procédé permette à l'industrie pétrolière polonaise du raffinage d'améliorer sa rentabilité, puisque la consommation est beaucoup trop faible à l'intérieur du pays même et les raffineries sont, même dans les conditions actuelles, obligées d'exporter à perte une part importante de la production. Les raffineries polonaises n'arriveraient pas à couvrir les frais dans ce cas, car les prix mondiaux des produits et dérivés du pétrole sont sensiblement moins élevés que le prix de revient moyen de l'industrie polonaise du raffinage.

Pour permettre aux raffineries de disposer de la totalité de la production du pétrole brut et pour ne pas rendre leur travail encore plus déficitaire, on a introduit le 12 février 1924 une taxe d'exportation de 10 cts-or par kg. d'huile brute. Cette mesure n'ayant pas produit l'effet escompté, deux mois plus tard l'interdiction d'exporter le pétrole brut était générale, à l'exception toutefois des quantités d'huile brute qui devaient être livrées en exécution des traités ou conventions de commerce. En outre, la loi conférait au Président de la République le droit de lever l'interdiction d'exporter lorsque les réserves de pétrole brut auraient atteint 600.000 tonnes. Cette loi

devait avant tout être profitable aux raffineries ne possédant pas de propre production, car elle obligeait les producteurs proprement dits à vendre la totalité de leur production d'huile brute sur le marché national. Quant aux raffineurs-producteurs, ceux-ci employaient déjà précédemment la totalité de leur production pour leurs propres besoins de transformation et en achetaient même encore soit pour exploiter de façon plus rationnelle leur capacité de raffinage, soit pour améliorer, par un mélange d'huile, la qualité des produits.

Les prix élevés pratiqués pour le pétrole brut sont naturellement moins dangereux pour les entreprises qui possèdent une propre production que pour celles qui en sont dépourvues et ne s'occupent que du raffinage de l'huile brute. Si les résultats financiers déficitaires des raffineries appartenant à des producteurs-raffineurs peuvent souvent être compensés partiellement ou intégralement même par les bénéfices réalisés dans l'industrie de l'extraction, il n'en est pas de même pour les raffineries proprement dites qui sont privées de ce genre d'assurance. Ces dernières se trouvent donc, du fait qu'il leur manque une base certaine d'approvisionnement en matière première, dans une situation difficile, surtout à une époque où l'exportation des produits pétroliers polonais est déficitaire tout d'abord à cause des prix mondiaux de ces produits par suite d'une surproduction générale, et puis, à cause de la politique de dumping pratiquée par le gouvernement polonais et sur laquelle nous reviendrons encore.

La situation de l'industrie pétrolière mondiale ne permet pas non plus d'augurer une amélioration sensible dans ce sens, du moins pas pour le plus proche avenir.

SECTION II.

LE PRIX DE REVIENT.

Il ne sera peut-être pas inutile d'indiquer ici le prix de revient des produits transformés. S'il est assez difficile

de déterminer le prix de revient exact dans l'industrie de l'extraction de l'huile brute, comme nous l'avons vu dans la section précédente à propos des prévisions de rentabilité, il est par contre beaucoup plus facile de l'établir dans l'industrie de transformation.

Il comprend en effet:

- Le prix de la matière première.
- Les frais directs du mouvement et d'administration de la raffinerie et les frais généraux.
- Les frais d'administration générale et les frais indirects comme assurance, transport etc.
- L'amortissement et les charges financières.
- Les impôts.

Le prix de revient de la transformation de 100 kg. d'huile de marque courante de Boryslaw se présente en moyenne de la façon suivante, en 1936:

100 kg. d'huile brute	zl. 13,50	65,3%
Frais directs du mouvement etc.	» 4,72	22,8%
Administration générale etc.	» 1,00	4,9%
Amortissement et charges	» 0,85	4,1%
Impôts	» 0,60	2,9%

Totaux: zl. 20,67 100,0%

Nous avons fait figurer dans le poste «frais directs du mouvement» les frais de raffinage qui varient en principe entre zl. 4,32 et zl. 5,86 pour les grandes et moyennes raffineries.

L'abaissement du prix de l'huile brute ne dépend pas du raffineur, il peut par contre réduire son prix de revient en diminuant les autres éléments. Il ne faut pas oublier que certains éléments du prix de revient sont incompressibles, puisque déjà réduits au strict minimum. Il ne reste donc qu'un seul moyen: produire le maximum pour réduire le prix de revient partiel au minimum. Mais les conditions de l'industrie pétrolière polonaise ne permettent pas de réaliser ce principe à cause de l'anomalie qui y existe et qui résulte de la disette de pétrole brut, de la rupture d'équilibre entre les deux branches de l'indus-

trie, puisque la capacité de transformation dépasse de 100% la capacité d'approvisionnement en matière première. Les raffineries sont donc condamnées comme nous le verrons, à travailler à perte.

SECTION III.

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE DU RAFFINAGE.

Le rendement déficitaire des raffineries polonaises n'est nullement un phénomène économique passager, mais bien une situation stable. Les bénéfices réalisés par les raffineries pendant la période d'inflation n'étaient que problématiques et illusoire. Depuis la stabilisation monétaire et l'introduction d'une monnaie gagée sur l'or (en principe au moins, car la Pologne n'a presque pas d'or), seule, l'année 1926 a été prospère à cette industrie et lui a permis de réaliser des bénéfices par suite de la baisse du zloty, car la diminution des prix de la matière première employée ainsi que de la main d'œuvre lui ont permis de réaliser une prime à l'exportation. Pendant les autres années, les raffineries travaillaient à perte ou arrivaient à peine à couvrir les frais. Il ne pouvait, dans ces conditions, être question d'amortir les frais d'installation. Il en est encore de même aujourd'hui.

Si, malgré cette situation, les raffineries proprement dites ont pu exister, résister pendant toute cette période et continuer à travailler, c'est uniquement parce que certaines raffineries sont entièrement amorties, alors que d'autres renoncent à la création d'un fonds d'amortissements. On a néanmoins enregistré pendant les dernières années l'immobilisation de certaines raffineries importantes et même d'une raffinerie qui disposait d'un approvisionnement suffisant de pétrole brut provenant de ses propres terrains pétrolifères. A part quelques raffineries modernes (Polmin, Vacuum Oil Co. etc.), les installations techniques des raffineries polonaises sont surannées, car les conditions d'existence difficiles ne leur permettent pas de suivre le mouvement du progrès.

La période d'inflation que l'Allemagne a mis à profit pour moderniser ses installations industrielles, n'a pas été du tout exploitée par l'industrie pétrolière polonaise, tout d'abord à cause du regroupement de la propriété des entreprises pétrolières polonaises qui s'est opéré à la même époque et puis, à cause de la politique erronée du gouvernement qui cherchait à favoriser les consommateurs au détriment des raffineries et qui, en plus, les empêchait de profiter d'une conjoncture favorable à l'exportation.

Les installations de distillation surtout sont défectueuses; elles ignorent complètement le système de déflégation (dubble towers). Dernièrement le système de cracing a été introduit dans quelques entreprises pour augmenter la production de l'essence. Certaines raffineries ne possèdent pour la distillation que des installations périodiques peu économiques et ne peuvent, de ce fait, obtenir toute la gamme de produits que des raffineries modernes obtiennent de la même matière première. Quant à certaines petites raffineries, leur installation est des plus primitives. Quelques améliorations sérieuses ont été réalisées pendant les dernières années dans des grandes raffineries. Il faut encore ajouter que certaines installations ont été adoptées par les raffineries polonaises au moment où elles étaient abandonnées en Amérique à cause de leur rendement insuffisant et remplacées par d'autres d'un rendement beaucoup meilleur.

Les pertes subies dans le processus de la transformation prouvent d'ailleurs nettement l'insuffisance d'installation des raffineries polonaises, surtout lorsqu'on les compare à celles des raffineries américaines où elles sont de 1,51% environ, déchets non compris, contre 9,3% en Pologne, déchets compris. Si nous déduisons ces derniers, qui ne rentrent pas en Amérique dans le décompte des pertes puisque tout y est utilisé, les pertes dans l'industrie du raffinage en Pologne sont encore de l'ordre de 7%.

Dans une raffinerie polonaise moderne, construite après la guerre d'après les principes modernes, les pertes n'ont pas dépassé 3,5 à 4%.

L'état critique de l'industrie du raffinage en Pologne est encore aggravé par la politique du gouvernement polonais qui intervient directement dans cette industrie par l'intermédiaire de la «Polmin» (raffinerie de l'Etat).

La transformation totale des raffineries polonaises portait: ¹⁴⁾

en 1913	sur	533.500	tonnes	de	brut
» 1925	»	711.240	»	»	»
» 1926	»	780.770	»	»	»
» 1927	»	681.620	»	»	»
» 1930	»	632.850	»	»	»
» 1931	»	609.260	»	»	»
» 1932	»	544.860	»	»	»
» 1933	»	567.370	»	»	»
» 1934	»	527.650	»	»	»
» 1935	»	509.380	»	»	»

Des quantités d'huile brute que nous venons de citer on a obtenu les produits suivants (en tonnes): ¹⁵⁾

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Huile empl..	632.850	609.260	544.860	567.370	527.650	509.380
Essence	121.531	103.230	91.343	90.692	85.687	85.523
Lampant ...	172.935	175.440	160.381	174.333	171.727	147.330
Huile lourde	105.594	115.610	105.355	101.443	90.589	106.681
Huile lubr..	90.332	85.380	73.655	80.352	77.574	56.290
Paraffine ...	33.029	31.588	27.541	29.241	28.305	25.109
Prod. divers	57.179	48.400	43.779	44.518	30.921	47.676
Pertes	52.340	49.612	42.806	46.796	43.857	45.861

Malgré la diminution de la production du pétrole brut, les raffineries polonaises en transforment plus depuis la guerre qu'auparavant. Cela semble paradoxal, mais il ne faut pas oublier que bon nombre de raffineries de l'ancienne monarchie austro-hongroise qui transformaient le pétrole de Galicie, se trouvent actuellement sur les terri-

¹⁴⁾ Revues «Petroleum» et «Pologne Economique».

¹⁵⁾ Composé d'après «Petroleum» 1936.

toires des pays ressuscités en 1918 et qu'avant la guerre le raffinage se faisait surtout dans les raffineries situées à l'intérieur de l'empire où le pétrole de Galicie était transporté, de sorte que les raffineries situées en Galicie même ne transformaient que 35 à 40% environ de la production du brut. Il existe en outre l'interdiction d'exporter l'huile brute et d'autre part, certaines raffineries comme la Polmin à Drohobycz, «Fanto» à Ustrzyce-Dolne, «Standard-Nobel» à Libusze, «Damrowa» à Jedlicze ainsi que «Nafta» à Drohobycz ont été agrandies.

Les grandes raffineries, d'une capacité de transformation supérieure à 30.000 tonnes par an, transforment environ 90% de la totalité de l'huile brute raffinée, les petites -- 10% environ seulement. En comparant les données statistiques nous remarquons une augmentation en pourcentage de la production de l'essence et de l'huile lourde, provoquée par le développement de la consommation de ces produits et les facilités de vente.

Le problème qui se pose à l'heure actuelle pour l'industrie du raffinage est celui de la fabrication de l'asphalte utilisé dans la construction des routes. Cette industrie peut difficilement répondre aux demandes de livraison des Ponts et Chaussées du fait que 95% environ des pétroles bruts polonais contiennent une part trop élevée de paraffine pour permettre de livrer un asphalte de qualité supérieure pour le revêtement des routes, puisque l'asphalte devient inutilisable pour les revêtements lorsqu'il contient plus de 0,5% de paraffine. L'Institut National de Chimie s'occupe sérieusement de la recherche des moyens permettant d'améliorer cette production afin de venir en aide à l'industrie du raffinage en lui trouvant un nouveau débouché.

La concentration et la rationalisation réalisées dans l'industrie polonaise du raffinage ont permis d'améliorer sa situation, mais pas suffisamment pour la rendre rentable. C'est ainsi, par exemple, que la concentration du groupe «Malopolska» a conduit à la fermeture de trois raffineries pour faire travailler les autres raffineries du

même groupe à plein rendement. Pour bien caractériser l'importance de la rationalisation réalisée dans l'industrie polonaise du raffinage, il suffirait de citer que, pendant l'époque où elle s'est effectuée, le nombre d'ouvriers employés est passé de 7.879 à 4.698 de 1922 à 1928.¹⁶⁾

C'est ainsi que se réalisa, partiellement au moins, l'idée de B. Seidmann, directeur de la S. A. «Nafta», exprimée dans la «Neue Freie Presse» (La Presse Libre) du 5 novembre 1926: «Presque 90% de l'industrie pétrolière polonaise se trouvent entre les mains de 14 sociétés qui, pour la quantité mensuelle minime de 5.000 citernes, entretiennent des administrations séparées, des organisations séparées de vente, d'emmagasiner, de représentation etc. et qui perdent de ce fait inutilement des sommes importantes. La fusion de sociétés et la création d'un ensemble exercerait une influence bienfaisante sur toute l'industrie. Les recettes pourraient ainsi être augmentées de 30% de la valeur de la production totale.»

¹⁶⁾ A. B. Biedermann, opus cité, p. 49.

CHAPITRE IV.

LE RÉGIME JURIDIQUE DES CONCESSIONS ET DES ENTREPRISES.

SECTION I.

LES TRAITS CARACTÉRISTIQUES DES CHAMPS PÉTROLIFÈRES.

Avant de parler des concessions des terrains pétrolifères, il nous semble indispensable de résumer en quelques mots les caractéristiques spécifiques des gisements pétrolifères qui les distinguent nettement des autres gisements et imposent un cachet tout à fait spécial à toute l'industrie pétrolière.

Le caractère essentiel des terrains pétrolifères — c'est, avant tout, la difficulté de leur évaluation avant le commencement de l'exploitation. En ce qui concerne les mines de charbon, de minerai de fer ou autres, on peut, au moyen de sondages et recherches, déterminer approximativement au moins l'étendue des terrains, leur teneur en charbon, minerai etc. On peut donc avoir ainsi des éléments, si non absolus, du moins suffisants pour évaluer la valeur des terrains. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les gisements pétrolifères, car il s'agit ici d'un élément liquide et, par conséquent, mobile. Il faut en outre déterminer les quantités d'eau et de gaz qui rentrent dans la composition de cet élément liquide et qui dépendent de toute une série de conditions, pour la plupart du temps, difficiles d'être déterminées à l'avance, conditions pouvant d'ailleurs encore subir des modifications en cours d'exploitation.

Dans ces conditions, même au moyen de sondages et forages préliminaires, il est difficile d'estimer la valeur des terrains circonscrits, tout en connaissant la composition de l'huile, puisqu'il en manque encore l'élément le plus important — la quantité.

Puis, il y a encore un facteur avec lequel il faut compter et qui ne joue aucun rôle dans l'exploitation d'autres matières premières, à savoir: le rendement des gisements, c'est-à-dire, le rapport entre la réserve de pétrole existant dans le sous-sol et la quantité d'huile brute que l'on peut en extraire. Le rendement dépend du terrain lui-même, de la qualité de l'huile brute et finalement encore de la méthode d'exploitation.

Il ne reste donc plus qu'à se baser dans l'évaluation des terrains pétrolifères sur le rendement des puits en activité, mais ce rendement n'est pas stable et diminue avec le temps. On ne peut non plus toujours expliquer de quel terrain afflue l'huile débitée par le puits considéré. Il en résulte donc que l'on ne peut déterminer la valeur d'un terrain pétrolifère qu'après quelques années d'exploitation. La limite, comme nous le voyons, disparaît entre les travaux de recherche et d'exploitation. Chaque puits en exploitation est en même temps un moyen de sondage et inversement, un puits de recherche devient, en cas de résultat satisfaisant, un puits d'exploitation.

Un autre trait caractéristique des terrains pétrolifères — est la dépendance mutuelle des propriétaires de terrains voisins, car les puits en activité sur une parcelle débitent non seulement le pétrole de celle-ci, mais l'attirent aussi des terrains voisins appartenant à d'autres propriétaires. Des travaux irréguliers effectués sur un terrain peuvent causer des dégâts aux propriétaires des champs avoisinants. Le propriétaire d'un terrain déterminé dépend donc, dans son programme d'action, en grande mesure, de ses voisins.

Il faut encore signaler la faible influence de la volonté et de l'effort humains sur l'extraction.

Le rendement dépend surtout des conditions naturelles dans lesquelles se trouve chaque terrain et parfois même chaque puits. Une grande mise de fonds dans le forage peut ne donner aucun résultat, alors qu'en cas de réussite des quantités considérables de pétrole peuvent être obtenues pendant des années avec des frais relativement faibles.

Nous voyons donc que le caractère spécifique et « nerveux » de l'industrie pétrolière résulte surtout des conditions naturelles propres aux gisements pétrolifères qui apportent dans cette industrie un élément de risque à un degré inconnu dans d'autres industries minières.

Ces traits caractéristiques de l'industrie pétrolière, dont nous venons de parler, exercent une grande influence sur l'achat d'une concession.

SECTION II.

LE RÉGIME JURIDIQUE DES GISEMENTS PÉTROLIFÈRES EN POLOGNE.

En vertu d'une loi de 1884 de l'empire autrichien, la propriété des gisements pétrolifères a été accordée aux propriétaires légitimes des terrains de la surface du sol et, par là même, la loi leur conférait le droit à l'exploitation de ces gisements.

Rappelons qu'en général le sous-sol est, en Pologne, la propriété exclusive des propriétaires de la surface, tout au moins en ce qui concerne l'exploitation des minerais qui ne sont pas soumis à des restrictions légales. L'exploitation des gisements pétrolifères est donc permise à condition d'observer quelques prescriptions légales.

Cet état de choses ne s'est établi qu'après plusieurs modifications, car, dès son origine, l'industrie pétrolière galicienne fut soumise par le gouvernement autrichien à diverses réglementations. La première tentative de ce gouvernement fut de s'approprier les gisements pétrolifères dès leur découverte en décrétant que le pétrole

serait la propriété exclusive de l'Etat et enleva par là même aux propriétaires des terrains pétrolifères le droit de disposer librement du sous-sol. Les propriétaires se refusèrent à admettre cette violation unilatérale de la propriété privée et, sous leur pression cette législation fut abolie. Le pétrole redevient propriété privée.

Le pétrole fut à nouveau soumis à la régie de l'Etat par une loi votée en 1852. Sous une nouvelle pression des propriétaires des terrains pétrolifères elle fut également abrogée et dès 1862 la libre disposition des gisements pétrolifères fut définitivement rendue aux propriétaires légitimes. Depuis la loi de 1884 aucune modification sensible n'a été apportée à cette question.

SECTION III.

LES CONCESSIONS.

Qui donc voulait produire du pétrole brut devait nécessairement se mettre en relation avec le propriétaire du terrain où l'on voulait commencer les travaux pour avoir son approbation. Cette loi devait d'ailleurs, avec le temps, exercer une influence néfaste sur le développement de l'industrie pétrolière polonaise comme nous le verrons plus loin.

Les terrains pétrolifères ne sont pas seulement la propriété des particuliers, car l'Etat intervient lui aussi comme propriétaire de terrains d'une superficie d'environ 288.000 hectares, ¹⁷⁾

Nous examinerons donc successivement les concessions sur les terrains appartenant à l'Etat et celles sur les terrains appartenant à des particuliers, presque toujours des paysans qui louent leurs parcelles à des conditions sensiblement identiques dans tout le pays.

¹⁷⁾ Voir M. Alberg, opus cité, page 155.

SOUS-SECTION I.

LES CONCESSIONS ACCORDÉES PAR L'ÉTAT.

Quant aux terrains de l'Etat, ils étaient loués à des conditions tellement onéreuses que l'exploitation y était presque impossible, ce qui a complètement découragé les entrepreneurs. Pour attirer à nouveau des prospecteurs, l'Etat a donc été obligé de modifier la base même des conditions posées aux entrepreneurs.

Actuellement, toute entreprise ou particulier qui veut forer sur les terrains de l'Etat peut recevoir environ 200 hectares de terrains pour faire des recherches géologiques et de sondages. Le prospecteur peut choisir ces 200 hectares lui-même parmi les terrains qui restent disponibles; mais s'il désire avoir 200 hectares supplémentaires, ceux-ci lui seront alors désignés par l'Etat.

L'Etat impose au prospecteur l'obligation, selon convention, de terminer les recherches dans un délai d'un ou deux ans au maximum et de lui indiquer alors le terrain sur lequel il veut commencer à forer. En outre, deux puits au moins doivent être commencés à l'endroit choisi un an après le délai ci-dessus. Cinq ans après la signature du contrat la moitié du terrain, après avoir été divisée en parcelles de 50 à 100 hectares, revient à l'Etat. Le terrain une fois divisé en parcelles, un puits doit être foré sur chacune d'elles dans une période de deux ans.

Dès le commencement de la production, l'entrepreneur doit remettre à l'Etat, suivant les endroits, une redevance de 10 à 16% de la production de l'huile brute et ceci pendant toute la durée de la concession qui est généralement accordée pour une durée de 25 ans, avec faculté de la prolonger pour une période supplémentaire de 15 ans, soit en tout pour une durée maxima de 40 ans.

SOUS-SECTION II. LES CONCESSIONS PRIVÉES.

Quant aux concessions sur des terrains appartenant à des particuliers, deux possibilités sont à envisager :

1° l'achat d'une concession qui a déjà fait l'objet d'une exploitation et alors il faut reprendre les obligations et les engagements de la société précédente, ou

2° la mise en valeur de nouveaux terrains.

Nous examinerons plus particulièrement le deuxième cas, car le premier a nécessairement dû passer par la même phase.

Le contrat entre le propriétaire d'un terrain pétrolier et l'entrepreneur de forage est une entente bilatérale, librement consentie, qui confère à ce dernier, à des conditions fixées d'avance, le droit de fouiller le sous-sol, de rechercher et d'exploiter les gisements ainsi que d'utiliser la surface du sol pour y faire les constructions et installations nécessaires au forage et à l'exploitation pendant une période déterminée, généralement pendant 25 ans. Le contrat est donc limité quant à l'espace et quant au temps.

Comme la loi polonaise établit une séparation complète entre le droit à la propriété du terrain et le droit au forage et à l'exploitation du pétrole, le contrat, pour être valable, doit être inscrit sur un «registre des pétroles» tenu par les tribunaux locaux, registre qui joue à peu près le même rôle que le livre foncier ou les registres hypothécaires, car toutes les inscriptions qui y sont mentionnées acquièrent force légale.

§ 1.

LES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.

En échange du droit accordé par le propriétaire de fouiller son sous-sol, l'entrepreneur doit assumer certaines obligations envers le premier. Le contrat entre l'entrepreneur et le propriétaire foncier est généralement établi aux conditions suivantes :

1° Une indemnité unique pour l'acquisition du droit de l'exploitation pour une certaine période fixée à l'avance, le propriétaire foncier restant toujours propriétaire légitime et exclusif du terrain. Cette indemnité de location reste entre les mains du propriétaire foncier, même en cas de rupture du contrat avant son expiration.

2° Un dédommagement annuel, dit indemnité de surface, pour les terrains occupés par les installations de la mine en compensation de la récolte que le propriétaire foncier aurait pu obtenir sur ces terrains.

3° Une indemnité unique pour le premier puits ainsi que l'obligation de payer cette indemnité pour chaque nouveau puits.

4° Un certain nombre de parts «brutto».

5° L'observation des prescriptions légales des autorités minières qui sont les suivantes :

a) Avant de commencer le forage d'un puits, l'entrepreneur doit soumettre aux autorités minières un plan exact et détaillé des opérations envisagées et désigner la personne chargée de la direction technique qui sera responsable devant les autorités, de la stricte observation du règlement minier et des prescriptions légales.

b) Les forages ne doivent être commencés qu'après approbation du plan par l'autorité des mines. Celle-ci a le droit de faire interrompre les travaux lorsqu'elle constate des irrégularités dans l'installation qui n'est pas conforme au plan déposé. Par contre, l'entrepreneur n'a pas le droit de suspendre ou d'interrompre les travaux, pour n'importe quelle cause, sans en aviser au préalable l'autorité minière.

c) Il faut que le terrain ait une superficie d'au moins 12.000 m² pour l'installation d'une mine. L'autorité minière peut refuser l'autorisation d'installer un puits, si le terrain sur lequel on doit commencer les forages est, à son avis, trop petit, car l'emplacement du forage doit être situé à 30 mètres au moins de la limite du terrain, ceci en vertu du § 31 de la loi autrichienne du 22 mars 1908, encore en vigueur aujourd'hui.

d) La direction technique de la mine ne peut être confiée qu'à des personnes qualifiées ayant, après un stage de quelques années, passé un examen serré devant une commission spéciale.

e) L'entrepreneur qui habite à l'étranger doit obligatoirement désigner un fondé de pouvoir, habitant le pays, et autorisé à recevoir des ordres de l'autorité des mines qui doit, à tout moment, savoir exactement qui est propriétaire de l'entreprise de forage. Les changements éventuels doivent immédiatement être communiqués aux autorités.

f) L'entrepreneur ou, à défaut, son fondé de pouvoir, doit observer la loi sur la sécurité des travaux miniers du 24 juin 1911, qui, en elle-même peut être considérée comme un modèle du genre.

§ 2.

LES PARTS «BRUTTO» ET LEUR RÉGIME.

La valeur réelle d'un terrain pétrolifère ayant été, et étant encore actuellement, difficile à évaluer, un usage s'est développé, lequel exige de l'acquéreur du droit aux forages et à l'exploitation, en plus du prix de louage du terrain, la remise au propriétaire foncier d'une part de la production du pétrole brut: un certain nombre de «brutto». On comprend donc juridiquement et pratiquement, sous le nom de «brutto», l'obligation qui incombe à l'exploitant de verser au propriétaire foncier un certain pourcentage de la production brute (brutto = part brute) soit en nature, soit en argent.

Malheureusement, entre les propriétaires fonciers et les entrepreneurs intervenaient des spéculateurs leur servant d'intermédiaires et qui obtenaient des premiers, le droit au forage et à l'exploitation à des prix assez bas pour revendre ce même droit avec bénéfice à l'entrepreneur. Toute une chaîne d'intermédiaires s'est ainsi formée. Ils spéculaient d'une façon inouïe sur ce droit de forage, chacun d'eux ayant augmenté le prix de la part de bénéfice qu'il

voulait réaliser. Finalement, l'industriel qui louait le terrain ou achetait le droit de forer et d'exploiter les gisements, devait s'engager à remettre 20%, et parfois même davantage encore, de la production brute, ce qui rendait la rentabilité de l'exploitation aléatoire dès le commencement.

Le décompte du propriétaire de la mine avec le propriétaire de «brutto» se fait habituellement à la fin de chaque mois. Voici comment l'on procède pratiquement: l'administration de la mine donne chaque mois au porteur de parts «brutto» le décompte de la production mensuelle. Si le propriétaire de «brutto» le désire, il peut avoir sa part en nature, sous réserve de supporter les frais de transport jusqu'au lieu de destination qu'il a indiqué. S'il préfère être payé en argent, sa part est évaluée au cours du jour. Les propriétaires de «brutto» touchent donc une part de la production sans avoir à supporter des frais de forage, d'exploitation et d'administration.

Pour que la valeur des parts «brutto» ne soit pas illusoire et pour assurer aux porteurs de ces parts une certaine garantie, non seulement on fixe dans chaque contrat un délai pendant lequel l'acheteur est obligé de commencer les forages, mais on lui impose également l'obligation de continuer les forages jusqu'à la production du naphte. Cette obligation de forer est une menace de perte des droits acquis, car elle confère au propriétaire foncier le droit de revendre, si le premier acheteur n'a pas tenu ses engagements.

Ce sont ces engagements qui ont provoqué de 1907 à 1910 une surproduction énorme qui a eu pour résultat immédiat une baisse formidable des prix de l'huile brute et la ruine des entrepreneurs. Nous verrons d'ailleurs plus loin comment le gouvernement autrichien y avait remédié. C'est ainsi qu'a été gaspillée la richesse de certains terrains pétrolifères de Boryslaw au plus grand détriment de la fortune nationale. Pour mettre fin à cette pratique, la légis-

lation insuffisante a été complétée par décret du gouvernement polonais en attendant la promulgation de la nouvelle loi sur les pétroles actuellement à l'étude.

Outre les parts «brutto» prévues par contrat au profit du propriétaire foncier, l'entrepreneur peut en céder lui-même à des tiers quelconques contre avance de fonds en vue de l'achat d'instruments techniques, la continuation des travaux ou pour toute autre raison.

Les transactions sur les «brutto» sont parfois très actives. L'achat et la vente de «brutto» portent non seulement sur des parts entières, mais aussi, et très souvent même, sur des coupures de $1/8$, $1/16$, $1/32$ et même $1/64$, fractions qui sont d'ailleurs inscrites sur les registres fonciers. Pour être valable et légale, la cession ne se fait pas de la main à la main, comme un titre au porteur, mais doit être accompagnée d'une inscription au cadastre des mines, formalité d'ailleurs très simple et qui ne met aucun obstacle à la négociation des parts «brutto».

Comment et à quel prix négocier les «brutto»? Deux cas peuvent se présenter:

1° le puits est en forage — et alors on ne peut guère calculer la valeur des parts «brutto» que par des estimations approximatives, par des pronostics basés sur l'existence de couches pétrolifères, sur l'étendue de la concession, la production des puits voisins etc. etc.

2° le puits est en activité — dans ce cas l'estimation est beaucoup plus facile, presque mathématiquement chiffrable, puisqu'il n'y a qu'à faire le décompte d'après le nombre de tonnes extraites.

Les parts «brutto» sont souvent l'objet d'une spéculation même de la part de l'étranger et elles sont souvent cotées à des prix hors de proportion avec leur valeur réelle. A certaines époques pourtant, l'attrait des «brutto» est devenu si minime que ces parts ne trouvaient plus de preneurs. Cette invraisemblance trouve son explication dans une loi promulguée par le gouvernement autrichien qui a mis sous séquestre les quantités d'huile brute provenant des parts «brutto» pour approvisionner la raffinerie

de l'Etat à Drohobycz. Lorsque l'Etat polonais fut reconstitué, la réquisition fut maintenue en faveur de cette même raffinerie en vertu d'une loi du 6 septembre 1920.

Cette loi empêchait le libre commerce de l'huile brute qui devait normalement revenir aux porteurs de parts «brutto». Il y eût naturellement de vives protestations de la part des propriétaires de «brutto». Ceux-ci s'unirent pour faire prévaloir leurs justes revendications, car les lois autrichienne et polonaise étaient, à juste titre, considérées comme une violation légale de la propriété privée dûment acquise en vertu d'un contrat librement consenti de part et d'autre.

Enfin une loi est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1923 fixant le régime des «brutto» (Journal Officiel des Ordonnances 1923 N^o 55 pos. 387). D'après cette loi, le pétrole des «brutto» doit obligatoirement être livré à la raffinerie de l'Etat à Drohobycz (Polmin) et elle assure ainsi à cette usine une base certaine d'approvisionnement, puisque l'Etat n'a pas de production propre.

Nous reviendrons plus loin sur la question de la Polmin en traitant du rôle de l'Etat.

Le prix du pétrole est fixé d'un commun accord par les porteurs des parts «brutto» et la direction de la Polmin d'après les cours du marché. Une restriction est apportée dans ce sens que ce droit ne peut être exercé par les propriétaires des parts «brutto» qu'à deux conditions:

a) il faut que le pétrole livré à l'Etat représente au moins 15% de la production totale de Galicie, et

b) les porteurs de parts «brutto» doivent former une organisation homogène régie par des statuts approuvés par le gouvernement.

Un projet de statut conforme aux stipulations de la loi a déjà été élaboré. Ce nouveau statut prévoit le fonctionnement d'un syndicat ayant pour but la représentation et la garantie des intérêts des porteurs de parts «brutto» et particulièrement leur participation à l'exécution de l'or-

donnance du 1^{er} mai 1923, relative à l'achat de leur part de pétrole par la Polmin, dans l'esprit de l'article 2 de l'ordonnance ci-dessus.

Voici les bases essentielles du statut des porteurs de parts «brutto» :

Peut devenir membre de l'Union toute personne privée ou légale, propriétaire de parts «brutto» sur des puits de pétrole situés sur le territoire de la République Polonaise.

L'assemblée générale des membres de l'Union se tiendra au moins une fois par an. Elle pourra, en outre, être convoquée, chaque fois que le besoin s'en fera sentir, par le président du conseil d'administration sur la proposition de la direction, du conseil d'administration, de la commission de révision ou le désir exprimé par les membres représentant au moins le quart de la production de la totalité des membres de l'Union, dans un délai de quatre semaines au plus après la présentation de la proposition.

Nous voyons donc qu'il s'agit d'un organisme important appelé à jouer un grand rôle dans l'industrie pétrolière polonaise.

§ 3.

LES PARTS „NETTO”

En plus des parts «brutto» existaient encore, surtout avant la guerre, des parts «netto». Un certain nombre de petits capitalistes s'étaient groupés pour mettre à la disposition d'un entrepreneur une grande quantité de petits capitaux en vue de forer et d'exploiter en commun. Ils avaient constitué ainsi une société dont les parts prenaient le nom de «netto» (part de bénéfice net), du fait que chaque coparticipant couvrait une part des frais de forage et d'entretien et avait droit à la même part dans l'exploitation, mais à condition toutefois que les recettes soient supérieures aux dépenses; en un mot, ils avaient droit au même pourcentage du bénéfice net que celui pour lequel ils subissaient les frais.

Ces sociétés ayant créé beaucoup de difficultés à cause du morcellement des parts «netto» et des obstacles que les autorités minières rencontraient lorsqu'elles cherchent à atteindre une personne responsable, le gouvernement autrichien interdit, en 1907, de constituer des parts «netto» inférieures à 2,5% du revenu total. On ne parle plus guère aujourd'hui de parts «netto» qui ont perdu leur importance du fait que chaque concession appartient actuellement à des sociétés importantes.

Outre les parts «brutto» et «netto» il existait encore des parts «brutto-netto» qui étaient une combinaison des deux premières. Ces parts étaient très rares.

SECTION IV.

LES ENTREPRISES.

Les entreprises qui exploitent en Pologne les gisements pétrolifères et les raffineries sont des entreprises privées dont le fonctionnement est le même que dans tous les autres pays, mais il existe aussi une entreprise de l'Etat.

Nous venons de voir que l'Etat est propriétaire d'énormes terrains pétrolifères, mais qu'au lieu de les exploiter directement lui-même, il préfère accorder des concessions à des particuliers ou à des sociétés.

Il intervient par contre directement dans la transformation de l'huile brute par la Polmin qui se trouve dans une situation privilégiée en ce qui concerne son approvisionnement en matière première. La loi promulguée par le gouvernement autrichien le 10 avril 1915 lui réservait l'huile provenant des parts «brutto», soit environ 20% de la production totale du brut. La Polmin a donc une base d'existence assurée, au moins en ce qui concerne la fabrication elle-même, d'autant plus que rien ne lui impose l'obligation d'acheter effectivement la part du pétrole brut qui lui est réservée, puisque la raffinerie de l'Etat peut refuser, pour une raison ou une autre, en totalité ou en partie seulement, l'huile brute qu'elle s'est assurée.

Mais ce procédé constituait un abus, car les raffineries particulières étaient privées de matière première au profit de la Polmin, et ainsi était faussé volontairement ou involontairement le fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande, d'après laquelle l'huile brute devrait revenir au plus offrant.

Le but de la Polmin, lors de sa création, fut tout autre. Cette usine qui possède la plus grande capacité de transformation de toutes les raffineries polonaises, car à elle seule, elle peut transformer facilement 40% de la production totale de l'huile brute en Pologne, a été construite par le gouvernement autrichien au moment de la surproduction, à l'époque où la Galicie regorgeait de pétrole brut, pour venir en aide aux producteurs, puisque les raffineries existantes n'arrivaient pas à transformer la totalité de la production, pour éviter un effondrement complet des prix et la ruine des producteurs. Elle avait pour but la transformation du surplus de la production de l'huile brute et sa livraison après transformation et raffinage, à la marine dont les moteurs étaient spécialement équipés à cet effet. Elle devait donc essentiellement jouer le rôle de régulateur entre l'industrie de l'extraction et de transformation, pour sauver la première en cas de surproduction.

Lorsque le gouvernement polonais a pris possession de l'usine, il l'a agrandie et dotée d'une installation en vue d'une transformation complète de l'huile brute permettant ainsi de livrer toute la gamme des produits pétroliers. Mais à la même époque la production du pétrole brut a sensiblement diminué et l'usine, au lieu de venir en aide à l'industrie pétrolière polonaise, lui faisait concurrence aussi bien dans le domaine d'approvisionnement en matière première et de transformation, que dans celui de l'écoulement des produits finis. En 1927, lorsque la Polmin, à la suite d'une décision prise par le gouvernement, a commencé à créer une organisation de vente propre, ayant voulu mettre rapidement à l'exécution le projet dont la réalisation aurait exigé plusieurs années,

elle a racheté les vieux dépôts existants, y a introduit ses produits en abaissant les prix souvent au-dessous du prix de revient (!) et a ainsi désorganisé le marché. Cette activité devait fatalement être déficitaire et entraîner un abaissement de la rentabilité des entreprises privées.

Or, cette politique n'était nullement justifiée par les intérêts de l'Etat et de l'économie nationale.

Pour que la Polmin repose sur des bases solides, il faudrait investir des capitaux énormes dans les forages. N'oublions pas que l'Etat a d'autres dépenses à prévoir dans d'autres domaines et l'immobilisation de capitaux dans une entreprise dont l'existence n'est pas indispensable serait irrationnelle. Il vaudrait certainement mieux résoudre la question en créant une entreprise mixte, où seraient engagés des capitaux à la fois de l'Etat et privés, à l'exemple de la «Skarboferm». Il est à noter que les mines domaniales de charbon incorporées dans la Compagnie Fermière «Skarboferm» représentent un organisme bien plus sain que la Polmin.

Le principal motif invoqué par le gouvernement pour justifier sa politique dans ce domaine, était celui qui est presque toujours employé par les partisans d'une industrie appartenant à l'Etat, c'est-à-dire celui de se réserver un moyen de contrôler et de régulariser les prix sur le marché intérieur en intervenant comme producteur. Dans le cas présent ce motif n'est qu'illusoire, car une raffinerie qui ne possède pas de propre production de brut et qui, par conséquent, est obligée d'acheter le pétrole brut sur le marché, ne peut, dans les conditions polonaises, influencer favorablement la régularisation des prix. Pendant une période de bas prix mondiaux et en tenant compte de la faible consommation intérieure et de l'obligation d'exporter une quantité importante de produits raffinés, elle est condamnée d'avance à travailler à perte, avec la seule différence que les raffineurs-producteurs peuvent couvrir les pertes subies dans les raffineries avec les bénéfices réalisés à l'extraction de l'huile brute, alors que la Polmin

doit les couvrir avec les ressources budgétaires. Il est hors de doute que des sommes ainsi gaspillées auraient pu être employées avec plus de profit dans l'intérêt général du pays, si elles avaient été destinées à des recherches géologiques sur les terrains pétrolifères polonais ou des forages d'exploration. A l'heure actuelle un gouvernement possède des moyens plus faciles, moins coûteux et plus efficaces pour régulariser les prix sur le marché intérieur que celui de concurrencer la production privée qui fournit déjà une surproduction très sensible par rapport à la capacité d'absorption du marché national.

Il ne suffit pas non plus de prétendre, pour justifier cette politique, que l'Etat doit posséder une propre raffinerie pour pourvoir aux besoins de l'armée, car en cas de guerre, l'industrie du pétrole tout entière peut, à tout moment, être obligée de travailler pour l'Etat, sans même avoir recours à la réquisition.

Pour calmer l'opinion publique, on a commercialisé la raffinerie Polmin: elle devra, à l'avenir, couvrir ses dépenses par ses propres recettes comme n'importe quelle industrie privée et ne pourra plus compter sur les ressources de l'Etat.

«Mais cette commercialisation — écrit Michel Alberg¹⁸⁾ — n'est au fond qu'un jeu de mots. Le nouveau cartel ayant, aussitôt après sa constitution, élevé les prix, la Polmin déclara qu'elle ne pouvait donner son «placet» sans l'autorisation du gouvernement lequel doit compter avec l'opinion publique. Où est donc la commercialisation? On a accordé, il est vrai, à la raffinerie de l'Etat un fonds spécial pour qu'elle puisse forer! Elle va donc se mettre à la recherche de l'huile brute, tout comme une entreprise privée. A notre avis, c'est là une faute capitale, car l'argent des contribuables ne doit pas être employé à une opération aussi pleine de risques que la recherche du pétrole. Si, par un hasard heureux, les puits de la Polmin fournissent une production rentable, tout sera

¹⁸⁾ M. Alberg, op. cité, Appendice XI, p. 33.

parfait. Mais si par contre, elle n'est pas heureuse dans ses entreprises de forage, sur qui va tomber l'odieux de cette opération et qui soldera le déficit? Les contribuables, toujours les contribuables et qui n'ont même pas le droit de regarder dans l'affaire.»

SECTION V.

LA FORME LÉGISLATIVE DES ENCOURAGEMENTS AUX FORAGES.

Les forages étant la base même de l'industrie de l'extraction, puisqu'en vertu du principe de la perpétuité des forages que nous avons exposé plus haut il faut toujours chercher à créer de nouvelles sondes, le gouvernement s'est bien rendu compte, devant la baisse continuelle de la production de l'huile brute, qu'il fallait intervenir pour éviter l'effondrement de l'industrie pétrolière polonaise toute entière.

Deux interventions sont à signaler:

1° l'arrêté du 17 novembre 1927, et

2° l'arrêté du 9 mars 1936.

Le premier ayant pour but d'accorder certaines facilités aux entrepreneurs de forages sur les travaux à venir, le deuxième — la création d'un fonds de subventions aux forages.

L'arrêté pris par le Président de la République Polonaise en date du 17 novembre 1927, a été promulgué au Journal Officiel le 24 novembre 1927 (Journ. Off. 1927, N° 102, pos. 885). Pour favoriser les forages de puits le Président de la République Polonaise a arrêté: ¹⁹⁾

En vertu de l'article 44, alinéa 6, de la Constitution et de la loi du 2 août 1926, autorisant le Président de la République à prendre des arrêtés ayant force de loi (Journ. Off. 1926, N° 78, pos. 443), nous avons décidé ce qui suit:

¹⁹⁾ M. Alberg, opus cité, pages 35, 36, 37 (Appendice); B. A. Biedermann, op. cité, page 83; Messenger Polonais du 15 novembre 1927; Journal Officiel des Ordonnances 1927.

Article premier. Aux entreprises de pétrole qui, pendant dix ans à dater de la promulgation du présent arrêté, entreprendront des forages de recherche, les facilités suivantes seront accordées:

1° Seront dispensés, pendant la durée indiquée plus haut, de tout impôt direct de l'Etat, les capitaux investis dans les forages de recherche;

2° Seront dispensés, pendant dix ans à dater de la première production obtenue:

a) de tous impôts d'Etat et communaux les revenus bruts ou nets provenant de la production d'huile brute et de gaz naturel obtenus par les puits de recherches et les autres puits installés dans un rayon de 500 mètres du premier;

b) de l'impôt communal des mines, l'huile brute produite dans les puits indiqués à l'alinéa a);

3° Sera dispensée de la défense d'exportation, pendant dix ans à dater de la mise en vigueur du présent arrêté, la production de 50% d'huile brute fournie par les puits de forage indiqués à l'article 2, alinéa a).

Article II. Seront considérés comme forages de recherche:

a) les forages entrepris à 2 km. au moins des puits de forage produisant l'huile brute, ou

b) les forages à une distance plus courte que le bureau supérieur des mines reconnaîtra comme forages de recherche de nouvelles couches d'huile brute ou pour d'autres raisons géologiques.

Article III. Les facilités énumérées à l'article premier seront appliquées également aux forages commencés, mais non encore terminés, si ces forages répondent aux conditions de l'article II et si, sur la demande des personnes intéressées, ils sont reconnus par le bureau supérieur des mines comme forages de recherche. La demande doit être déposée au bureau supérieur des mines compétent du district dans les trois mois qui suivront la publication du présent arrêté.

Les droits fiscaux ou communaux payés ou payables avant la date de la mise en vigueur du présent arrêté ne sont pas sujets à restitution ou à amortissement.

Article IV. Les facilités énumérées dans les articles I et III, en cas de changement de personnes, qui aura lieu dans les dix ans à partir de la mise en vigueur du présent arrêté, seront transmises au successeur.

Article V. Les écrits confirmant un accord quant à la formation d'une société ou un apport immobilier ou un droit au corps minier à la société en formation à titre d'apport en nature, sont libres de tous droits prévus aux articles 102, 105, 106 et 109 de la loi du 1^{er} juillet 1926 (Journ. Off. N^o 98, pos. 570), si ces écrits sont faits dans un délai de 2 ans, à partir de la mise en vigueur du présent arrêté, et si la société se proposant de gérer des mines de pétrole, commence les travaux de forage deux ans après la signature de l'acte de société. Jusqu'à l'accomplissement de cette condition, l'obligation de payer les droits de timbre sera suspendue; le ministre des finances publiera des prescriptions spéciales pour mettre en évidence les cas de cette nature et stipuler le mode de paiement des droits en cas de non-accomplissement des conditions.

Article VI. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce est autorisé à dispenser la production des puits situés sur les terrains de l'Etat et énumérés aux articles I et II des charges appelées «parts brutto».

Article VII. Les Ministres de l'Industrie et du Commerce, des Finances, de l'Intérieur conjointement avec le Ministre de l'Agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article VIII. Le présent arrêté acquiert force légale à partir de sa promulgation.

*
**

Les dispositions de cet arrêté, prévues pour une période de dix ans, doivent être renouvelées pour une

nouvelle période avec des allègements plus substantiels en vue d'encourager les capitaux à s'engager dans l'industrie pétrolière.

*
**

Le gouvernement a d'autre part publié dans le Journal Officiel N° 18 du 9 mars 1936, § 154, une disposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie du 26 février 1932, basée sur la loi sur la régularisation des rapports dans l'industrie du pétrole, concernant la création d'un fonds spécial de subventions aux forages d'exploration dont le siège se trouve à Lwow.

Ce fonds est alimenté:

a) par la contribution payée par les petites raffineries en compensation de la libération de l'exportation (taxe de compensation);

b) par les amendes infligées aux producteurs en cas de non-observation du contingent accordé pour le marché intérieur;

c) par les intérêts dus sur les prêts accordés par le fonds de subventions, et

d) par des ressources diverses.

Le Fonds a pour but d'accorder des prêts et subventions dans les cas suivants:

1° pour des forages en vue de la recherche du pétrole;

2° pour des travaux de recherches en matière d'industrie pétrolière;

3° pour des travaux d'amélioration des sondages de forages;

4° pour des publications concernant l'industrie du pétrole.

Les prêts en vue des forages d'exploration ne sont accordés que jusqu'à concurrence de 60% des frais de main-d'œuvre et tubes et qui pourraient, même en cas de résultats négatifs, être amortis en partie ou entièrement.

Ce Fonds est administré par un conseil nommé par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et composé de 8 à 18 membres à la tête duquel se trouve le président de l'Office Supérieur des Pétroles à Lwow. Le conseil est placé sous la tutelle du Ministre du Commerce et de l'Industrie et d'un conseil de révision des comptes.

CHAPITRE V.

LA MAIN D'ŒUVRE.

Nous ne pouvons, en examinant la situation de l'industrie pétrolière en Pologne, passer sous silence la question ouvrière.

La main-d'œuvre joue, en effet, un rôle par trop important dans n'importe quelle industrie pour ne pas lui consacrer quelques lignes; une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée est un facteur du progrès et du développement de la production.

Dans l'industrie pétrolière, le travail étant très dangereux, la main-d'œuvre y joue un rôle primordial.

Empressons-nous de dire que la question ouvrière ne soulève pas, dans l'industrie pétrolière polonaise, de grosses difficultés, comme en bien d'autres pays, car toutes les questions relatives à la durée, aux conditions de travail et au salaire des ouvriers etc. sont réglées par des négociations entre le Syndicat des ouvriers et les délégués de la Chambre des employeurs.

Le syndicalisme s'impose, en Pologne, de plus en plus comme régulateur des rapports entre employeurs et ouvriers. Le Syndicat a surtout pris de l'importance à partir du moment où les délégués ouvriers ont été appelés à la collaboration constante avec les pouvoirs publics en matière de protection du travail, de prévoyance et d'assistance sociale.

Les ouvriers de l'industrie pétrolière polonaise jouissent de nombreux avantages et sont, à juste titre, considérés comme les mieux payés de toute la Pologne. C'est pour cela peut-être que les conflits sont assez rares entre

le capital et le travail et qu'ils n'ont presque jamais le caractère aigu que nous retrouvons dans d'autres industries.

Les ouvriers, employés dans l'industrie pétrolière polonaise sont, en général, disciplinés et travailleurs. Groupés en Syndicat, ils laissent à leurs représentants le souci de défendre leurs intérêts. Le Syndicat, à mesure que les ouvriers s'instruisent sur la marche du mécanisme de la production et de la répartition, se garde bien de surestimer et d'aggraver les conflits par des revendications exagérées.

En cas de conflit, les délégués du Syndicat sont invités par la Chambre des employeurs à se rendre à une conférence pour régler, d'une manière générale, par un accord amiable, les différends qui opposent les deux parties. Les grèves sont donc de ce fait très rares et ne prennent presque jamais un caractère agressif. Lorsqu'un arrangement amiable n'a pu intervenir et que le Syndicat décide d'appuyer ses revendications par une grève, les ouvriers veillent d'eux-mêmes à ce que les travaux absolument nécessaires au bon fonctionnement des puits et des fourneaux soient effectués.

La question des salaires et de la rémunération est réglée par un contrat collectif de travail.

Le contrat collectif est le moyen préféré vers lequel se tournent les ouvriers et le Syndicat dans leur action, et ceci pour de multiples raisons :

Ils se rendent compte que le contrat collectif est le meilleur moyen pouvant leur assurer une certaine stabilité de conditions pendant une période plus ou moins longue. Il protège, en outre, les salaires contre les mauvaises tendances provoquées par l'aggravation passagère de la conjoncture économique et, en cette qualité, il agit comme un nivellement des conditions de travail dans le temps.

Il réagit, par son influence éducative, sur la solidarité professionnelle en leur faisant apprécier les avantages réels de l'action commune.

Le contrat collectif enseigne aussi aux patrons à considérer les ouvriers comme des collaborateurs indispensables, conscients de leur importance dans la production et auxquels on ne plus imposer un règlement d'entreprise contenant des conditions à prendre ou à laisser. Il élève donc les ouvriers dans leur position sociale à un degré supérieur, celui de partie contractante, et par là même leur permet d'accéder peu à peu aux problèmes du travail, où jusqu'alors ne régnait que la seule volonté du patron.

Dans l'industrie pétrolière polonaise, le contrat collectif, signé le 19 novembre 1919, a pu se maintenir, après quelques modifications, jusqu'au 31 mars 1936, grâce à l'élasticité de ses stipulations. Il fut conclu entre les Chambres des employeurs de l'industrie pétrolière de Bitkow, Boryslaw et Krosno d'une part et les trois Syndicats ouvriers suivants d'autre part:

- a) le Syndicat des ouvriers de l'industrie des Métaux,
- b) » » » » » Chimique,
- c) » » » » » des Mines.

Son but est de régler toutes les questions relatives au travail dans les ateliers de constructions mécaniques, dans les mines et dans les raffineries de pétrole. L'échelle mobile a été adoptée pour les salaires journaliers de 8 heures de travail et pour les allocations mensuelles. Ils suivent donc les variations du coût de la vie, évalué chaque mois par une commission spéciale et permanente, composée de 16 membres, soit 8 délégués patronaux et 8 délégués ouvriers. L'indice du coût de la vie est établi aux trois quarts sur la base d'un panier de certains articles alimentaires, le reste sur le prix des vêtements. Aussi bien pour l'augmentation que pour la diminution des salaires, on ne tient compte que des différences de plus de 2,5% par rapport à l'indice du mois précédent. Les différences égales ou inférieures à 2,5% sont négligées.

Le contrat collectif établit quatre groupes de taux de salaires dans les ateliers, les mines et les raffineries d'après les catégories de travaux et les qualifications techniques des ouvriers:

Premier groupe: Rentrent dans ce groupe les ouvriers qualifiés, c'est-à-dire: a) pour l'exploitation des puits à pétrole — les perceurs, contre-mâîtres et pompeurs;

b) pour les raffineries — les distillateurs et raffineurs d'huiles;

c) pour les ateliers de constructions mécaniques — les artisans qualifiés.

Deuxième groupe: Rentrent dans ce groupe, dans le même ordre d'idées, les ouvriers moins qualifiés, c'est-à-dire les aides-perceurs, aides qualifiés et chauffeurs; raffineurs d'essence, de pétrole, et de paraffine; aides qualifiés des artisans et artisans pendant les deux années après l'affranchissement.

Troisième groupe: Ce groupe comprend les aides des chauffeurs, des pompeurs et des fonceurs; chauffeurs et aides dans les distilleries, fabriques de paraffine et raffineries; manœuvres et ouvriers âgés de plus de 18 ans.

Quatrième groupe: Ce dernier groupe comprend les ouvriers non qualifiés, manœuvres et apprentis âgés de moins de 18 ans.

Le salaire est fixé par journée de travail de huit heures, mais en outre, les ouvriers reçoivent un supplément mensuel et une compensation spéciale pour les heures de travail supplémentaires, s'il y a lieu. L'allocation mensuelle, qui n'est qu'une prime d'assiduité aux travaux, diminue de 1/30 de son montant pour chaque journée manquée sans justification suffisante ou en cas de maladie, car les ouvriers sont assurés contre la maladie et contre le chômage par deux caisses auxquelles les employeurs versent également des cotisations. Les membres de la famille de l'ouvrier ont droit aux prestations de l'assurance maladie.

Les ouvriers disposent, en principe, d'une habitation hygiénique ou reçoivent un supplément mensuel correspondant au montant du loyer. Les ouvriers mariés reçoivent le double de la compensation accordée aux célibataires. Ils obtiennent également de la houille pour le chauffage et du pétrole pour l'éclairage.

Un congé payé de 7 jours leur est accordé par an. Les ouvriers qui ont travaillé au moins cinq ans dans l'industrie pétrolière ont droit à un congé de 14 jours et ceux qui ont travaillé dix ans dans la même maison, à 21 jours de congé payé par an.

En principe, l'employeur avait le droit de congédier les ouvriers après un préavis de 14 jours. De même le contrat collectif pouvait être dénoncé par les ouvriers et les employeurs après un préavis de 4 semaines.

Une législation ouvrière particulière régit actuellement la question de licenciement des ouvriers. Cette législation dite de «démobilisation» a pour but d'éviter le chômage et elle oblige les patrons à employer un certain nombre d'ouvriers. Si la réorganisation de la production exige une diminution de la main-d'œuvre, l'employeur ne peut pas licencier arbitrairement des ouvriers, mais doit occuper le même nombre d'ouvriers pendant un nombre de journées moins élevé. Une institution d'arbitrage est prévue; elle règle tous les litiges ayant trait au nombre d'ouvriers à employer, à la diminution des journées ou des heures de travail etc.

Il est facile à comprendre qu'une organisation de ce genre ne peut en rien changer le pouvoir d'achat total des ouvriers de la même industrie; il empêche pourtant le chômage de s'accroître et ne réduit le niveau de vie des ouvriers que lorsque l'industrie se trouve dans l'impossibilité manifeste de travailler avec l'ancien prix de revient. L'arbitrage, dirigé par un délégué du gouvernement, a précisément pour but de contrôler si la nécessité d'abaisser les salaires existe réellement.

Nous avons vu, au cours de cette étude, que l'industrie pétrolière polonaise travaille dans des conditions financières très difficiles pour des raisons que nous avons signalées. Les industriels, qui n'avaient admis que difficilement l'échelle mobile, se déclarèrent, au début de l'année 1931, à cause de la crise et de la mauvaise marche des affaires, dans l'impossibilité de maintenir les anciens taux de salaires et voulurent imposer aux ouvriers une réduc-

tion des salaires de 14%. Les Syndicats des ouvriers de l'industrie pétrolière, comme cela était d'ailleurs à prévoir, refusèrent d'accepter cette diminution qu'ils jugèrent excessive et avertirent les employeurs qu'une grève générale allait éclater dans l'industrie pétrolière le 28 février, s'ils persistaient dans l'intention d'appliquer la diminution envisagée. Il faut supposer que la menace de grève fit réfléchir les industriels, car ces derniers décidèrent de ne pas trop insister pour le moment sur cette réduction, surtout au taux envisagé. Un accord étant intervenu, un protocole, signé le 26 février, admit une réduction de 3% pour le mois de mars et de 4% pour le mois d'avril. L'échelle mobile fut également modifiée. Elle fut définitivement supprimée en décembre 1931 moyennant une augmentation des salaires de 3 à 5%, et ceci à titre provisoire. En principe, l'accord fut conclu pour une période indéterminée, mais les deux parties contractantes se sont réservé le droit de le dénoncer après un préavis de deux mois.

L'aggravation de la situation économique et financière a amené les employeurs à dénoncer le contrat collectif et à le résilier à la date du 1^{er} septembre 1932. Après une grève de 20 jours, le contrat collectif fut rétabli, mais avec une diminution générale des salaires et des indemnités mensuelles de 8% dans les raffineries et de 10% dans tous les autres établissements de cette industrie. L'échelle mobile fut à nouveau appliquée.

La convention du 19 septembre 1932 fut encore modifiée pendant le deuxième semestre de l'année 1934 et définitivement résiliée le 31 mars 1936. Depuis cette date, les salaires sont en baisse.

Ajoutons encore que les employés techniques supérieurs de cette même industrie sont groupés en deux associations ayant pour but le développement de l'industrie du pétrole en Pologne, l'amélioration de sa situation technique et de son organisation.

Ces deux syndicats sont: l'Association des Ingénieurs de l'Industrie du Pétrole à Boryslaw et l'Union des techniciens Polonais du Forage et du Pétrole.

Les ingénieurs sont formés en Pologne et à l'étranger. Il existe en Pologne plusieurs écoles techniques pour la formation des techniciens de cette industrie. Quant aux ingénieurs, ils sont le plus souvent diplômés par l'Ecole Supérieure des Mines ou l'Ecole Polytechnique de Lwow.

CHAPITRE VI.

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES.

Les capitaux engagés dans l'industrie pétrolière, surtout dans l'industrie de l'extraction de l'huile brute, courent un risque beaucoup plus grand que dans n'importe quelle autre industrie minière. En effet, une distinction s'impose en ce qui concerne les placements dans l'industrie pétrolière. Alors que les capitaux engagés dans l'industrie du raffinage peuvent être considérés comme un placement normal et ordinaire, il n'en est pas de même de ceux engagés dans l'industrie de l'extraction. Dans le premier cas le placement peut être soumis à un calcul de rentabilité presque rigoureux, puisque l'on connaît presque tous ses éléments, alors que dans le deuxième cas les données principales font défaut et on joue dans une sorte de loterie. Lorsqu'on rencontre, à la suite de forages effectués, une production importante, les capitaux engagés peuvent procurer des gains énormes, mais dans le cas d'un forage improductif, d'un forage à sec, tout est presque perdu, car seulement une partie du matériel de forage peut être récupérée. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'épargne hésite à s'engager dans cette industrie, et, si elle le fait, c'est uniquement parce qu'elle se laisse bercer par l'illusion de récolter de gros bénéfices qui, il est vrai, ont été réalisés dans certains cas.

*
**

La forme la plus usuelle des entreprises qui travaillaient au début en Galicie était celle des sociétés de spéculation. La production était de ce fait irrationnelle, car les puits des différentes sociétés se disputaient le même pétrole

brut. C'est pourtant à l'initiative de ce grand nombre de sociétés que l'industrie pétrolière polonaise doit son rapide essor. L'augmentation de l'extraction attirait, cela va sans dire, des capitaux en quête de placements. Les banques viennoises en premier lieu, puisque la Galicie était sous l'occupation autrichienne, puis d'autres sociétés étrangères s'intéressèrent au sort de cette industrie. L'intérêt que ces sociétés portèrent à l'industrie pétrolière se manifesta d'abord par la création de raffineries, puis, en 1909, lorsque la production commençait à décliner, par la constitution de nouvelles sociétés ou la participation aux sociétés existantes.

En 1899, le banquier Offenheim fonda l'ANGLO-GALICIAN OIL COMPANY qui devait, quelque temps après, s'appeler «GALICJA». La participation du Crédit Foncier de Vienne à la FANTO en 1907, changea cette entreprise en une Société Anonyme «FANTO». La Kreditanstalt de Vienne, la Banque Générale de Crédit de Hongrie et la Banque Rothschild formèrent une société anonyme pour l'exploitation de l'Industrie Pétrolière, société qui, plus tard, est devenue la «NAFTA» S. A.

C'est à cette même époque que fut créée à Lwow la Bourse des Pétroles, une institution très importante pour l'industrie pétrolière de Galicie qui, jouant le rôle d'une véritable Bourse de Marchandises, a beaucoup contribué à faire sortir l'industrie pétrolière du chaos créé par la surproduction et à la ramener dans une bonne voie. La Bourse a été fermée au début de la guerre et ne s'est plus réouverte depuis.

Au lendemain de la guerre, les conditions financières de la Pologne ne permirent pas, sans intervention de capitaux étrangers, la reconstruction de l'industrie pétrolière polonaise, d'autant plus que les capitaux allemands et hongrois devaient être remplacés. Ce furent les capitaux français, surtout, et les capitaux américains,²⁰⁾ qui assu-

²⁰⁾ Des capitaux anglais et italiens également, mais en très faible proportion,

mèrent le risque et les difficultés techniques et n'hésitèrent pas à jeter des millions dans le pétrole polonais pour remettre cette industrie sur pied, ceci malgré les conditions géologiques naturelles défavorables. Le gouvernement polonais semble avoir oublié l'aide financière de la France dans cette période difficile.

Puisque seuls les capitaux français et américains jouent un rôle important dans l'industrie pétrolière polonaise, nous étudierons d'abord brièvement les capitaux américains et nous nous occuperons ensuite de l'importance des capitaux français.

SECTION I.

LES CAPITAUX AMÉRICAINS.

Les capitaux américains se trouvent concentrés dans deux entreprises: la Vacuum Oil Company et la Standard-Nobel.

La Vacuum Oil Co° possédait en Galicie, encore du temps de la monarchie austro-hongroise, une des plus grandes raffineries, mais par contre elle n'y avait pas de terrains pétrolifères. Lorsque la Standard Oil Co. fonda la Vacuum Oil Co., celle-ci s'engagea à ne pas acquérir de terrains pétrolifères, et, si le gouvernement autrichien avait exigé cet engagement, c'était pour empêcher la Standard Oil Co. d'exercer une influence sur l'industrie pétrolière polonaise. En effet, après avoir accaparé la production, elle aurait cherché à soumettre toute l'industrie pétrolière à ses intérêts pour conquérir partout un monopole, but de sa politique. Or, l'industrie pétrolière polonaise était un obstacle à son désir de conquête de tous les débouchés de l'Europe, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les intérêts de la Vacuum Oil Co. étaient en opposition avec sa holding company, la Standard Oil Co., qui n'avait aucun intérêt à contribuer à la prospérité de l'industrie pétrolière polonaise.

Les restrictions formulées par le gouvernement autrichien disparurent après la guerre. La Vacuum Oil Co. possède actuellement la raffinerie la plus moderne de celles qui sont installées en Pologne et dispose en outre d'une organisation de vente très importante.

L'année 1925 vit surgir une deuxième société qui resta sous le contrôle direct de la Standard Oil Co.: la Standard-Nobel en Pologne S. A., créée de la fusion de l'Olej Skalny S. A. à Varsovie et Société Anonyme Nobel frères.

La société russe «Nobel» avait travaillé pendant de longues années en Pologne, mais après la guerre, en 1920, une société fut créée pour continuer l'ancienne exploitation russe sous le nom de «Nobel Frères» au capital de 100.000 marks, dont une moitié fut fournie par la banque polonaise «Bank Związku Spolek Zarobkowych» à Poznan et l'autre par la famille Nobel. Cette dernière étant à la recherche de capitaux, trouva facilement un associé en la personne de la Standard Oil Co. qui ne demandait d'ailleurs pas mieux que de contrôler le marché polonais et n'attendait que l'occasion pour le faire. Elle ne manquait donc pas d'en profiter, car en liant son organisation de vente à celle de la Société Nobel Frères, de l'ancienne occupation russe, elle arriva à fournir à peu près la moitié des produits pour la consommation intérieure, alors que sa part dans la production n'était que de 15% environ et que les capitaux qu'elle avait engagés ne représentaient que 6,5% des capitaux investis dans l'industrie pétrolière polonaise.

Actuellement, la coopération entre ces deux sociétés est très étroite; c'est ainsi que la Standard-Nobel s'est chargée de la vente à l'intérieur de l'essence et du lampant de la Vacuum Oil Co., alors que cette dernière assure la vente des huiles lubrifiantes et son exportation. Ce groupe doit son importance, avant tout, à son excellente organisation de vente.

On suppose aussi que la Standard Oil Co. exerce également une influence sur la Franco-Polonaise des Pétroles et

la Dabrowa, car la Banque Georges Clairin de Lille, qui est intéressée dans ces deux sociétés, touche de près la Banque de Paris et des Pays-Bas.

SECTION II. LES CAPITAUX FRANÇAIS.

SOUS-SECTION I.

LES BASES DE L'INFLUENCE FRANÇAISE.

Avant la guerre encore il existait onze sociétés françaises au capital de 115 millions de francs. Nous voyons donc que même du temps de la monarchie austro-hongroise les capitaux français exerçaient déjà une grande influence sur l'industrie pétrolière galicienne. Les sociétés françaises les plus importantes étaient alors la LIMA-NOWA et la société des Pétroles de DAMBROWA. Cette dernière possédait des terrains pétrolifères ainsi qu'une raffinerie à Jedlicze.

La grande influence que les capitaux français ont exercée avant la guerre encore, consolidée et sensiblement développée en 1920 et 1922 est due à deux conventions :

1° la convention de San Remo du 24 avril 1920 et

2° la convention franco-polonaise du 6 février 1922.

La Convention de San Remo, signée le 24 avril 1920 par la Grande-Bretagne et la France, est la base même de la politique pétrolière de cette dernière. Aux termes de cette convention l'Angleterre laissait à la France une liberté entière dans l'exploitation des terrains pétrolifères en Pologne; les intérêts français ne se trouvaient donc, de ce fait, que consolidés. Signalons encore que la même convention prévoyait une coopération de la politique pétrolière de la Grande-Bretagne et de la France dans d'autres pays où elle peut pratiquement être réalisée.

L'accord franco-polonais sur les pétroles polonais, signé le 6 février 1922 à la suite du traité militaire du

19 février 1921, devait avoir la même durée que ce dernier, comme l'indique le texte même de cette convention que nous reproduisons plus loin.

Cette convention dont les pourparlers remontent à 1920, signée en février 1922, ne parut au Journal Officiel que 18 mois après.

Voici d'ailleurs les avantages conférés aux capitaux français d'après le texte même de cet accord :

« Les gouvernements polonais et français désireux de développer, en harmonie avec leur politique générale, la coopération des deux pays dans le domaine du pétrole,

« Considérant à cet égard qu'il est de leur intérêt commun d'assurer l'accroissement de la production du pétrole brut, du raffinage et du débit du pétrole polonais dans une étroite collaboration avec les établissements et les capitaux français,

« Et reconnaissant qu'il est nécessaire à cet effet de déterminer les conditions dans lesquelles ces capitaux et établissements pourront exercer leur activité en Pologne,

« Ont convenu des dispositions suivantes :

« ARTICLE PREMIER : Seront bénéficiaires des dispositions du présent accord les sociétés ou entreprises qui auront été agréées d'un commun accord à cette fin par les gouvernements polonais et français.

« Il appartiendra au gouvernement français de présenter au Gouvernement polonais la liste des sociétés ou entreprises françaises qui auront été agréées. Des modifications ne pourront être ensuite apportées à cette liste qu'après échange de vues et accords entre les deux gouvernements.

« ARTICLE 2. : Les sociétés ou entreprises bénéficiaires pourront exporter librement le naphte et les produits du naphte. Toutefois le Gouvernement polonais se réserve le droit de fixer chaque année la quantité de naphte et de produits du naphte qui seront affectés à la consommation intérieure. En ce cas les limitations d'exportations en résultant seront appliquées équitablement de manière à peser également sur les raffineries et les producteurs. Si les cir-

constances obligent l'Etat polonais à recourir à la taxation des quantités ainsi réservées, les prix du naphte et des produits du naphte devront être fixés équitablement et en tenant compte de la nécessité d'assurer autant que possible, tant aux raffineurs qu'aux producteurs, un bénéfice normal pour des exploitations normales. Les quantités réservées à la consommation intérieure qui n'auraient pas été absorbées par celle-ci redeviendront libres.

«ARTICLE 3.: Les taxes d'exportation sur le naphte et les produits du naphte ne dépasseront pas 40% de la différence entre le prix de base de Drohobycz pour l'exportation et les prix pour la consommation intérieure, calculés sur la moyenne des trois mois précédents pour des produits similaires.

«En tout cas ces taxes d'exportation sur le naphte et les produits du naphte ne pourront être de nature à entraver le libre développement des industries établies en Pologne, ni constituer un prélèvement de nature à limiter leurs justes bénéfices.

«Ces taxes d'exportation seront payables en monnaie polonaise.

«ARTICLE 4.: Dans un délai de trois mois à dater de la signature du présent accord, le Gouvernement polonais remettra aux sociétés et entreprises bénéficiaires tout le matériel roulant qui leur appartient. Le matériel roulant que ces sociétés et entreprises importeront ou feront fabriquer en Pologne restera à leur disposition; l'ensemble de leur matériel roulant pouvant être employé librement par elles à l'intérieur comme à l'extérieur de la Pologne. Le régime des transports fera l'objet d'une convention spéciale.

«ARTICLE 5.: Le marché des devises sera libre pour les sociétés ou entreprises bénéficiaires dans la mesure nécessaire au service de leurs dividendes (actions, obligations et participations) et au remboursement régulier du capital, ainsi qu'au paiement de tous approvisionnements et matériel achetés à l'étranger.

«En ce qui concerne les ventes à l'étranger, il ne sera pas exigé de cautionnement préalable (accréditif) en monnaie étrangère.

«ARTICLE 6.: Les sociétés et entreprises bénéficiaires du présent accord jouiront, en ce qui concerne les impôts sur le capital, les contributions ou taxes et les souscriptions aux emprunts forcés éventuels, du traitement le plus favorable accordé à l'une quelconque des autres grandes industries existant en Pologne, ce qui n'empêchera pas toutefois le Gouvernement polonais d'accorder des exonérations ou subventions aux industries éprouvées.

«En vue d'amener les capitaux français à développer leur coopération à l'industrie du pétrole en Pologne et en considération des avantages assurés à la Pologne par les divers accords signés avec le Gouvernement français, le Gouvernement polonais exonérera des impôts sur le capital et emprunts forcés éventuels visés à l'alinéa 1^{er}, les capitaux qui seront, dans l'avenir, engagés dans la dite industrie par les sociétés ou entreprises bénéficiaires du présent accord.

«ARTICLE 7.: Le Gouvernement polonais facilitera la construction et l'utilisation des canalisations à hydrocarbure liquide ou gazeux dont la concession lui serait demandée par l'une des sociétés ou entreprises bénéficiaires; les conditions de ces concessions seront déterminées d'accord avec le ministère compétent polonais.

«ARTICLE 8.: Au cas où il serait créé auprès du Gouvernement polonais un conseil du naphte nommé par le dit Gouvernement, les sociétés ou entreprises bénéficiaires y seront représentées proportionnellement à leur importance.

«ARTICLE 9.: La présente convention aura la même durée que l'accord politique franco-polonais du 19 février 1921. Toutefois, elle sera sujette à révision après un délai de dix ans pour tenir compte des conditions nouvelles de l'industrie du pétrole.

Fait à Paris en double exemplaire le 6 février 1922.

L. S. Signé: R. Poincaré

L. S. Signé: Lucien Dior

L. S. Signé: Maurice Zamorski

L. S. Signé: François Dolezal». ²¹⁾

Cette convention plaçait donc les sociétés franco-polonaises dans une situation privilégiée en ce qui concerne les impôts. Malgré les modifications apportées à cet accord deux ans après sa signature, changements qui soumettent les sociétés franco-polonaises à l'impôt sur le capital, l'influence des capitaux français n'en reste pas moins grande et joue un rôle de premier ordre.

D'après le rapport de la commission du Commerce et de l'Industrie, présenté par le député Lamoureux, 500 millions de francs étaient investis dans les entreprises françaises et un total de 900 millions de francs dans toutes les sociétés contrôlées par une majorité française. Michel Alberg ²²⁾ évalue à 350—400 millions de francs-or les capitaux français investis dans l'industrie pétrolière polonaise depuis 1919; d'après Hoffmann ²³⁾ les capitaux français contrôleraient 70 à 75% de l'industrie du pétrole en Pologne. Jean Fryc estime à 50,3% la part des capitaux français sur un capital social total de zl. 483.874.020,— ²⁴⁾.

²¹⁾ Pour le texte de l'accord ci-dessus voir Jules Legendre «Les pétroles polonais et les champs pétrolifères galiciens» 1924.

²²⁾ Voir M. Alberg: «Le pétrole en Pologne» 1928, p. 144.

²³⁾ Voir Hoffmann: «Oelpolitik und Angelsächsischer Imperialismus», p. 95.

²⁴⁾ Voir Jean Fryc: «Les capitaux dans l'industrie pétrolière» 1930. Les 119 sociétés qu'il a étudiées se répartissent de la façon suivante:

38 Sociétés anonymes avec un capital social de ..	zl. 241.455.000,—
62 Sociétés à resp. lim. représentant un capital de »	37.618.305,—
10 Sociétés en nom collectif représ. un capital de »	1.566.250,—
5 Stés individuelles représ. un capital de »	1.700.000,—
2 Sociétés de mineurs représ. un capital de .. »	3.400.000,—
1 succurs. d'une soc. étrangère représ. un cap. de »	624.750,—
1 entreprise de l'Etat représ. un capital de »	28.468.865,—

Ces différentes évaluations²⁵⁾ proviennent du fait qu'il est très difficile de déterminer exactement le montant des capitaux investis par chaque pays dans cette industrie, car certains capitaux passent pour des capitaux français rien que pour profiter du traitement privilégié et des conditions avantageuses qui leur sont offerts.

La société par actions est la forme juridique la plus usuelle des importantes sociétés industrielles et commerciales en Pologne. Elle est aussi la forme la plus commode de la coopération des capitaux étrangers avec les capitaux polonais. C'est pour cela aussi que le Ministère du Commerce et de l'Industrie a jugé indispensable de tenir à jour des statistiques sur ces sociétés. Les éléments nécessaires à leur établissement, sont fournis au Ministère par les sociétés elles-mêmes qui, d'après la loi sur les sociétés par actions du 22 mars 1928 et le code de commerce du 27 juin 1934, sont tenues à fournir au Ministère du Commerce et de l'Industrie les renseignements concernant la création, l'activité et la liquidation de sociétés. Il faut cependant ajouter que la plupart des actions étant au porteur, les capitaux étrangers engagés dans des sociétés par actions pourraient plutôt être supérieurs à ceux que nous indiquons ci-dessous²⁶⁾.

S'il est possible de déterminer approximativement la part des capitaux étrangers dans les sociétés par actions, il n'en est pas de même en ce qui concerne les autres sociétés; les évaluations ne doivent donc être acceptées que sous réserve.

Les chiffres que nous avons cités donnent néanmoins une idée approximative de l'influence qu'exercent les capitaux français dans l'industrie pétrolière polonaise.

²⁵⁾ Voir Wolf Lender: «Le pétrole en Pologne» 1934, p. 103.

²⁶⁾ Voir la revue «Pologne Economique», N° 16 du 18. 4. 1936. D'après cette revue il existait en 1935 (31 décembre) 35 sociétés par actions au capital social total de zl. 251.419,750,—. La part des capitaux polonais et étrangers y était la suivante:

capitaux polonais zl. 29.574.490,—	11,8%
capitaux étrangers zl. 221.845.260,—	88,2%

SOUS-SECTION II.

L'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES.

Après avoir énuméré les conditions d'existence des sociétés françaises, voyons maintenant leur développement et leur activité.

Société des Pétroles de Dambrowa.

La Société Anonyme des Pétroles de Dambrowa²⁷⁾ a été créée le 4 avril 1913, pour une période de 30 ans, par un groupe d'industriels du Nord de la France qui n'ont pas hésité à engager des millions de francs dans l'industrie pétrolière polonaise. Sa création se fit avec le concours de la banque Clairin, Guénot et Cie.

Le programme de cette Société comportait à l'origine plus spécialement l'exploitation et l'acquisition, en collaboration avec la Société Galicienne des Carpathes, de participations minières en Galicie, puis l'achat d'une raffinerie et l'exploitation d'une pipe-line. Après la guerre elle a incorporé la Société Galicienne des Carpathes, son ancienne associée, qui possédait des puits très riches et des raffineries à Glinik-Marjampolski.

Ce fut l'époque du réveil d'énergie et de capitaux, car on supposait généralement que le gouvernement français allait avoir une politique de pétrole. Mais ces espoirs ne se réalisèrent pas et le réveil fut pénible pour ceux qui avaient engagé des capitaux énormes, d'autant plus que le gouvernement polonais tirait profit de cette situation. Les capitalistes cherchèrent alors une combinaison internationale et constituèrent l'*Union* à Zurich, pour sauver

²⁷⁾ D'après Ed. Mauris: Annuaire du Pétrole, 1931-1932, le Conseil d'Administration se compose de la façon suivante:

M. G. Pollet, Président;

MM. P. Boncenne;

MM. P. Lacaille;

A. Carissimo;

F. Vanoutryve;

L. Frileux;

A. de Vaugélas;

A. de Guerre;

G. Winkler.

Siège Social: 56, rue Faidherbe, Lille.

Siège Administratif: 1, rue Taitbout, Paris.

les capitaux menacés. Peu de temps après la société des Pétroles de Dambrowa reprit sa liberté qu'elle avait un moment aliénée et devint une holding compagnie de plusieurs sociétés formant une entreprise industrielle complète, pouvant effectuer toutes les opérations ayant trait à l'industrie pétrolière depuis la prospection jusqu'à la vente aux consommateurs en passant par les différentes opérations comme le sondage, les recherches géologiques, l'extraction de l'huile brute, le transport, l'emmagasinage et le raffinage.

Elle accrut ses moyens d'action par l'acquisition de participations dans des entreprises importantes, et à la fin de 1923 elle contrôlait les entreprises suivantes :

Société des Pétroles de Dambrowa, s. à r. l.

Société des Pétroles de Wankowa, s. à r. l.

Société des Pétroles de Potok, s. à r. l.

Société Industrielle de Galicie, s. à r. l.

Société Galicienne des Carpathes, s. à r. l.

«Schodnica», Société Anonyme.

Syndicat Hollandais, s. à r. l.

Cie Pétrolière de Tuchtanowice, s. à r. l.

«Dziedzice», Société Anonyme.

«Jedlicze», Société Anonyme.

Il ne faut donc pas confondre la Société des Pétroles de Dambrowa avec le groupe financier *Dambrowa* qui englobe la première ainsi que plusieurs autres sociétés.

En 1928 elle participa à l'opération de concentration qui eut pour résultat le groupement, sous l'égide du Crédit Général des Pétroles, d'un certain nombre d'entreprises. Son actif social était alors représenté presque intégralement par 449.758 actions de la Société Française «Malopolska».

Fixé originairement à 2 millions de francs, le capital fut porté en juin 1914 à 13 millions, puis en juin 1920 à cinquante millions de francs pour atteindre en mai 1921 frs. 138.000.000. Il fut finalement porté à 200 millions de francs pour racheter la Société Française des Carpathes, la Société des Pétroles de Potok et celle de Wankowa.

La Compagnie Franco-Polonaise des Pétroles.

Elle fut créée vers la fin de l'année 1919 par la Banque Mougéot pour racheter au baron Th. de Liebig le droit d'exploitation des concessions qu'il possédait en Galicie et dont les terrains n'étaient grevés que de 5% de «brutto». Le capital social fut fixé à frs. 12.500.000, avec faculté de le porter au double, d'après les termes mêmes des statuts. Une première augmentation éleva le capital, en 1920, à 25 millions de francs pour reprendre l'actif de la «Solotwina», s. à r. l. et pour racheter 50% des actions d'une raffinerie à Stanislawow. Le capital fut ensuite porté à 200 millions de francs pour permettre à la Compagnie Franco-Polonaise des Pétroles d'acquérir la «Galicja», une des meilleures exploitations pétrolières en Pologne.

L'augmentation de capital à frs. 200 millions autorisée par l'Assemblée Générale du 10 novembre 1920 pour acquérir 90% des actions de la «Galicja», dut être ramenée à 165 millions du fait qu'une banque, n'ayant pu libérer entièrement les titres souscrits, avait proposé un arrangement à la Société Franco-Polonaise des Pétroles, ce qui permit à cette dernière d'ajouter aux fonds de réserve la somme de 16 millions de francs, touchée sur les titres souscrits et non libérés par cette banque.

L'achat de 90% des actions de la «Galicja», qui faisait suite à l'Anglo-Galician Oil Co. Ltd., lui permit de recueillir une part importante des bénéfices réalisés par cette société.

Ce groupe exerce une grande influence grâce à son importante organisation de vente aussi bien en Pologne qu'à l'étranger, puisque la «Galicja» possède presque la totalité des actions de la «Syrius» pour la Suisse, de la «Panonia» pour la Hongrie et de la «Naftolej» pour la Pologne.²⁸⁾

²⁸⁾ Voir Jules Legendre: Publication citée.

Finalement, le capital de la Société Franco-Polonaïse²⁹⁾ des Pétroles fixé primitivement à 12.500.000 frs. et augmenté successivement à 165 millions de francs a été ramené à 144.375.000 francs au moyen d'un remboursement d'actions de capital, effectué en exécution d'une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 16 septembre 1924.

Il existe en outre 12.500 parts de fondateur.

La Société Financière des Pétroles
et
Société Française des Pétroles
«Premier»

La Société Financière des Pétroles³⁰⁾ a été fondée avec le concours d'un groupe industriel du Nord de la France le 28 juillet 1919 pour une durée fixée à 50 années.

Cette Société avait pour objet toutes opérations financières et commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'industrie pétrolière. Plus tard, son programme comportait plus spécialement l'acquisition de participations dans les entreprises existantes ou à créer.

²⁹⁾ D'après Ed. Mauris, Annuaire du Pétrole, 1933-34, le Conseil d'administration de la Société Franco-Polonaïse des Pétroles se composait de la façon suivante:

	A. Moutier, Président	
	A. Grisar et E. Fosse, Vice-Présidents	
	P. Vallotte, Administrateur-délégué	
V. Berti	O. Weiss	A. Pailliez
M. Guénot	C. de Klobassa	J. Priseter
	G. Levy-Alphandery	

Siège social: 52, boulevard Malesherbes, Paris.

³⁰⁾ Voici d'après Ed. Mauris, Annuaire du Pétrole, 1924-1925, la composition du Conseil d'Administration:

MM. R. Wertheimer, Adm.-délégué
P. Bont,
P. Boyer,
C. Picard,
L. Vasseur,
H. Vilter.

Siège social: 44, rue de Lisbonne, Paris.

La Financière des Pétroles s'est intéressé à diverses affaires de production de pétrole en Pologne. Elle avait acquis 90% de parts de la société «Equivalent», 96% du capital de la société «Oleum», une participation de 85% dans la mine Oskar et des intérêts qui lui assuraient une influence prépondérante dans diverses autres exploitations de Galicie.

Le capital fixé primitivement à 1 million de francs fut porté en juin 1920 à 25.000.000 de francs. Il est divisé en 45.000 actions A (ordinaires) de 500 francs chacune et 500 actions privilégiées B de 5.000 francs chacune, toutes souscrites en numéraire et entièrement libérées.

La Financière des Pétroles constitua, en octobre 1920, la Société Française des Pétroles Premier pour reprendre la totalité des droits, intérêts et biens de la Premier Oil Ltd en Galicie.

La Premier Oil Co Ltd fut formée en septembre 1919 pour reprendre la suite des affaires de Premier Oil and Pipe-line Co. Ltd. au capital de £ 3.750.000. Au cours des hostilités, la Deutsche Erdöl A. G. et l'Austria Petroleum Industrie A. G., créancières de la société anglaise, s'étaient fait attribuer par les tribunaux autrichiens cet actif. Plus tard, la Deutsche Erdöl A. G. avait cédé les actions «Austria», sa filiale autrichienne, à la société suisse «Terra».

Après avoir traité avec la Premier Oil Co. Ltd., la Financière des Pétroles conclut avec la Terra un accord en mars 1920 aux termes duquel cette dernière lui cédait 97,85% des actions Austria contre remise de la somme de 45 millions de francs en espèces pour les rétrocéder à sa filiale moyennant attribution à la Premier Oil Co. Ltd. de 90.000 actions de 500 francs entièrement libérées et de 2.000 parts bénéficiaires, à la Société Financières des Pétroles — de 45.000.000 en espèces et 30.000 parts bénéficiaires.

La Société Française des Pétroles Premier ³¹⁾ possède la presque totalité du capital de dix-neuf sociétés dont:

- 7 entreprises minières,
- 7 entreprises de pipe-lines,
- 4 raffineries,
- 1 société de vente.

Le capital est de francs 125.000.000 représenté par 250.000 actions de 500 francs au porteur. Il existe en outre 50.000 parts bénéficiaires, comme nous l'avons déjà indiqué. La souscription a été réservée à la Financière des Pétroles.

A la suite d'un accord intervenu entre la Financière des Pétroles et la Société Française des Pétroles Premier, le 1^{er} août 1922, la Financière avait consenti à bloquer jusqu'en 1929 la totalité de ces titres et à abandonner le droit de contrôle qui y est attaché. Cette opération fut annulée en 1923.

La Société Financière des Pétroles et la Société Française des Pétroles Premier ont été absorbées, en 1926, par le Crédit Général des Pétroles dont nous parlerons plus loin.

La Société de Naphte «Limanowa»

Le capital social de cette grande société, constituée en 1920 avec le concours d'un important groupe de raffineurs français, est de francs 100 millions, divisé en 180.000 actions ordinaires de 500 francs et 20.000 actions privilégiées de même valeur nominale.

³¹⁾ D'après Ed. Mauris, Annuaire du Pétrole, 1924-1925, le Conseil d'Administration se compose de la façon suivante:

MM. R. Wertheimer, Vice-Président

H. Auerbach, Adm.-Délégué.

J. Destombes

H. Latilla

H. Gaertner

F. Hamilton

J. Fairbairn

A. de Marchena

E. Parnas

S. Sewell

L. Wasseur

C. Picard

Siège social: 30, rue Grammont, Paris.

La Limanowa ³²⁾ est un organisme industriel complet très important effectuant dans ses entreprises toutes les opérations qui rentrent dans le programme de l'industrie pétrolière.

La Limanowa a englobé dans son exploitation deux sociétés pétrolières: la Société des Pétroles de Polona au capital de 2.000.000 de francs et la Société des Pétroles de Samon au capital de 4.500.000 francs. Aux termes de l'accord conclu au début de l'année 1923, la Limanowa devait supporter tous les frais de l'exploitation de ces deux sociétés pour s'assurer la totalité de l'huile brute extraite par les dites sociétés dont les comptes étaient crédités de la valeur de l'extraction. La différence entre la valeur de l'huile brute et les frais de l'exploitation, c'est-à-dire le bénéfice net devait être partagé entre ces trois sociétés d'après un certain pourcentage fixé d'avance. Par contre, en cas d'exploitation déficitaire, les pertes devaient être entièrement à la charge de la Société de Naphte «Limanowa».

Elle a fusionné, en 1926, avec la Société Française des Pétroles de Silva-Plana, grande société de forages, une des plus importantes sociétés pétrolières en Pologne.

*La Société Française des Pétroles
de Silva-Plana.*

La Société Française Silva-Plana fut constituée en 1914 sous la forme de G. m. b. H. autrichienne (Gesellschaft mit beschränkter Haftung = s. à r. l.) avec le concours des industriels du Nord de la France pour racheter l'actif de

³²⁾ Le conseil d'administration de la société du naphte de Limanowa se compose, d'après Ed. Mauris, Annuaire du Pétrole, 1924-1925, de la façon suivante:

MM. M. Fenaille, Président,	
P. Desmarais et H. Bavière, Vice-Présidents,	
M. Gascheau, Adm.-délégué,	
A. Palliez,	H. Goldet,
A. Leenhardt,	L. Martin,
M. Lesieur,	E. Natanson,
A. Brisson,	A. Plateau.
	P. Lefebvre-Vaquerie
Siège social: 20, rue Pigalle, Paris.	

la Flüßige Brennstoffe, créée en 1911. La prise en possession prévue par contrat moyennant paiement d'une somme de sept millions de francs ne put avoir lieu du fait de la déclaration de guerre. Une société suisse se constitua alors en 1916 en vue de se substituer au consortium français et de sauvegarder les capitaux français.

Lorsque le gouvernement polonais fut constitué après l'armistice, il manifesta l'intention de prendre possession de cette société en la considérant comme prise de guerre. Une intervention énergique du gouvernement français auprès du gouvernement polonais donna satisfaction aux industriels français.

La Société Française des Pétroles de Silva-Plana ³³⁾ fut alors constituée en mars 1921 par la fusion de trois sociétés françaises: Silva-Plana, Ratoczyn et Alexander qui exploitaient des gisements de pétrole en Galicie dans la région Boryslaw-Mraznica-Tustanowice.

Ces trois sociétés furent dissoutes et la totalité des droits et biens constituant leur actif apportés à la nouvelle entreprise, à charge par cette dernière de supporter et d'acquitter tout le passif pouvant grever ces biens et d'exécuter tous les contrats relatifs à l'exploitation.

Elle acquit par voie d'apport, aux termes d'une décision prise par l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 1926, l'ensemble des biens et droits mobiliers composant la totalité de l'actif de la Limanowa.

La Société Française des Pétroles de Silva-Plana, primitivement entreprise de production, est ainsi devenue un

³³⁾ Le conseil d'administration de la Société Française des Pétroles de Silva-Plana, d'après Ed. Mauris, *Annuaire du Pétrole*, 1931-1932, se compose de la façon suivante:

MM. M. Fenaille, Président,
A. Fatout, Vice-Président,

H. Bavière	P. Dupleix
A. Brisson	P. Flipo
L. Causson	M. Gaschau
P. Desmarais	P. Martin
J. Devilder	P. Motte
J. York	E. Paix

Siège social: 154, boulevard Haussmann, Paris.

organisme complet, en mesure d'exercer son activité dans toutes les branches de l'industrie du pétrole. Son actif en Pologne est détenu par la Towarzystwo Naftowe Limanova dont elle possède tout le capital.

Le capital social fixé primitivement à 68.500.000 frs. fut porté à 102.750.000 frs., puis élevé à 178.812.500 francs le 26 juin 1926. En juin 1930, il fut porté à 186.812.500 frs., enfin ramené en octobre 1932 à 93.400.000 francs.

SOUS-SECTION III.

LA CONCENTRATION.

Crédit Général des Pétroles.

Société Français des Pétroles Malopolska.

La création la plus curieuse et la plus intéressante des sociétés pétrolières françaises pour l'exploitation des gisements polonais, en ce qui concerne la concentration réalisée, est sans contredit le Crédit Général des Pétroles fondé en septembre 1920, par un groupe industriel et financier dirigé par Lucien Haas, dans le but de participer à la création et au développement d'affaires pétrolières, par tous les moyens d'ordre technique et financier.

Depuis le début de son existence sociale, le Crédit Général des Pétroles s'est intéressé à plusieurs affaires en production. Il s'est assuré le contrôle de l'Omnium de. Gaz et Pétroles et d'autre part, il a acquis une participation de 13% dans la raffinerie Stawiarski et Cie à Krosno.

Le 4 mars 1922 il a créé, avec le concours du Consortium National pour l'Industrie et le Commerce, la Société Française des Pétroles de *Malopolska* au capital de 30.000.000 de francs en vue d'acquérir la totalité des parts représentant le capital de deux sociétés polonaises: *Naftowy Przemysl Malopolski* et *Verdatok Naftowo-Przemyslowa Spolka* détenues par l'Omnium des Gaz et Pétroles et le Maisels Petroleum Trust Ltd.

Par l'achat de ces titres, qui a été réalisé moyennant attribution aux promoteurs de 72.000 actions de 250 frs.

chacune, série A, 12.000 actions de 250 frs., série B et 45.000 parts de fondateurs, la Société Française des Pétroles de Malopolska s'est assuré des droits d'exploitation sur des terrains importants situés dans les meilleures régions pétrolifères de la Galicie Occidentale.

La situation entre les sociétés dont nous venons de parler se présentait de la façon suivante:

Crédit Général des Pétroles ³⁴⁾ — principale holding Cie.

Société Française des Pétroles de Malopolska — holding pour contrôler l'activité de plusieurs sociétés du groupe.

La Société Financière de Paris, créée en 1926, devait plus tard devenir la financière du groupe pour réaliser une concentration sur une vaste échelle de l'industrie pétrolière polonaise pour mieux la contrôler.

A la suite de cette politique qui lui a d'ailleurs très bien réussi, le Crédit Général des Pétroles a absorbé au début de 1926 l'Omnium des Gaz et Pétroles, la Société

³⁴⁾ La composition du Conseil d'Administration du Crédit Général des Pétroles, d'après les rapports de cette Société était la suivante:

au 31 décembre 1921:

- MM. Lucien HAAS, Président, Paris;
Lucien SPILLIAERT, Adm.-Gén., Paris;
Pierre BONCENNE, Administrateur, Paris;
Cte DELAIRE de CAMBACERES, Administrateur, Paris;
Félix CZULOWSKI, Administrateur, Paris;
André DEVILDER, Administrateur, Paris;
René FAUCHEUR, Administrateur, Paris;
Baron AMORY de LA GRANGE, Administrateur, Paris;
Nicolas RAUS, Administrateur, Polanka (Pologne).

au 31 décembre 1931:

- MM. Lucien HAAS, Président, Paris;
Cte DELAIRE de CAMBACERES, Paris;
Pierre LACAILLE, Adm.-délég., Paris;
Pierre BONCENNE, Administrateur, Paris;
Ch. DANSETTE-THIRIEZ, Administrateur, Lille;
André DEVILDER, Administrateur; Phalampin;
Louis FROISSART, Administrateur, Paris;
Jean de JOUFFREY, Administrateur, Lyon;
James SCHWOB (d'Héricourt), Paris.

Financière des Pétroles et, en décembre de la même année, la Société Française des Pétroles Premier.

En mars 1927, il a constitué l'Electro-Gaz, au capital actuel de 50.000.000 de francs, destiné à assurer le transport de l'énergie électrique produite par la Société Française des Pétroles de Malopolska.

Dans le courant de l'année 1928, il a réalisé une vaste opération de concentration par laquelle il s'est assuré le contrôle tant directement que par ses filiales, des actifs précédemment détenus par la Société Polonaise Fanto, Société Polonaise Nafta et la Société des Pétroles de Dambrowa.

En janvier 1928, la Société Française des Pétroles de Malopolska ³⁵⁾ a acquis du Crédit Général des Pétroles l'ensemble des propriétés précédemment exploitées en Galicie par la Société Française des Pétroles Premier.

A la suite des opérations de concentration dans l'industrie pétrolière réalisée en Pologne au cours de l'année 1928 par le Crédit Général des Pétroles, la Société Française des Pétroles de Malopolska a accru son avoir industriel de la Société Polonaise Fanto, de la Société Polonaise Nafta et de la Galicienne des Carpathes.

³⁵⁾ D'après les comptes rendus des Assemblées Générales de la Sté Fse des Pétroles de Malopolska son Conseil d'Administration se composait de la façon suivante:

Juin 1923

MM. L. HAAS, Président, Paris;
L. SPILLIAERT, Vice-président, Paris;
P. BONCENNE, Admin.-Dir., Paris;
Cte DELAIRE de CAMBACERES, Administrateur, Paris;
F. CZULOWSKI, Administrateur, Paris;
N. RAFFALOVICH, Administrateur, Paris;
S. VAN DEN BERGH, Administrateur, Londres.

Mars 1932

MM. L. HAAS, Président, Paris;
Cte DELAIRE de CAMBACERES, Vice-Président, Paris;
P. BONCENNE, Adm.-Délégué, Paris;
F. DUFAURE, Administrateur, Paris;
L. FRILEUX, Administrateur, Paris;
P. LACAILLE, Administrateur, Paris;
Baron H. de LALLEMAND, Administrateur, Paris;
Cte T. d'OILLIAMSON, Administrateur, Paris.
Siège social: 1, rue Taitbout, Paris.

L'opération d'absorption, par suite de rachat, des sociétés ci-dessus a sensiblement amélioré la position du groupe Crédit Général des Pétroles — Société Française des Pétroles de Malopolska, en augmentant considérablement son actif industriel et lui a permis de maintenir l'intérêt du public à l'égard de ses actions, d'autant plus que les bénéfices réalisés ainsi que les primes d'émission devaient constituer un fonds de réserves et d'amortissement.

A la suite de ces opérations, les sociétés ci-dessous travaillant en Pologne sous les raisons sociales:

«Malopolska», groupe français de l'industrie pétrolière,
Groupe «Karpaty-Dambrowa»,

«Fanto» S. A.,

«Nafta» S. A.,

se groupaient autour du Crédit Général des Pétroles ³⁶⁾:

1. «Alfa», Société pétrolière à r. l.
2. «Basta», Société pétrolière à r. l.
3. Société des Pétroles et Gaz Zachodnio-Malopolska S. A.
4. «Jasiolka», Société de Pétroles et Gaz à r. l.
5. Industrie Pétrolière de Malopolska à r. l.
6. «Premier», Société Pétrolière S. A.
7. Société de pipe-lines des producteurs du naphthe à Schodnica, J. Zeitleben & Cie.
8. «Petrolea», S. A. pour l'industrie pétrolière.
9. Première S. A. Galicienne pour l'Industrie Pétrolière, anciennement Szczepanowski & Cie.
10. Raffineries Fédératives Polonaises des Huiles Minérales S. A.
11. Electricité du bassin minier de Krosno s. à r. l.
12. Société d'Electricité du Podkarpacie S. A.
13. Réseau Electrique du bassin minier de Krosno S. A.
14. «Oleum», Société pétrolière à r. l.
15. «Polanka-Karol», Fabrique de produits Céramiques s. à r. l.
16. Ateliers Mécaniques et Fonderie à Polanka s. à r. l.

³⁶⁾ B. Alfred Biedermann, op. cité, p. 155.

17. «Nafta» S. A.
18. «Fanto», S. A.
19. «Montan», Société Minière des Pétroles de Malopolska S. A.
20. Société Pétrolière Galicienne des Carpathes S. A.
21. «Fortuna», Société pétrolière à r. l.
22. «Dambrowa», Société Franco-Polonaise de Pétroles à Krosno s. à r. l.
23. «Karpaty», Société de Vente de Prod. Pétroliers à r. l.
24. «Dambrowa», Groupe Pétrolier s. à r. l.
25. Société Industrielle de Galicie s. à r. l.
26. «Wulkan», Société Minière de Pétroles s. à r. l.

Ainsi donc 42% de la production polonaise se trouvaient concentrés en 1929 en une seule main ³⁷⁾. Le Crédit Général des Pétroles possédait à cette époque, en Pologne, 17.000 hectares de terrains pétrolifères, 700 puits, 8 raffineries et formait l'unité la plus grande et la plus importante de l'industrie pétrolière polonaise ³⁸⁾. Les organisations de vente à l'étranger des entreprises incorporées ont été groupées en une seule et, par conséquent, plus rationnelle pour l'exploitation. La «Nova», société pétrolière à Vienne, s'est chargée de la vente en Autriche, Italie, Yougoslavie et Suisse.

Ce groupe était en outre représenté:

- en Allemagne — par la Milag S. A. à Berlin,
- en Tchécoslovaquie — par l'Apollo S. A. à Prague,
- en Hongrie — par la Vaterlaendische Mineralölindustrie S. A. à Budapest,
- en France et Belgique — par la Société Commerciale Premier à Paris,
- à Dantzig — par la Polish Petroleum Co. à Dantzig.

De ces sociétés la Milag appartenait à la Limanowa et la Polish Petroleum Co. à la Polmin et n'avaient que la représentation de vente du groupe ³⁹⁾.

³⁷⁾ Comptes Rendus T. 3, p. 13.

³⁸⁾ B. Alfred Biedermann, op. cité, p. 156.

³⁹⁾ B. Goldmann, publication citée.

Comment cette concentration a-t-elle été possible?

Toute la combinaison financière reposait sur un paragraphe des statuts de la Société Française des Pétroles de Malopolska qui permettait aux dirigeants du Crédit Général des Pétroles de contrôler 42% de l'industrie pétrolière polonaise en engageant un capital relativement minime.

L'article 33 des statuts de la Société Française des Pétroles de Malopolska prévoyait entre autres:

«...Les délibérations de l'Assemblée Générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Celles de l'Assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés...

«...Dans toute Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, chaque action de la catégorie A donne droit à une voix sans limitation. L'ensemble des actions de la catégorie B aura droit, dans chaque Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire (sauf interprétation contraire de la législation en vigueur) à un nombre de voix égal au nombre d'actions de la catégorie A existant au jour de l'Assemblée, et cela, quelles que puissent être les augmentations ou les diminutions du nombre d'actions de l'une ou de l'autre catégorie, par suite de modifications apportées au capital social ou au taux des actions.

«Le nombre de voix revenant ainsi à l'ensemble des actions de la catégorie B sera partagé également entre toutes les actions de cette catégorie...⁴⁰⁾»

Il en résultait donc que les actions privilégiées (cat. B.) qui ne représentaient que 2% du capital donnaient droit au même nombre de voix que les actions ordinaires; pratiquement cela voulait dire que les actionnaires porteurs de titres ordinaires ne pouvaient qu'approuver les décisions et les comptes-rendus du conseil d'administration,

⁴⁰⁾ Le capital social de 250 millions de francs de la Malopolska était divisé en: 2.450.000 actions ordinaires A à 100 fr. soit 98%, 20.000 actions privilégiées B à 250 fr. soit 2% du capital social.

puisque privés de ce fait du droit de contrôle, ils ne pouvaient exercer aucun contrôle sur la marche des affaires du groupe.

Les événements financiers survenus pendant les deux derniers mois de 1930 ont profondément bouleversé la vie du groupe Crédit Général des Pétroles — Société Française des Pétroles de Malopolska, d'une part par la mise en liquidation (amiable) de son principal banquier, la Société Financière de Paris, d'autre part par la baisse profonde des valeurs composant le portefeuille; enfin en rendant exigible, dans l'ensemble du groupe, tout un passif qui était échelonné sur les années ⁴¹⁾.

Le 4 juillet 1932, le Crédit Général des Pétroles a repris la totalité de l'actif et du passif de sa filiale, la Société Française des Pétroles de Malopolska, dont les actions ont été échangées à raison d'une action «Crédit Général» pour cinq actions «Malopolska». Cette opération réalisée, 452.210 actions A et 20.000 actions B de la Société Française des Pétroles de Malopolska qui se trouvaient dans le portefeuille du Crédit Général des Pétroles ont été annulées. Les réserves de l'une et de l'autre société devaient servir à amortir le passif.

La nouvelle société a pris la dénomination de: Société Française Industrielle et Commerciale des Pétroles ⁴²⁾.

⁴¹⁾ Rapport du commissaire sur les comptes du X^e exercice social à l'Assemblée Générale du 21 janvier 1932.

⁴²⁾ Composition du Conseil d'Administration, d'après les rapports des Assemblées Générales publiés par cette société:

1932: MM. P. PETIJAN, Président, Paris;
R. COUSIN, Administrateur-Délégué, Paris;
J. BRUN, Administrateur, Paris;
H. COLLARD-HOSTINGUE, Administrateur, Paris;
P. FLIPO, Administrateur, Tourcoing;
G. de MONES del PUJOL, Administrateur, Paris;
A. PELLISSIER, Administrateur, Strasbourg.
1936: MM. Fred FIRMENICH, Vice-Président, Genève;
Louis de WOLF, Vice-Président, Anvers;
Jacques de BOISSIEU, Administrateur, St-Chamond;
Jean BRUN, Administrateur, Paris;
Pierre FLIPO, Administrateur, Tourcoing;
Georges DEVAUX, Administrateur, Lyon;
André PELLISSIER, Administrateur, Strasbourg.
Siège social: 1, rue Taitbout, Paris.

Elle assure par des organismes qui lui appartiennent en propre, le cycle complet de l'industrie du pétrole: extraction, raffinage, emmagasinage, transport et distribution; elle possède en outre des industries annexes: dégazolinage, ateliers mécaniques, production et vente de courant électrique.

Le capital de la Société Française des Pétroles de Malopolska fixé au début à 30.000.000 de francs a été porté en janvier 1928 à 80.000.000 de francs; les nouvelles actions A et B ont été souscrites en totalité par le Crédit Général des Pétroles. En décembre 1928 le capital a été porté à 250.000.000 de francs divisé en 2.450.000 actions ordinaires, série A, de 100 francs et 20.000 actions privilégiées, série B, de 250 francs. En outre, 45.000 parts de fondateur ont été en totalité attribuées au Crédit Général des Pétroles en représentation partielle des apports.

Le capital social du Crédit Général des Pétroles était fixé à l'origine à 1.000.000 de francs. Il a été porté à 10.000.000 de francs par création de 18.000 actions nouvelles émises au cours de 550 frs. En mars 1926 il a été porté à 16.000.000 de francs par l'absorption de l'Omnium des Gaz et Pétroles qui, en échange de son apport, reçut 12.000 actions A de 500 frs. Il a été élevé à 30.000.000 frs. en mai 1926 par création de 28.000 actions nouvelles de 500 frs, émises à 750 frs. Au mois de juin 1926 il a été augmenté à concurrence de 40.000.000 de francs par émission de 20.000 actions nouvelles attribuées à la Société Financière des Pétroles en rémunération de l'apport de son actif, puis, en décembre 1926 à 75.000.000 par création de 70.000.000 actions nouvelles émises pour l'absorption de la Société Française des Pétroles Premier. Ces deux sociétés ont été absorbées actif net de passif. En septembre 1928 le capital a été porté à 200.000.000 de francs par création de 250.000 actions nouvelles A émises au cours de 1.100 frs. Il a été créé en outre 10.000 parts de fondateur.

Enfin, le capital de la Société Française Industrielle et Commerciale des Pétroles a été porté à 345.000.000 de frs. le 5 mai 1932, réduit par décision de l'Assemblée Générale

extraordinaire du 12 juillet 1935 à 89.836.000 frs., et finalement fixé, par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 27 décembre 1932 à 196.818.500 frs., montant actuel du capital social de cette société. Il est divisé en :

923.653 actions A. de 125 frs. et donnant droit à une voix,

3.000 actions B. de 500 frs. et donnant droit à 200 voix,

213.965 actions C. de 500 frs. et donnant droit à 4 voix, à chaque Assemblée.

Nous voyons donc que le capital français est largement représenté dans l'industrie pétrolière polonaise.

Les chiffres que nous avons cités nous montrent que pour profiter de conditions favorables, l'épargne française, si prudente, si défiante même à l'égard des entreprises industrielles avait consacré plusieurs centaines de millions de francs au développement et à la création de sociétés pétrolières en Pologne.

CHAPITRE VII.

LES DÉBOUCHÉS INTÉRIEURS.

SECTION I.

LE MARCHÉ NATIONAL.

Au lendemain de la guerre, l'industrie pétrolière polonaise a dû, avant tout, tenir compte des changements survenus et s'est trouvé par cela même dans une situation économique défavorable. A la place des anciens marchés industriels de l'ancienne monarchie austro-hongroise, elle a trouvé, en plus grande partie, des régions essentiellement agricoles et d'un niveau économique relativement bas, surtout à l'est. D'autre part, les raffineries approvisionnées en pétrole brute par l'industrie d'extraction de Galicie et situées en Autriche ou en Tchécoslovaquie, en ont été séparées et ses débouchés ont ainsi diminué de beaucoup.

Après 1918, les raffineries, déséquilibrées, ont également dû changer d'orientation. En effet, les expéditions allaient dorénavant se faire vers le nord et vers l'est, avant tout sur Varsovie et vers Dantzig, alors qu'auparavant elles se faisaient vers l'ouest.

Voici la consommation du marché national en produits et dérivés du pétrole par rapport à la transformation totale:

[en tonnes ⁴³⁾]

⁴³⁾ Composé d'après la revue «Petroleum», Schwarz: Petroleum Vademecum XI^e édition et W. Lender: «Le pétrole en Pologne».

Année	Consommation intérieure,	Transformation totale des raffineries
1925	258.350	659.100
1926	288.700	734.700
1927	350.000	649.000
1928	374.600	649.000
1929	398.000	633.400
1930	409.207	580.510
1931	375.551	559.648
1932	352.142	502.054
1933	335.199	520.574
1934	334.009	484.883
1935	313.224	468.609

La répartition de la consommation par tête d'habitant est la suivante pour la période 1924-1935: ⁴⁴⁾

[en kg.]

1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
9,12	10,15	11,46	11,98	12,15	13,06	12,09	11,74	11,00	10,40	9,70	9,60

La consommation des produits et dérivés du pétrole reste toujours encore très modeste en Pologne par rapport aux autres pays: ⁴⁵⁾

	En 1935 par tête d'habitant	
France	env. 150	kg.
Allemagne	» 60	»
Tchécoslovaquie	» 30	»
Pologne	» 9,6	»

Les quelques chiffres que nous citons ci-dessous, sur le rapport entre le nombre d'habitants et celui des voitures mécaniques sont très éloquentes et se passent de commentaires:

	Nombre d'habitants pour une voiture mécanique: ⁴⁶⁾
Aux Etats-Unis	5
En France	21
En Allemagne	70
En Tchécoslovaquie	130
En Pologne	1.200 (!)

⁴⁴⁾ Voir La Pologne Economique, N° 16 du 18. 4. 1936.

⁴⁵⁾ Voir La Pologne Economique, N° 16 du 18. 4. 1936.

⁴⁶⁾ Voir La Pologne Economique, N° 16 du 18. 4. 1936.

La Pologne avec une voiture mécanique pour 1.200 habitants est l'un des pays les moins motorisés du monde.

Les chiffres que nous venons de citer montrent que la capacité d'absorption du marché intérieur est très faible et limitée. L'augmentation de la moyenne de consommation par habitant en Pologne jusqu'au niveau de celle de l'Allemagne avant guerre (20 kg.), permettrait non seulement d'absorber à l'intérieur même du pays la totalité de la production, mais poserait encore le problème d'importation de produits finis.

Le produit pétrolier qui se vend le plus en Pologne est sans contredit, le pétrole d'éclairage. Sa consommation qui, jusqu'en 1930, avait une tendance vers l'augmentation, est depuis cette date en baisse. Ce produit, malgré l'électrification progressive du pays, pourrait avoir un débouché plus important si le commerce était organisé uniformément sur tout le territoire.

Les partages de la Pologne, par lesquels le territoire a été divisé en trois parties incorporées chacune à un régime différent, ont eu une certaine influence sur les moyens de distribution du pétrole d'éclairage.

C'est ainsi que le territoire qui se trouvait sous l'occupation russe, la Kongresowka, recevait son pétrole de Russie, comme cela était d'ailleurs logique, et puisque la consommation ne devenait importante qu'en automne et en hiver, il fallait profiter de la morte saison pour faire venir une quantité suffisante de lampant. Pour cela les compagnies distributrices, ne pouvant faire venir le pétrole de Bakou l'hiver, devaient donc emmagasiner une quantité suffisante de lampant pour satisfaire aux besoins de la consommation. Elles ont donc construit des réservoirs énormes à peu près sur tout le territoire. Après la reconstitution de l'Etat polonais la situation a changé et les réservoirs qui avaient rendu de grands services, sont devenus presque inutiles et sans raison d'être, puisque toute demande peut être satisfaite en quelques jours au maximum, étant donné que le ravitaillement se fait par la Galicie.

L'organisation la plus rudimentaire existait sous l'occupation autrichienne, c'est-à-dire, en Galicie même. Comme le pétrole se trouvait à proximité, le ravitaillement se faisait par fûts en bois (!) livrés directement aux commerçants détaillants; les raffineries jouaient alors le rôle de réservoirs. Ce système était assez coûteux, car la manipulation des fûts en bois occasionnait des pertes et des frais onéreux. On a alors créé dans les villes d'une certaine importance des magasins pourvus de petits réservoirs.

Le système le plus rationnel était celui qui existait sur le territoire de l'occupation prussienne où le marché se trouvait entre les mains de l'Olex et de la Deutsche Allgemeine Petroleum-Gesellschaft. Ces compagnies mettaient à la disposition de leurs clients de petits réservoirs; la distribution en gros se faisait par des voitures citernes. Après la reprise de l'organisation de ces deux sociétés par les raffineries polonaises, ce système a été maintenu et amélioré encore par la construction de réservoirs souterrains pouvant contenir 2 à 5 citernes de pétrole et qui jouent actuellement le rôle de dépôts régionaux pour les localités situées dans un rayon de 20 à 30 km. du réservoir.

Deux systèmes de vente sont pratiqués par les raffineries: la vente en gros et la vente faite directement aux consommateurs. Si la vente en gros permet de réaliser certaines économies parce que les revendeurs se chargent de la distribution et que les raffineries, une fois la marchandise livrée, rentrent de suite en possession de l'argent, la vente faite directement aux consommateurs, tout en entraînant les frais de l'appareil de vente, présente cet avantage considérable qu'elle permet de rester en contact étroit avec les consommateurs, de connaître exactement les besoins du marché et, par conséquent, de le maîtriser.

Ce système est surtout partiqué par la Vacuum Oil Co. qui effectue les livraisons au moyen de voitures-citernes et met à la disposition des consommateurs des bidons qu'elle consigne,

Les effets du changement d'orientation de la consommation après la guerre ont été très sensibles à en juger d'après les chiffres ci-dessous ⁴⁷⁾ :

En 1914 la consommation de lampant était de :

5 kg. sous l'occupation russe,

10 kg. sous l'occupation autrichienne,

16 kg. sous l'occupation prussienne

par an et par tête d'habitant. En 1927 la consommation moyenne de la Pologne n'était que de 5 kg. en 1935 que de 3,6 kg. par tête d'habitant. Même en tenant compte de l'électrification du pays qui s'est opérée pendant cette période, de l'installation d'usines à gaz, le lampant reste néanmoins le principale moyen d'éclairage en Pologne. La régression de la consommation qui montre clairement l'appauvrissement de la classe paysanne est très caractéristique et devait inciter le gouvernement à pratiquer une politique spéciale de prix.

C'est surtout à l'est où le bois est encore souvent employé, qu'il reste beaucoup à faire. Il est regrettable que la Polmin qui a augmenté en 1927 l'organisation de l'appareil de vente, n'ait pas dirigé ses efforts vers la frontière est pourtant favorablement placée au point de vue tarifaire, alors qu'elle a concentré son action dans le centre et à l'ouest, là où les difficultés étaient les moindres et plus faciles à vaincre, puisqu'elle a acquis des magasins de vente existants.

Le développement de la consommation du pétrole a aussi été très gêné par la politique du gouvernement pratiquée pendant la dévaluation du mark. Voulant protéger le consommateur, il imposait, par décret, des prix maxima et délivrait des certificats autorisant l'achat du pétrole. Cette politique a d'ailleurs causé un tort considérable aux raffineries qui ont perdu presque toutes les réserves. Si le gouvernement avait vraiment voulu protéger les consommateurs, il aurait aussi dû fixer les prix du pétrole brut, car il était illogique d'exiger des raffineries, qui payaient

⁴⁷⁾ B. A. Biedermann, op. cité, p. 60.

la matière première en dollars-or, de vendre les dérivés en monnaie-papier dépréciée, ayant cours forcé. D'ailleurs, malgré la prétendue protection, les consommateurs n'étaient nullement protégés, car ce qui devait fatalement arriver ne tarda pas à se produire: c'est l'existence de deux prix: l'un officiel, l'autre effectif, le prix courant, celui qu'il fallait vraiment payer pour obtenir la marchandise sur le marché. Ainsi les raffineries étaient obligées de vendre au prix fixé, ce qui signifiait, avec la dévaluation, vendre au-dessous du prix de revient, alors que les consommateurs devenaient la proie facile des spéculateurs qui exigeaient des prix qui n'étaient nullement en rapport avec ceux qu'ils payaient eux-mêmes sur présentation de certificats délivrés par l'Office des Pétroles. Cette politique de fixation de prix maxima qui n'était que nuisible à tout le monde, sauf aux spéculateurs, fut finalement, sous la pression des raffineries, abandonnée en 1922. Le Gouvernement polonais est dernièrement revenu à cette politique et le prix du lampant est actuellement fixé par le Syndicat, après avis favorable de la Polmin, raffinerie de l'Etat.

La consommation de l'essence a relativement augmenté avec le mouvement de l'automobilisme. Ceci a d'ailleurs entraîné la modernisation des moyens de distribution, sous forme de stations-service et distributeurs automatiques modernes en condamnant définitivement la vente dangereuse de ce produit inflammable dans des boîtes métalliques où directement, du fût au bidon, souvent pratiquée dans le commerce de détail.

De 1925 à 1928 le nombre d'automobiles augmentait de 40% environ par an et était en 1928 de 28.000 environ; à cette cadence, dans quelques années, la Pologne aurait pu arriver à absorber toute sa production d'essence. Hélas, la politique du Gouvernement n'a pas permis de réaliser ce beau rêve de l'industrie pétrolière polonaise, ayant été et étant encore, comme nous le verrons plus loin, non pas celle de la motorisation, mais de la démotorisation, à en juger d'après le nombre de voitures qui est tombé, en 1935, à 25.000 environ,

Au point de vue de l'organisation, le commerce, tant à l'intérieur qu'à l'exportation, était le théâtre d'une désorganisation complète, d'une concurrence sauvage, d'une lutte sans merci, aussi bien de la part des grandes raffineries que des petites entreprises. Cette concurrence démesurée était nocive non seulement aux producteurs, mais aussi aux consommateurs qui, dans la recherche du bon marché, recevaient des produits non conformes.

La réglementation des qualités, fixées par l'Office de Régularisation, est restée lettre morte et n'avait effet que sur le papier, car les produits mis en vente sur le marché, surtout par les petites raffineries, n'étaient nullement conformes à la réglementation, mais aussi difficilement contrôlables.

Les vagues ententes de cartels qui déterminaient les contingents, les prix et les conditions de vente n'étaient généralement pas respectés par les contractants eux-mêmes et la conclusion d'un accord rationnel, plus étroit, que toutes les entreprises, sauf quelques exceptions, jugeaient pourtant indispensables, rencontrait des difficultés infranchissables jusqu'au jour où le gouvernement est intervenu énergiquement par la loi pétrolière du 18 mars 1932 pour protéger cette branche vitale de l'industrie polonaise.

SECTION II.

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE, LA MOTORISATION ET LE PROBLÈME DU PÉTROLE EN POLOGNE.

Un programme de motorisation ⁴⁸⁾ doit reposer sur un matériel explosif propre. Ce matériel explosif, à l'état actuel de la technique, c'est l'essence; les autres produits comme l'alcool, le benzol etc. ne peuvent avoir qu'une importance accessoire, c'est-à-dire qu'ils peuvent être mélangés à l'essence.

⁴⁸⁾ D'après la revue «Pologne Economique», N° 30 du 25. 7. 1936. L'industrie pétrolière et la motorisation — ing. Henryk O. K. Salomon de Friedberg.

La Pologne se trouve dans cette situation heureuse qu'elle possède sur son propre territoire des terrains pétrolières et une industrie d'extraction et de transformation capable de couvrir toute la demande actuelle des produits pétroliers et celle à venir.

En 1935, la production s'est élevée à 514.760 tonnes d'huile brute, on a transformé dans les raffineries 509.384 tonnes pour obtenir 468.609 tonnes de produits finis; 313.224 tonnes de produits ont servi à satisfaire la demande intérieure, l'exportation portait sur 169.801 t.

De tous les produits pétroliers ceux qui nous intéressent le plus au point de vue propulsion sont: l'essence et la gasoline, le pétrole, l'huile lourde, les huiles lubrifiantes et les graisses.

Rappelons que l'industrie polonaise d'extraction a fourni:

en 1909	—	2.053.150 tonnes d'huile brute,			
» 1913	—	1.071.040	»	»	»
» 1925	—	811.929	»	»	»
» 1935	—	514.761	»	»	»

Cette baisse constante de la production est provoquée par un épuisement lent, mais stable, des principaux terrains de Boryslaw, alors que l'on n'a pas encore découvert de nouveaux gisements. La question primordiale pour le maintien de cette industrie et de l'indépendance économique de l'Etat et, par conséquent, de la sécurité du pays, est donc celle des forages, aussi bien d'exploration que pour le maintien de la production. Il faut souligner que l'industrie pétrolière se trouve dans l'obligation d'effectuer sans cesse des forages, sinon un arrêt rapide de la production la menace.

Pendant la période 1927-1930, l'industrie polonaise effectua environ cent mille mètres de forages. Puis, à la suite de l'affaiblissement de l'industrie pétrolière provoqué par la baisse rapide des prix à l'exportation, conséquence directe de la surproduction mondiale des produits pétroliers, le nombre des mètres forés ne furent plus que de 58.478 mètres en 1932. Pendant les années suivantes,

à la suite de la stabilisation de la situation par la création de la P. E. N., les raffineries avaient tout intérêt à posséder de l'huile propre ou d'en effectuer des achats importants sur le marché, puisque les contingents étaient fixés d'après la quantité d'huile brute transformée. Les efforts de l'industrie de l'extraction redoublèrent aussi et c'est ainsi que l'on effectua en :

1933 — 66.901 mètres de forages

1934 — 77.933 » » »

1935 — 86.122 » » »

Cet effort, en tenant compte de la situation financière difficile de l'industrie pétrolière, a été très important, d'autant plus que la vente a subi une sensible diminution non seulement au point de vue quantitatif, mais également au point de vue prix moyen obtenu et, par conséquent, recettes.

Voici une comparaison entre les situations 1929/35 :

Année	Marché national			Exportation			Vente totale		
	Qté en milliers de t.	Prix moyen 100 kg.	Val. 1000 zl.	Qté en milliers de ton.	Prix moyen aux 100 kg.	Valeur en milliers de zl.	Qté en milliers de ton.	Prix moyen aux 100 kg.	Valeur en milliers de zl.
1929	394	41.29	162.700	252	24.90	62.800	646	34.89	225.500
1935	319	28.96	94.152	169	11.81	21.666	488	23.04	115.818
Baisse par rapport à 1929	75	12.23	68.548	83	13.09	41.134	158	11.85	109.682
en %	19 ⁰ / ₀	30 ⁰ / ₀	42 ⁰ / ₀	33 ⁰ / ₀	52 ⁰ / ₀	65 ⁰ / ₀	25 ⁰ / ₀	34 ⁰ / ₀	48 ⁰ / ₀

Actuellement les conditions financières des entreprises pétrolières polonaises, surtout des importantes, sont telles qu'il leur est presque impossible d'obtenir des capitaux de l'étranger. Ces entreprises sont par conséquent obligées de couvrir les dépenses avec le produit des ventes. Or, elles ne laissent pas de bénéfices et ne peuvent donc pas distribuer des dividendes et, à plus forte raison, rembourser les emprunts contractés. La cause doit en premier lieu être attribuée aux prix démesurés de l'huile brute indigène.

Le prix de l'huile polonaise de la principale marque de Boryslaw est en moyenne de zl. 13,50 aux 100 kg. (pour 1936, pour 1929 — zl. 19,02), celui des marques spéciales comme Torosowka est encore plus élevé et atteint zl. 18,90 et même zl. 19,00, alors que le pétrole brut roumain ne revient en moyenne en 1935 qu'à 49 leis, soit zl. 1,45, et les marques spéciales à 68,90 leis, soit zl. 2,17 aux 100 kg.

Les prix élevés de l'huile brute polonaise résultent de la cherté des forages par suite de la profondeur des puits et du faible rendement des terrains, qui presque tous sont en exploitation depuis plusieurs années. Alors qu'en Roumanie le rendement moyen annuel par puits est de 4.908 tonnes, en Pologne la production est à peine de 414 tonnes. La comparaison avec les autres Etats producteurs reste à peu près dans les mêmes proportions.

Dans ces conditions les prix sont encore beaucoup trop bas pour permettre aux producteurs de couvrir non seulement les frais d'exploitation et de forage, mais aussi le risque éventuel d'une production déficitaire d'un puits foré. Une nouvelle baisse de prix ne pourrait donc provoquer que l'abandon de l'exploitation des puits dont le rendement est le plus faible et, par conséquent, une diminution de la production et puis l'arrêt des forages par suite de manque d'argent.

Les frais de transformation de l'huile de Boryslaw se présentent en moyenne, pour l'ensemble de la production polonaise, de la façon suivante:

(aux 100 kg.)

Prix de 100 kg. d'huile	zl. 13,50,—	
Frais de raffinage, d'admin. etc.	» 4,72,—	
Administration générale et frais	» 1,00,—	
Amortissements	» 0,85,—	
Impôt sur le chiffre d'affaires	» 0,60,—	zl. 20,6700
Recettes pour 100 kg. d'huile transformée	» 19,7988	
Déficit		zl. 0,8712

Pour les grandes entreprises, celles qui exportent réellement et dont la part dans la vente à l'intérieur est moindre du fait que les petites raffineries ont le privilège de vendre la totalité de leur production sur le marché national, le déficit est plus élevé encore et atteint même parfois zl. 1,4198. Les raffineries s'efforcent de couvrir ce déficit par la production de produits spéciaux pour lesquels on peut obtenir un meilleur prix, par l'exploitation du gaz naturel ou encore en consommant la substance sociale elle-même. La meilleure preuve en sont les réserves insuffisantes, surtout de pétrole brut, un état technique archaïque et le fait que sur 15 grandes raffineries qui travaillaient avant, 9 seulement sont actuellement en activité.

En plus de cette cause essentielle dont souffre l'industrie pétrolière, il en existe encore une autre — la faible capacité de consommation à l'intérieur même du pays. Elle est le résultat des conditions économiques générales en Pologne et de la stagnation économique. Par contre, on ne peut pas dire qu'elle soit le résultat des prix élevés, car ils ne sont, en général, pas plus élevés en Pologne que dans d'autres pays européens dont la consommation de ces produits est importante. La preuve nous en est fournie par la baisse réalisée à deux reprises: le 1^{er} octobre 1934 le prix du pétrole lampant a baissé de 20,62% et le 15 décembre 1935 de 11,22% encore, soit en tout de 31,84% du prix de vente à la date du 1^{er} octobre 1934. Ces baisses ont causé des pertes sensibles au Fisc en le privant d'une recette de zl. 3.365.450,— (réduction de l'impôt de consommation), aux chemins de fer de l'Etat qui ont encaissé zl. 6.000.000,— de moins par suite de la réduction des tarifs de transport sur les produits pétroliers, au commerce et à l'industrie du pétrole en les privant d'une recette de zl. 14.391.888. Le sacrifice total s'est donc élevé à zl. 23.757.388 pour obtenir une augmentation de la vente de 7 à 8% (des statistiques exactes manquent encore). Il résulte donc de ce qui précède que pour assainir et fortifier l'industrie pétrolière et en faire un élément capable

de couvrir tous les besoins de l'Etat dans ce domaine, il faut avant tout trouver de nouveaux terrains suffisamment riches en pétrole qui couvriraient non seulement les besoins des raffineries, mais permettraient, avec des frais de production moindres de baisser les prix sur le marché national et de concurrencer avantageusement les produits similaires sur les marchés étrangers.

Les conditions géologiques de la Pologne ainsi que des travaux de recherches très avancés permettent d'affirmer qu'il existe sur le territoire polonais des terrains pétrolifères ignorés jusqu'à présent. C'est pour cela que la politique du Ministère du Commerce et de l'Industrie est depuis quelque temps menée dans le but de maintenir le mouvement des forages en affectant l'ensemble des recettes nettes des produits pétroliers à des forages ou à des subventions accordées aux producteurs proprement dits, et en créant la demande de l'huile brute à des prix relativement élevés.

Une autre anomalie de l'industrie pétrolière polonaise est la faible consommation à l'intérieur du pays. Elle oblige les raffineries à vendre la majeure partie de la production à l'étranger sans arriver à couvrir seulement les frais de la matière première, l'industrie étant obligée de vendre à n'importe quel prix pour obtenir des fonds de roulement indispensables.

La consommation par tête d'habitant, excessivement basse (9,6 kg. en 1935), se concentre surtout sur le pétrole lampant (3,6 kg.), alors que les industries mondiales se basent surtout sur l'essence et les huiles de graissage pour automobiles.

Il faut chercher à augmenter la consommation et le moyen qui y conduit: c'est la motorisation. Il y a réciprocity entre les deux problèmes, car la motorisation exige une industrie pétrolière saine, et pour assainir l'industrie pétrolière il faut développer la motorisation du pays.

Nous ne croyons pas que le prix de l'essence soit la seule cause du faible développement de la motorisation

en Pologne, car une comparaison ⁴⁹⁾ des prix de l'essence dans de différents pays nous permet de constater que le prix de détail pratiqué en Pologne est un prix moyen, par contre, dans les pays où la motorisation est très développée, comme en France, Allemagne, Suisse et Italie, il est beaucoup plus élevé.

Pour bien illustrer ce phénomène nous reproduisons un article paru dans la Revue Pétrolifère ⁵⁰⁾.

«L'industrie pétrolière polonaise se trouve, depuis quelques années, dans une situation critique. La consommation intérieure presque insignifiante — la Pologne, avec ses 33 millions d'habitants, consomme vingt fois moins de produits pétroliers que la France — l'exportation forcée à des prix qui sont nécessairement faibles par rapport au prix de revient du pétrole polonais qui est assez élevé, sont les raisons profondes du déclin de l'industrie pétrolière. La Galicie qui occupait avant la guerre une place importante dans la production mondiale, fournit actuellement un peu plus que l'Allemagne, qui passe pour un pays dépourvu de pétrole.

Il est assez paradoxal de constater que les gouvernements qui se sont succédés depuis une dizaine d'années et qui ont eu pour premier souci d'augmenter le potentiel militaire du pays — chose naturelle étant donné la situation géographique de la Pologne — aient complètement méconnu le rôle capital du pétrole dans le Domaine de

⁴⁹⁾ Prix de détail au poste distributeur — mai 1936.

	Monnaie nationale	en zl.
Londres (Angleterre)	1,6 d.	0,42
Madrid (Espagne)	0,76 Pesetas	0,48
Budapest (Hongrie)	0,54 Pengöes	0,53
Vienne (Autriche)	0,58 Schillings	0,59
Prague (Tchécoslovaquie)	2,90 Couronnes	0,64
Varsovie (Pologne)		0,68
Zurich (Suisse)	0,43 Frs. S.	0,74
Paris (France)	2,10 Frs. Frs.	0,74
Berlin (Allemagne)	0,35 RM.	0,75
Rome (Italie)	3,66 Lires	1,28
Bucarest (Roumanie)	12,00 Leis	0,39
Anvers (Belgique)	2,20 Frs. b.	0,39

⁵⁰⁾ Revue Pétrolifère N° 703 du 3 octobre 1936.

la Défense Nationale. Il est hors de doute que la production actuelle de 500.000 tonnes par an pourrait être augmentée dans une mesure importante, si le besoin s'en faisait sentir, les réserves de pétrole en Pologne étant estimées à 160 millions de tonnes et c'est là probablement un chiffre minimum. Mais il est difficile de demander aux capitaux une activation des forages et une augmentation de la production, si celle-ci doit servir à une exportation ruineuse. Au contraire, l'industrie aurait avantage à diminuer la production et à la ramener au taux de la consommation pour éviter ainsi des pertes dues à l'exportation forcée. On peut s'en faire une idée en considérant que la vente d'un kg. d'essence à l'intérieur représente, par rapport à l'exportation, une plusvalue égale à zl. 0,29 (soit frs 0,82). On arrive ainsi à cette deuxième conclusion paradoxale: grâce à une politique de pétrole nettement nuisible aux intérêts économiques de la nation, l'industrie du pétrole doit, pour pouvoir vivre, réduire d'environ 40% son potentiel de production et se cantonner strictement dans les limites de la consommation intérieure. En effet, par suite de conditions géologiques particulières, le pétrole polonais ne peut concurrencer, sur les marchés mondiaux, ni le pétrole russe, ni le pétrole roumain, ni encore moins le pétrole américain. C'est là une considération qui devrait présider à la politique pétrolière polonaise. La seule solution qui permettrait d'éviter la ruine et l'anéantissement de l'industrie du pétrole est l'augmentation de la consommation intérieure, c'est-à-dire la motorisation.

Rappelons qu'il existe 25.300 automobiles en Pologne, soit une voiture pour 1200 habitants. Cette situation est très préjudiciable au potentiel militaire du pays et l'on peut se demander à juste titre quelle a été la politique suivie à ce sujet? La réponse est simple: par suite d'une politique de transports mal comprise, tous les gouvernements successifs se sont efforcés de favoriser le chemin de fer et le cheval au détriment de l'automobile. Les transports par automobiles sont soumis à un système sévère de licences, et quant aux automobiles privées, elles sont con-

sidérées par le fisc comme un objet de luxe et constituent un signe extérieur évident de richesse. Il est clair que, dans ces conditions, et nous laissons de côté les autres facteurs, tel le mauvais état des routes, — la Pologne soit restée un des pays les moins mécanisés du monde.

Il semble toutefois que cet état de choses ait déterminé une réaction assez vive dans les milieux polonais et qu'il soit appelé à disparaître dans un avenir peu éloigné. En effet, à la suite de la campagne italo-abyssine, qui a montré le rôle primordial du matériel mécanique et de l'approvisionnement en carburant en temps de guerre, un fort courant d'opinion s'est dressé en faveur de l'automobile et du pétrole.

Le gouvernement s'est d'abord efforcé d'abaisser le prix de l'automobile à la suite d'un accord intervenu entre la maison polonaise Lilpop, Rau & Lœw et la General Motors.

Il compte également abaisser le prix de l'essence en diminuant les impôts communaux, la taxe de consommation, la taxe prélevée pour le fonds routier, les tarifs de transport, et en demandant évidemment un sacrifice de plus à l'industrie du pétrole. Cela ne représenterait d'ailleurs, d'après les milieux officiels, aucun sacrifice pour l'industrie du pétrole, car la perte résultant d'un abaissement du prix de l'essence serait compensée par la plus-value de zl. 0,29 par kg. que représente la vente à l'intérieur par rapport à l'exportation. Or, la diminution projetée de zl. 0,10 par litre entraînerait une perte de 3.500.000 zl. pour l'Etat et 4.600.000 zl. pour l'industrie du pétrole, soit respectivement 10 et 13 millions de francs. Ces chiffres paraissent peut-être faibles, mais il ne faut pas oublier qu'ils représentent, par rapport au franc, le triple en pouvoir d'achat, de sorte qu'ils correspondraient en France respectivement à 30 et 40 millions. Pour que l'industrie pétrolière puisse récupérer cette perte de 4,6 millions de zl. il faudrait que la consommation d'es-

sence augmentât de 16.000 tonnes par an, soit de 25%, ce qui correspondrait à une augmentation du nombre de voitures de 18.000 à 20.000 environ.

Cette diminution risque d'avoir un effet fatal sur l'industrie du pétrole déjà si gravement touchée; elle entraînerait automatiquement une diminution de l'activité des forages, une baisse des salaires et serait, en somme, un remède propre à tuer le patient.

D'autre part la motorisation, pour être efficace, ne doit pas être basée uniquement sur les voitures privées: il faudrait favoriser surtout les transports routiers, abandonner le système de concessions et revenir à une politique des transports plus libérale. Le Gouvernement polonais n'a pas encore fait connaître ses intentions. Par ailleurs, le problème de la motorisation de l'armée devient des plus urgent.»

*
**

La visite à Varsovie du général Gamelin, chef de l'Etat-Major français, et celle à Paris du généralissime polonais, maréchal Rydz-Smigly, ne sont pas indifférentes à ce problème.

Nous croyons savoir que les pourparlers menés entre les deux hommes d'Etat portaient sur la question de la motorisation de l'armée polonaise. Un emprunt à contracter en France devrait couvrir les dépenses. Ce projet fut voté à l'unanimité par le parlement français et la diète polonaise.

CHAPITRE VIII.

LES DÉBOUCHÉS EXTÉRIEURS.

SECTION I.

L'EXPORTATION.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la Pologne, n'arrivant pas à absorber la totalité de sa production, se trouve dans l'obligation d'exporter.

En examinant le problème de l'exportation, la première question qui se pose est de savoir où vont et où peuvent aller les produits pétroliers polonais?

Il suffirait pour cela d'étudier la carte géographique pour se rendre compte que, de par sa situation même, la Pologne est toute désignée à assurer l'approvisionnement en pétrole de l'Europe Centrale. Toute sa production actuelle a donc un débouché dans le pays même, puis sur les marchés situés le plus près des frontières polonaises, c'est-à-dire les pays successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, comme l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, ainsi que l'Allemagne et la Yougoslavie. Dernièrement même, un courant d'exportation s'établit vers les pays baltes et les pays scandinaves.

La France est évidemment un peu loin de la Pologne; mais c'est précisément en ce qui concerne la France que la situation est assez paradoxale, comme l'indiquait, il y a quelques années, une revue industrielle belge. Lorsque la Pologne expédie une citerne de produits pétroliers en

France, elle en envoie beaucoup plus en Allemagne ⁵¹⁾, pourtant ce pétrole a été extrait à l'aide de capitaux français ⁵²⁾, raffiné dans des raffineries françaises, transporté probablement dans des wagons d'origine française, mais vendu sous une étiquette polonaise. Il en résulte donc, ajoute cette revue, que c'est la France qui donne l'argent et l'Allemagne qui reçoit la marchandise.

La difficulté, nous en convenons, réside dans le problème du transport. Or, pour cela il n'y a que deux moyens à envisager: les transports par mer et les transports par terre. Dans le premier cas il n'y a qu'une seule voie: celle passant par Dantzig, ville en principe juridiquement libre, mais en réalité sous l'étroite prédominance de l'élément allemand.

Dernièrement, des expéditions importantes se font également par Gdynia, le nouveau port polonais.

Par terre — deux voies sont possibles: l'une par l'Allemagne du Nord vers Strasbourg, l'autre par la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Suisse vers Mulhouse.

Pourtant malgré les difficultés qui existent, malgré les barrières douanières qui ont été élevées par tous les pays après guerre et qui empêchent le libre échange, on peut transporter une citerne de pétrole du bassin minier de Boryslaw à Mulhouse en passant par la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Suisse sensiblement aux mêmes conditions que par l'Allemagne du Nord à Strasbourg. Les obstacles ne sont donc pas infranchissables et la question des transports internationaux du pétrole polonais, par une convention internationale, mérite d'être sérieusement étudiée, car la France ne pourrait qu'en tirer profit.

⁵¹⁾ D'après *Pétroleum* 1936, N^{os} 1 et 23.

Année	Allemagne	France	Date	Allemagne	France
1925	66.115 t.	4.984 t.	1930	14.473 t.	10.123 t.
1926	24.826 t.	13.625 t.	1931	12.879 t.	5.106 t.
1927	20.761 t.	6.647 t.	1932	10.343 t.	3.159 t.
1928	17.061 t.	10.047 t.	1933	14.223 t.	4.995 t.
1929	19.272 t.	11.149 t.	1934	7.292 t.	1.654 t.
			1935	1.284 t.	41 t.

⁵²⁾ Voir chapitre: Le Financement des Entreprises.

Pour bien souligner l'importance de cette question il suffirait de répéter ce que disait la revue «Sciences et Industrie» dans un numéro spécial consacré à l'effort industriel français en Pologne, en s'adressant à ceux qui, depuis des années, ont possédé en France le monopole des essences et des pétroles :

«La simple réflexion et le simple examen de la puissance de production de la Roumanie et de la Pologne et de la puissance des moyens de transport que nous venons d'indiquer, devraient cependant persuader ces hautes personnalités du monde pétrolier, que le courant susceptible de s'établir avec la Pologne et la Roumanie serait peut-être suffisant pour assurer, en temps de guerre, la marche de notre aéronautique, mais que, en temps de paix, les quelques milliers de wagons qui pourraient être importés de Pologne ne peuvent, en aucune manière, représenter un danger commercial pour eux et leur faire perdre le fruit de leur situation privilégiée. L'intérêt général des Français ne se trouverait même pas en opposition avec les intérêts particuliers des grands pétroliers français et de leurs amis d'outre-mer» ⁵³⁾.

La France a donc tout intérêt à s'occuper de cette question, ne serait-ce que pour sauvegarder les intérêts des épargnants français qui ont placé leurs économies dans les entreprises pétrolières en Pologne.

La consommation à l'intérieur du pays étant, comme nous l'avons dit, très faible, l'industrie pétrolière polonaise est obligée d'exporter un pourcentage assez élevé de sa production. Mais les quantités des produits dont dispose l'industrie pétrolière polonaise pour l'exportation sont trop peu importantes, surtout lorsqu'on les compare à la consommation de certains pays importateurs et à la quantité considérable de produits similaires jetés sur les marchés, pour pouvoir exercer une influence quelconque sur les prix. Il faut encore souligner que les exportateurs polonais se trouvent, non seulement en présence d'une

⁵³⁾ Voir Jules Legendre: Les Pétroles Polonais.

concurrence organisée de la part des autres pays producteurs, mais qu'ils se font concurrence eux-mêmes, ceci à la plus grande satisfaction des acheteurs, et occasionnent ainsi des pertes évidentes à l'industrie pétrolière polonaise tout entière; ceci au moins jusqu'à la création de la P. E. N

D'autre part, les conditions naturelles difficiles d'exploitation et les lourdes charges obligent l'industrie pétrolière polonaise à produire à des prix bien plus élevés que les industries similaires des autres pays. Sur les marchés étrangers, les produits pétroliers polonais se trouvent en face d'une concurrence américaine, russe ou roumaine vendant à des prix bien plus bas les mêmes produits. L'industrie pétrolière polonaise est donc obligée, pour renouveler son fonds de roulement, de vendre à perte sur les marchés étrangers. Les pertes ainsi subies à l'exportation ne peuvent qu'en une certaine mesure être récupérées sur les produits vendus à l'intérieur du pays et, de ce fait, le résultat financier est finalement très faible, souvent même déficitaire.

Pour y remédier on a souvent envisagé des projets tendant à limiter la production à la demande de la consommation du pays pour en faire une industrie d'une importance moindre, mais rentable, et ainsi laisser les réserves de pétrole dans les gisements jusqu'au jour où un relèvement des prix mondiaux s'imposerait. La commission d'enquête de 1928 laissait également entrevoir cette possibilité.

Abstraction faite du principe de l'impossibilité de réaliser un tel projet avec une organisation privée et capitaliste de l'industrie, où les entreprises cherchent à augmenter la production pour améliorer la rentabilité de l'extraction par un rendement plus élevé en répartissant les frais d'exploitation sur la plus grande quantité possible et celle du raffinage par la transformation d'un grand volume de matières, ce moyen serait très dangereux du point de vue de la sécurité nationale. Tout d'abord, une industrie adaptée aux besoins de la con-

sommatum en temps de paix ne couvrirait nullement les besoins de l'armée en cas de guerre; d'autre part, l'adaptation de la production à la consommation ne pourrait se faire que dans une période de plusieurs années en abandonnant ou en limitant le nombre des forages. Or, entre temps, les besoins intérieurs peuvent se développer, et alors la Pologne se trouverait dans l'obligation d'importer des produits pétroliers finis ou de l'huile brute jusqu'au moment où sa propre industrie serait capable de satisfaire les besoins du marché national.

Voici le tonnage des produits pétroliers exportés par la Pologne à destination des pays ci-dessous. 1929-1935 en tonnes ⁵⁴⁾:

Pays	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Allemagne	19.272	14.473	12.879	10.343	14.223	7.292	1.284
Amérique	15	—	—	—	—	—	—
Angleterre	151	1.462	997	1.725	1.126	3.370	54
Belgique	202	539	565	1.848	517	89	10
Bulgarie	31	29	—	60	63	38	19
Dantzig	—	—	—	—	31.818	—	—
loco	20.007	29.653	29.949	28.872	—	62.105	56.010
Dantzig							
transit	59.576	40.874	43.108	53.441	30.888	—	—
Danemark	2.452	1.568	3.385	2.480	2.184	3.557	1.224
Espagne	—	—	—	—	—	229	81
Finlande	—	—	—	—	10	10	—
France	11.149	10.123	5.106	3.159	4.995	1.654	41
Gdynia	—	—	—	—	—	4.398	11.244
Grèce	482	833	241	407	924	679	641
Hongrie	3.469	2.189	1.350	1.128	688	739	943
Italie	4.169	1.543	1.641	684	1.494	455	221
Lettonie	4.276	3.660	4.357	2.674	3.535	1.807	1.592
Lituanie	899	2.321	1.051	302	250	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	410	146
Norvège	—	—	—	—	—	381	112
Palestine	—	10	—	—	—	6	—
Pays-Bas	—	2.720	1.486	132	10	—	9
Portugal	—	—	—	—	—	286	—

⁵⁴⁾ Composé d'après Petroleum 1936 et Schwarz: Petroleum Vademecum XI^e édition.

Pays	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1934
Roumanie	327	419	274	206	204	83	—
Sarre	—	—	—	—	—	288	30
Suisse	16.687	15.775	16.627	15.554	15.334	23.403	22.403
Suède	3.084	1.929	2.428	2.184	1.975	1.519	797
Tchécoslov.	63.649	46.156	76.476	86.730	86.745	81.966	62.676
Turquie	—	—	—	—	—	6	7
Yougoslavie	3.238	1.858	2.051	1.893	1.865	1.929	2.365
Pays divers	1.255	1.935	495	142	537	—	—
	248.768	192.174	219.475	222.324	227.017	203.062	169.844

SECTION II

LE DUMPING.

L'industrie pétrolière polonaise est obligée d'exporter⁵⁵⁾; et nous avons vu que le gouvernement tenait à ce que l'exportation soit organisée, à en juger par son intervention dans la création de la P. E. N., en vue de la politique poursuivie: celle du dumping.

Rappelons que la politique du dumping consiste à vendre une marchandise dans le pays importateur à un prix inférieur à son prix courant dans le pays de production, et parfois même inférieur à son prix de revient⁵⁶⁾. D'après la définition même, il existe donc plusieurs façons de pratiquer le dumping. Tout d'abord, le cas où les prix des produits exportés qui, bien que vendus à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché national, permettent de couvrir entièrement le prix de revient, indépendamment du volume de la production. Cette pratique de dumping est inoffensive et l'économie nationale ne perd rien à le pratiquer, puisque l'exporta-

⁵⁵⁾ D'après «La Revue Economique», N° 9 de 1936, la valeur des produits pétroliers polonais vendus de 1928-1935 tant à l'intérieur qu'à l'extérieur était: (en millions de zlotys; 1 zloty = Frs. 2,88).

1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
230,5	225,5	206	171	141	126	116	115,8

On remarquera que les rentrées de fonds pour les produits vendus en 1935 ne représentent que 50% de celles de 1928.

⁵⁶⁾ Voir P. Reboud: Précis d'Economie Politique, t. II, 4° édition, p. 269.

tion n'est pas déficitaire. Dans d'autres cas, les prix ne couvrent pas le prix de revient ou ne couvrent qu'une partie des frais de production et alors l'exportation est déficitaire.

Comme pour bien d'autres industries, c'est ce dernier mode de dumping que la Pologne pratique, en ce qui concerne l'industrie pétrolière, car dans le cas qui nous occupe, les produits pétroliers polonais doivent nécessairement être vendus à des bas prix pour concurrencer les produits pétroliers américains, russes ou roumains.

Mais pourquoi la Pologne le pratique-t-elle?

C'est parce qu'elle admet que l'économie nationale perdra moins à l'exportation qu'à son arrêt. Il faut en effet prendre en considération que ce déficit est de telle sorte que l'économie nationale ne saurait rien gagner à l'abandon du dumping, car il se pourrait même qu'après son arrêt les prix du marché intérieur soient plus élevés du fait de la répartition des frais de production sur un nombre moins élevé de produits.

Le dumping sert, en Pologne, à la défense contre le chômage, à éviter le fléchissement des recettes fiscales et même à provoquer leur augmentation ainsi qu'à maintenir le change favorable.

Pour la Pologne, pays pauvre en capitaux, où le pouvoir d'achat de la population est peu élevé, incapable d'absorber sa production, l'exportation devient une nécessité.

Il faut encore ajouter que la balance commerciale polonaise occupe, dans la balance des comptes, la première place. Le déficit de la balance des comptes était compensé par des crédits étrangers à court terme. Mais dès la fin de 1929, par suite de la crise mondiale, et surtout en 1930, 1931 et 1932, les retraits de capitaux s'effectuaient en masse et la dette extérieure de la Pologne n'était en 1932 que de 900 millions de zlotys, contre 1.900 millions en 1930. Pour couvrir le déficit il fallait donc soit

exporter de l'or, soit augmenter le volume des exportations pour obtenir des devises étrangères. Comme la banque d'émission, la Banque de Pologne, n'avait presque pas d'or (deux milliards de francs env.), il fallait nécessairement se retourner vers la deuxième solution. C'est la raison pour laquelle le gouvernement polonais tenait tant à organiser l'exportation, non seulement de l'industrie pétrolière, mais de toute industrie susceptible de livrer des marchandises à l'étranger. C'est ainsi que la balance des comptes est devenue favorable et représentait un solde créditeur de 604 millions de zlotys en 1930-31 grâce à l'exportation au moyen du dumping qui se chiffrait par 1.695 millions de zlotys pendant la même période; la part de l'industrie pétrolière y était de 90 millions de zlotys environ.

Pour accomplir ce tour de force il fallait une forte organisation à l'intérieur du pays et à l'extérieur. Or, seul un cartel reposant sur des bases solides pouvait donner cette sécurité.

Nous avons souligné dans un chapitre précédent la disproportion qui existe entre l'industrie de l'extraction et celle du raffinage, cette dernière pouvant transformer exactement le double de la production polonaise actuelle de l'huile brute. Il n'en était pas de même avant la guerre où la production était largement supérieure à la capacité de transformation des raffineries polonaises. Au lendemain de la guerre le gouvernement avait fait appel à l'initiative privée qu'il stimulait pour la remise en marche des raffineries détruites et endommagées pendant les hostilités ⁵⁷⁾.

⁵⁷⁾ Biedermann B. A., op. cité, p. 5 et art. de B. Goldmann: «Die Erdölwirtschaft nach der Zerstörung der österreichisch-ungarischen Monarchie» *Petroleum* 1936.

Des pertes énormes ont été subies par l'économie polonaise après la guerre mondiale, la guerre avec l'ukraine et l'invasion russe. Charles S. Vevey estime les pertes de toutes les branches de l'économie polonaise à \$ 1.814.946.000. D'après le bureau des Travaux du Congrès, les pertes de l'industrie pétrolière s'élevaient

L'affaiblissement persistant de la production a conduit le gouvernement polonais, en mal d'argent, à adopter une politique qui a failli mettre bien des sociétés dans une situation difficile et qui, si elle devait continuer à sévir, eût rendu impossible plus d'une exploitation.

Dans le but de réserver à ses propres usines le raffinage de la totalité de ses disponibilités de brut, le gouvernement polonais avait limité l'exportation de l'huile brute. Suivant l'exemple du gouvernement autrichien, il avait réquisitionné l'huile brute sans même en fixer les prix. Les autres raffineries n'étaient pas alimentées et les propriétaires de «brutto» se trouvaient payés — quand ils l'étaient — à des prix souvent inférieurs de 60% aux prix de vente normaux. Les prix intérieurs étaient fixés et l'exportation rendue impossible, puisque les devises obtenues à l'exportation devaient être livrées au gouvernement qui remettait aux exportateurs en contre-partie des marks polonais à un cours conventionnel fixé par le Ministre des Finances⁵⁸).

On comprendra facilement le tort causé à l'industrie pétrolière par cette politique. Cette situation devait changer après l'accord franco-polonais, signé le 6 février 1922, qui, avec de nouvelles taxes, a amené le retour à la liberté du commerce et la libre disposition des devises. Depuis, le commerce a été à nouveau réglementé et la liberté de disposer des devises n'a duré que jusqu'au mois de juin 1936, puisque, pour contrôler le marché des changes, le gouvernement polonais a introduit à cette date une nouvelle réglementation de devises étrangères et un contrôle sévère analogue à celui du système allemand actuel, mais moins rigide et rigoureux que ce dernier.

à 250.000.000 de couronnes-or. Rien qu'à Boryslaw on a brûlé pendant la guerre 219 puits, des réservoirs pouvant contenir 167.000 citernes de pétrole à 10 tonnes et 330.000 tonnes de pétrole brut. La guerre terminée, l'industrie pétrolière polonaise se trouvait en ruines et complètement désorganisée et exigeait non seulement des réparations et changements, mais une reconstruction complète.

58) Voir Jules Legendre, op. cité.

CHAPITRE IX.

LA CARTELLISATION.

SECTION I.

LES PREMIERS ESSAIS D'ENTENTE.

De par sa situation et les conditions difficiles dans lesquelles elle travaille, l'industrie pétrolière polonaise, tant d'extraction que du raffinage, fait preuve, à l'exception de quelques entreprises particulières, d'une tendance à s'organiser.

L'introduction du système canadien de forages a provoqué, pendant la période de 1884 à 1906, une surproduction formidable par rapport aux moyens de transformation de l'industrie polonaise du raffinage de l'époque. Ce qui était le plus grave, c'est que l'industrie de l'extraction n'avait pas à sa disposition de moyens d'emmagasiner les quantités de pétrole brut qui dépassaient de beaucoup les besoins de la consommation immédiate et de celle des raffineries. L'effet du regorgement d'huile brute ne se laissait pas attendre et une chute vertigineuse des prix menaçait de ruiner les entrepreneurs de forages.

La nécessité d'une organisation était évidente pour remédier à cette situation plus que critique et qui menaçait de tuer l'industrie pétrolière de Galicie dès sa naissance.

Ce fut la genèse de la première entente entre producteurs de pétrole brut. Le groupement des producteurs a obtenu en effet du gouvernement autrichien un crédit important pour la construction de réservoirs d'emmagasinement. Ainsi, malgré une production abondante, les pro-

ducteurs n'étaient pas obligés de vendre à n'importe quel prix le pétrole brut dont il fallait se débarrasser coûte que coûte faute de pouvoir l'emmagasiner.

C'est vers cette même époque que fut créée la «Pétroléa», organisation qui avait pour but de défendre les intérêts des producteurs et des raffineurs et de solutionner les litiges qui pouvaient intervenir entre les entreprises d'extraction et de raffinage.

La «Pétroléa» devait avant tout assurer aux producteurs de brut l'écoulement de la totalité de leur production à un juste prix en le livrant aux raffineries. Un système assez ingénieux fut adopté: pour permettre aux producteurs de brut de continuer les travaux, la «Pétroléa» leur versait un acompte de 60% environ sur le prix fixé, la différence n'était exigible qu'après le paiement effectué par la raffinerie après transformation et qui, en attendant, recevait la matière première à crédit.

Il est évident que l'équilibre que l'on voulait y introduire ne pouvait être complet, car dès 1896, les raffineries préférèrent l'approvisionnement individuel en matière première à l'approvisionnement collectif à un prix fixé d'avance, puisqu'elles pouvaient l'obtenir à meilleur compte du fait de la surproduction et de la concurrence entre producteurs. Pour y remédier la «Pétroléa» devait exporter, sans aucun dommage d'ailleurs pour l'industrie nationale, l'excédent de la production par rapport à la capacité de transformation. Il est étonnant de remarquer que déjà à cette époque on pratiquait deux prix de vente différents: l'un, plus élevé, pour la vente dans le pays, l'autre, moins avantageux, pour l'exportation. Cela n'était donc rien d'autre que le dumping. Alors que le prix était fixé à l'intérieur au niveau de 4 couronnes les 100 kg., le prix à l'exportation n'était que de 1,80 couronnes. L'exportation qui devait assurer aux producteurs un moyen d'écouler le pétrole brut échoua à cause du manque de matériel roulant.

Comme les raffineries se désintéressaient en général de l'organisation de l'industrie pétrolière, les producteurs

n'étaient jamais sûrs de pouvoir écouler leur production. De ce fait, la situation de la «Pétroléa» devint critique et elle disparut finalement en 1908, sans payer aux producteurs le solde qui leur était dû et sans même avoir publié le bilan et le compte rendu de la dernière année de son existence et activité.

Après la guerre la situation changea radicalement, car la politique du gouvernement autrichien était celle de pillage pour assurer à tout prix l'approvisionnement en pétrole des armées de l'empire. La disette de pétrole succéda à l'abondance de cette matière première. Les raffineries qui avaient préféré avoir les mains libres pendant la période d'abondance pour profiter des bas prix, changèrent radicalement d'attitude et se rendirent compte qu'une entente était indispensable pour surmonter les difficultés qui surgissaient de partout. La nécessité d'une entente générale se fit sentir dès la prise du pouvoir par le gouvernement polonais qui plaça l'industrie pétrolière sous séquestre, en imitant en cela le gouvernement autrichien, et disposa de la propriété des industriels sans même les consulter, car sa puissance était très grande. Un particulier n'y pouvait rien faire, mais une entente groupant toutes les entreprises pétrolières aurait pu exercer une certaine influence sur la politique du gouvernement.

SECTION II.

LES CARTELS DE 1918 à 1926.

Cette nécessité a donné naissance à un cartel de vente pour l'exportation et 4 cartels de vente à l'intérieur du pays (pendant la période de 1918 à 1926).

Nous allons passer rapidement en revue ces différents cartels :

Le premier en date est le cartel d'exportation — le «POLRAF» = Union des raffineries polonaises de pétrole, créé en 1918 et transformé, peu de temps après, en une société «Polnaft».

Le «Polnaft» avait pour but de prendre en main le contrôle de l'exportation en vendant lui-même; il a largement profité de l'appui du gouvernement qui intervenait lui aussi comme raffineur par l'intermédiaire de la Polmin. Le rôle essentiel du «Polnaft» était donc celui d'un bureau central de ventes pour l'exportation, car aucune exportation de produits pétroliers ne pouvait avoir lieu sans l'autorisation du «Polnaft» et cette restriction concernait non seulement les membres de ce cartel, mais également les petites raffineries qui devaient présenter, aux autorités douanières à la frontière polonaise, un permis d'exporter, délivré par le «Polnaft» pour pouvoir sortir les produits pétroliers vendus à l'étranger.

Il s'agissait donc plutôt d'un cartel de vente placé sous le contrôle de l'Etat qui surveillait à cette époque toutes les exportations, mais comme l'Etat lui-même intervenait comme membre du «Polnaft» il lui était facile de surveiller l'exportation des produits pétroliers en particulier.

Mais pourquoi cette surveillance se demanda-t-on?

Le gouvernement polonais, en mal d'argent, obligeait les exportateurs, et dans le cas qui nous occupe, le «Polnaft», à verser les devises étrangères obtenues pour la vente des produits pétroliers sur les différents marchés, à un compte ouvert à son nom à la Banque de Pologne (= Banque d'émission) et le gouvernement polonais lui en remettait l'équivalent en marks que le «Polnaft» distribuait aux différentes raffineries au prorata de leurs livraisons. Cette politique devait marquer la fin du «Polnaft» qui fut liquidé en 1920.

Si le «Polnaft» contrôlait le marché extérieur, le marché intérieur était contrôlé successivement par plusieurs cartels de vente dans peu d'intervalle. Viennent dans l'ordre chronologique: «Centronafta» (1920), «Benzonafta» et «Krajonafta» (1921), puis l'Union Economique des Raffineurs d'Huiles Minérales de 1924 à 1926, appelée aussi tout court «L'Union».

Le but poursuivi par ces organisations était différent; ainsi les trois premiers cartels n'étaient que des organisations faisant fonction de bureau central de ventes à la manière du «Polnaft», avec la seule différence que le contrôle s'exerçait à l'intérieur du pays. Aucune expédition d'une raffinerie affiliée au cartel ne pouvait avoir lieu sans son autorisation, ceci pour qu'il puisse contrôler rigoureusement le marché. Le cartel recevait les commandes des livraisons à effectuer en gros et répartissait ensuite les contingents entre les raffineries. Le cartel intervenait donc comme contrôleur du marché intérieur et vendeur; il prenait la place des raffineries et intervenait surtout dans la fixation des prix. C'est sur ce terrain qu'il rencontrait les difficultés créées par les petites raffineries non affiliées au cartel et qui se mettaient à produire aussitôt que celui-ci élevait les prix.

Il était d'ailleurs toujours difficile, malgré la bonne volonté de plusieurs entreprises, d'arriver à une entente complète, car toutes les tentatives d'une organisation durable furent contrariées par la politique de la Vacuum Oil Co., affiliée à la Standard Oil Co., qui mettait tout en œuvre pour créer une mésentente entre les différentes entreprises pétrolières polonaises, pour empêcher ainsi le développement de l'industrie pétrolière en Pologne et pour pouvoir plus facilement contrôler les différents marchés de l'Europe Centrale.

En dépit de tous les obstacles et divergences, les entreprises pétrolières formèrent, le 1^{er} décembre 1924, l'Union Economique des Raffineurs d'huiles minérales.

Ce Cartel ne vendait pas les produits pétroliers comme le faisaient les précédents, mais s'occupait surtout à fixer les contingents et à les répartir entre les différentes raffineries en leur désignant un rayon de vente et en fixant les prix de gros et de détail.

Les raffineries suivantes faisaient partie de cette Union ⁵⁹⁾:

⁵⁹⁾ Biedermann B. A., op. cité, p. 75.

— «Polmin», Raff. de l'Etat à Varsovie	Raff. à Drohobycz
— «Dros», Raff. d'Huiles Minérales	» » »
— «Dziedzice» S. A. à Lwow	» » Dziedzice
— «Galicja» S. A. à Lwow	» » Drohobycz
— «Fanto» S. A. à Varsovie	» » Ustrzyki
— «Jaslo» Ets. Industriels et Pétroliers à Jaslo	» » Jaslo
— S. A. pour l'Ind. Pétrolière	» » Lwow-Zniesienie
— Gartenberg & Schreier à Jaslo S. A.	» » Jaslo
— «Jedlicze» S. A. à Lwow	» » Jedlicze
— Sté Pétrolière Galicienne des Carpathes S. A.	» » Glinik-Marjampolski
— «Limanowa» S. A. à Varsovie	» » Limanowa
— «Nobel-Frères» à Varsovie	» » Libusza
— «Pétrole Polonais» S. A. Varsovie	» » Drohobycz
— «Nafta» S. A. Lwow	» » »
— S. A. pour l'Industrie Pétrolière, anc. Szczepanowski & Cie, Lwow	» » Peczenizyn
— «Trzebinia» s. à r. l. Lwow	» » Trzebinia
— «Tepege» Sté Minière, S. A. Varsovie	» » Iwonicz
— Vacuum Oil Co. à Czechovice	» » Czechowice

Le cartel fut constitué à une époque où la situation de l'industrie pétrolière était assez confuse tant au point de vue technique que financier, le relèvement des suites de la guerre incomplet et sa structure insuffisamment consolidée.

D'ailleurs, l'entente n'a pu être réalisée au sein même de ce cartel qui avait à lutter non seulement contre les outsiders, mais aussi contre la résistance de ses propres membres qui n'arrivaient pas à se mettre d'accord.

Ce cartel, créé en 1924, a dû être dissous en 1926 à la suite de conflits permanents d'intérêts entre les raffineurs, surtout avec la Polmin qui, comme entreprise d'Etat parmi des sociétés privées, se trouvait dans une situation privilégiée, posait des conditions que les autres raffineries jugeaient inacceptables, et menaçait de quitter le cartel. Les raffineries elles-mêmes ne considéraient ce cartel que comme provisoire, car, tout en ayant adhéré à

l'Union, elles avaient conservé les organisations de vente qu'elles possédaient, pour ne pas avoir à réorganiser le service onéreux de vente en cas de dissolution du cartel.

Le gouvernement polonais aurait d'ailleurs dû apporter plus d'intérêt à la réussite du cartel, car l'Etat, en sa qualité de raffineur de produits pétroliers, n'aurait pu retirer d'une entente que des avantages financiers considérables, d'autant plus qu'il lui aurait été facile d'assurer un succès au cartel et d'imposer des prix du fait de l'existence d'une barrière douanière protégeant l'industrie pétrolière polonaise contre l'importation de produits étrangers. Le conflit d'intérêts a toujours été trop considérable et la cohésion n'y a jamais été parfaite, malgré l'importante concentration de capitaux, pour arriver à un résultat positif.

SECTION III.

LA CRÉATION DE L'ASSOCIATION ÉCONOMIQUE DES RAFFINERIES.

Après la dissolution de l'Union, il n'existait plus de cartel jusqu'au mois de novembre 1927, date à laquelle on est parvenu à constituer, après de longs pourparlers et de difficultés qui avaient paru insurmontables, l'Association Economique des Raffineries d'Huiles Minérales. Sous l'influence de la crise violente que traversait l'industrie pétrolière polonaise, les raffineries se sont enfin rendu compte qu'une bonne entente loyale était infiniment plus profitable à tous que la lutte stérile qui ne se traduisait que par une perte pour toute cette industrie.

Le cartel de 1927 laissait à ses membres le droit d'écouler, par leur propre organisation de vente, le contingent fixé à condition toutefois d'observer les prix et les conditions de vente imposés par le cartel pour le marché intérieur. Quant à l'exportation, les membres étaient obligés d'observer un prix minimum, imposé par le cartel; mais par contre, ils étaient libres de vendre à

un prix supérieur et ne pouvaient qu'en retirer des avantages. Ceci avait été introduit pour supprimer la concurrence désastreuse à laquelle s'étaient livrés les exportateurs polonais entre eux et qui avaient vendu leurs produits 10 à 15% moins cher que les prix pratiqués normalement sur le marché.

La durée du cartel, auquel toutes les importantes raffineries polonaises, à l'exception de la Polmin, avaient donné leur adhésion, était fixée jusqu'au 30 septembre 1929; cependant la convention pouvait être dénoncée par les membres du cartel, mais pas avant le 30 avril 1928.

Les raffineries cartellisées avaient perdu de vue qu'aucun cartel ne peut exister dans l'industrie pétrolière polonaise sans la participation de la Polmin. Une entente sans elle n'est qu'une utopie, puisqu'elle est la plus importante raffinerie polonaise, d'autant plus que le cartel de 1927 avait limité son activité surtout au marché intérieur. On comprend difficilement cette tentative de vouloir maîtriser le marché intérieur sans l'appui de la Polmin.

SECTION IV.

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT.

Pour remédier au désordre qui semblait vouloir s'installer définitivement sur le marché intérieur et y régner en maître, le gouvernement posa des conditions de l'acceptation desquelles dépendait l'adhésion de la Polmin au cartel. Il exigea:

a) la réglementation du commerce intérieur et extérieur;

b) la création d'une société de forage et d'exploitation de terrains pétrolifères (Pionier S. A.);

c) un engagement de ne pas dissoudre le cartel avant 5 ans, et

d) la nomination au sein du cartel d'un commissaire d'Etat avec des pouvoirs de contrôler l'activité du cartel et de fixer le prix pour le marché intérieur, du moins en ce qui concerne le pétrole et l'essence.

Les raffineries n'avaient donc le choix qu'entre deux solutions, à savoir: accepter les conditions du gouvernement ou bien dissoudre le cartel qui n'avait aucune chance de pouvoir exister. Mais comme le cartel était la condition sine qua non de la vie future de l'industrie pétrolière tout entière, la convention fut finalement dénoncée le 30. 4. 28, après une dernière résistance de la Vacuum Oil Co. et la Standard-Nobel du groupe Standard Oil Co., et prit une forme nouvelle à partir du 1^{er} mai 1928, d'après les conditions posées par le gouvernement.

SECTION V.

LE CARTEL DE 1928.

Si la tentative a cette fois abouti, c'est que le gouvernement a, pour ainsi dire, obligé les raffineries à accepter les conditions posées, car son intention non déguisée était de transformer l'industrie pétrolière en une forte organisation capable de soutenir l'effort politique du gouvernement, d'assurer du travail régulier à un certain nombre d'ouvriers, d'organiser l'exportation sur une base solide et durable et surtout de combattre l'influence de certains groupements jugés dangereux.

Voici les principes réglementant le nouveau Syndicat des Raffineurs d'Huiles Minérales⁶⁰⁾:

a) Le contrat réglementant la vente dans le pays est prolongé pour 5 ans, c'est-à-dire jusqu'en 1933, et les réserves faites précédemment par certaines compagnies sont annulées: aucune compagnie ne pourra dénoncer le contrat avant l'expiration de sa validité. Le contrat d'huile brute qui prévoit l'arbitrage du Ministre du Commerce et de l'Industrie en cas de litige sur la distribution de l'huile brute entre les raffineries, est prolongé pour le même laps de temps.

⁶⁰⁾ M. Alberg, op. cité, Appendice XII, p. 34 et 35, *Messenger Polonais* du 19. 2. 1928.

b) Lorsque le cartel aura duré pendant 18 mois, c'est à-dire à partir du 30 avril 1929, les contingents fixés du contrat actuel ne seront plus valables et l'on introduira des contingents mobiles d'après les quantités traitées par chaque raffinerie. Comme la base du contingent maximum est calculée sur la base actuelle des raffineries, on a introduit une réserve et décidé que le contingent de la Polmin ne pourra pas descendre au-dessous de 18% du contingent total.

c) La vente des produits dans le pays et à l'exportation doit être centralisée par le bureau central de vente. Le principe énoncé plus haut s'applique au pétrole, à l'essence, à l'huile lourde et aux huiles légères. On s'efforce de fixer également des contingents pour les huiles lubrifiantes. En ce qui concerne la paraffine, dont la vente collective est déjà organisée pour l'intérieur, la vente à l'exportation devra être centralisée dans un bref délai.

d) Les maisons syndiquées doivent mettre à la disposition du cartel des fonds pour investigations de terrains et les forages de recherches. A cet effet, on prévoit un fonds de 15 à 20 millions de zlotys, pendant 5 ans.

e) Un fonds spécial servira à la propagande et à l'augmentation de la consommation dans le pays.

f) Le gouvernement se réserve le droit de veto en ce qui concerne les prix du pétrole et de l'essence sur le marché intérieur, ainsi que le droit de nommer un commissaire du gouvernement qui doit veiller à l'accomplissement des contrats et des conditions mentionnées plus haut.

Le nouveau syndicat différerait donc beaucoup des anciennes organisations qui n'étaient que des ententes sur les prix et le commerce intérieur.

Voici le texte de l'accord publié par «Le Courrier des Pétroles» du 17 mars 1928, sous le titre «L'accord du Cartel Polonais du Pétrole» ⁶¹⁾:

⁶¹⁾ B. A. Biedermann, op. cité, p. 88, 89 et 90.

Le représentants des compagnies affiliées au Syndicat du pétrole décident à l'unanimité de centraliser la vente en gros des produits pétrolifères aux conditions suivantes:

1. Les quotes-parts réservées aux raffineries seront attribuées aux sociétés en vertu des accords actuellement en vigueur. Sur ces quotes-parts chaque société prélèvera à sa propre disposition les quantités destinées à la vente aux prix départ entrepôt ou aux prix de détail. Le reste non utilisé des quotes-parts sera réservé à un Syndicat pour la vente en gros.

2. On entend par vente en gros toute vente au prix départ raffinerie à des commerçants (clients réguliers ou irréguliers).

3. On entend par organisme de vente des raffineries, des entrepôts propres ou affermés, appartenant depuis une date antérieure au 15. 11. 1927, soit aux compagnies affiliées soit à des commissionnaires dont les contrats de même que les garanties fournies par eux prouveront, d'une façon incontestable, l'existence d'un accord de commission.

4. Les compagnies s'engagent à présenter à la direction du Syndicat tous les contrats de commission, les pièces de garantie et les livres de comptabilité à l'effet de leur vérification.

5. Aucun organisme de vente n'aura le droit d'accroître les ventes qui lui sont réservées au delà des quotes-parts attribuées à sa propre raffinerie et aux commissionnaires de celle-ci.

6. La vente en gros des produits visés par l'accord à des commerçants s'effectuera par les soins du Syndicat.

7. Les compagnies s'engagent à présenter au Syndicat les listes de leurs clients réguliers et irréguliers.

8. L'acceptation de nouveaux clients peut se faire soit directement par les organes du Syndicat, soit indirectement par les organisations de vente des raffineries. Celles-

ci envoient les commandes reçues au Syndicat qui conclut le contrat de vente et répartit les commandes entre les diverses raffineries.

A la conclusion et à la répartition des marchés, le Syndicat doit tenir compte des quotes-parts locales réservées aux compagnies affiliées pour que ces quotes-parts soient maintenues dans les fractions correspondantes.

9. En principe, les factures doivent être adressées par le Syndicat à condition qu'il n'en résulte pas un double paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires. Si un tel effet ne peut être évité, les factures seront faites par les compagnies particulières à l'ordre du Syndicat. Le décompte et le roulement des fonds s'effectueront d'après le mode prévu pour la paraffine. L'accord définitif fixera les modalités de règlement des comptes et des virements de fonds.

10. La centralisation des ventes en gros entrera en vigueur pour l'essence le 15 février et pour les autres produits le 1^{er} mars.

11. Les sociétés s'engagent déjà avant la centralisation des ventes en gros, c'est-à-dire à partir d'aujourd'hui, à ne pas vendre les produits livrables en date du 31 mars.

12. Les livraisons en gros non effectuées seront déclarées jusqu'au 15 février en ce qui concerne l'essence et jusqu'au 1^{er} mars pour d'autres produits.

13. Après la centralisation des ventes les produits visés par l'accord ne pourront être vendus qu'au comptant. On ne doit s'écarter de ce principe qu'à la suite d'une décision prise par la «réunion des raffineries».

14. Toutes les questions faisant l'objet du présent accord seront régies par les dispositions relatives aux règlements de vente.

15. Le présent accord engage les compagnies jusqu'à la centralisation intégrale des ventes des produits conformément à la déclaration remise à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

SECTION VI.

LES CONSÉQUENCES DU CARTEL DE 1928.

Avant d'examiner la situation créée par le Syndicat constitué le 1^{er} mai 1928, rappelons les principes essentiels du cartel. «Un cartel est une entente librement conclue entre plusieurs entreprises d'une même branche de la production, qui se proposent d'exercer un monopole sur le marché et dont chacune conserve, avec son individualité, une partie de son indépendance économique» ⁶²⁾. Un cartel n'est donc pas une entreprise, mais une entente conventionnelle entre plusieurs entreprises ayant pour but de supprimer la concurrence dans la plus grande mesure possible et, par conséquent, de conquérir un monopole à plusieurs sur le marché. Chaque entreprise subsiste donc comme unité économique et juridique et tout en conservant la propriété de l'établissement, limite son indépendance sur certains points, conformément aux conventions qu'elle a librement signées avec ses concurrents.

Nous savons tous que les ententes entre producteurs sont devenues l'une des plus graves questions de la vie économique contemporaine du fait que leur but principal est d'agir surtout sur les prix de vente. Les cartels ne sont plus un phénomène passager, mais bien au contraire, un fait qui s'affirme de plus en plus et qui soulève de nombreux problèmes.

Les cartels faussent la marche des échanges en y introduisant un élément de bureaucratisation. Ils remplacent la libre répartition du revenu social par une répartition basée sur un contrat. Les cartels portent donc de ce fait atteinte à la liberté économique des producteurs qui n'ont pas participé à l'entente. D'autre part les cartels, s'ils conduisent à la monopolisation de fait de l'économie nationale et exerceraient ainsi une influence bienfaisante

⁶²⁾ P. Reboud: Précis d'Economie Politique, tome I, 7^e édit., 280 et 281.

sur la marche de la production, peuvent aussi facilement exploiter les consommateurs et entraver le progrès des forces productives nationales. Le monopole de fait dont le cartel dispose lui confère une certaine puissance dont il est tenté de profiter. C'est pour cela aussi que le gouvernement polonais s'est réservé le droit de contrôler l'activité de ces ententes et a fait voter une loi sur les cartels dont nous indiquerons plus loin les dispositions essentielles.

Voyons maintenant quelle était la situation créée par le nouveau Syndicat du pétrole.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le cartel fut conclu sous la pression du gouvernement, puisque les divergences d'intérêts des différents groupes de sociétés étaient trop grandes pour qu'elles adoptassent une politique unique et cohérente. Le gouvernement polonais ne pouvait voir d'un œil indifférent périr une branche de l'industrie qui intéresse tout particulièrement l'Etat et qui est indispensable à la défense nationale. Il s'agissait donc de prendre des décisions.

Ce qui empêchait l'entente, c'était la question du partage de l'huile brute, car il ne s'agissait pas seulement de fixer un contingent pour la fabrication et la vente, mais il fallait avant tout assurer aux raffineries une base certaine d'approvisionnement, d'autant plus qu'il existe trois sortes d'entreprises :

- les producteurs de brut,
- les producteurs-raffineurs et
- les raffineurs.

Le problème se posait surtout pour ces derniers, car les raffineries qui ne possédaient pas ou pas assez de matière première demandaient à ceux qui en avaient en quantité suffisante de partager avec eux, mais ceux qui avaient acquis le pétrole brut au prix de risques énormes, se souciaient très peu de l'adhésion de nouveaux membres, refusaient cette proposition. D'autre part, les raffineurs-

producteurs ne voulaient pas s'imposer le sacrifice et se priver d'une part de leur pétrole brut pour venir en aide aux raffineries moins favorisées.

Le Syndicat du pétrole devait donc avant tout s'occuper de la répartition du pétrole brut entre ses membres. La question fut réglée assez adroitement: chaque entreprise, membre du cartel, avait le droit de transformer dans ses raffineries son pétrole brut, mais pas en quantité supérieure à celle qu'elle transformait au moment de la signature de la convention. Une innovation devait être introduite dans ce sens que le surplus devait obligatoirement être livré à un organisme officiel: Le Bureau Central du Pétrole qui assurait la répartition entre les entreprises qui ne parvenaient pas à raffiner le contingent fixé faute de matière première. Dans cette répartition venaient d'abord les raffineries qui représentaient le plus grand écart entre le contingent fixé et la quantité effectivement transformée.

D'autre part, le Bureau Central du Pétrole achetait aux producteurs leur huile brute, la répartissait entre les raffineries et les mettait à l'abri des changements éventuels pouvant survenir dans la quantité de matière première à traiter.

Là où la difficulté apparaissait, c'était dans la fixation du contingent qui, du fait des variations de la production du brut, ne pouvait être déterminé une fois pour toutes, mais devait être rectifié chaque mois. Le contingent national était fixé chaque mois d'après la quantité de pétrole brut produite pendant le mois écoulé, puis ce contingent était partagé entre les différentes entreprises, membres du cartel, qui, pour faciliter le travail, devaient fournir chaque mois un détail exact des quantités transformées le mois précédent.

La répartition était faite d'après trois méthodes différentes:

1° Le contingent est alloué aux raffineries proportionnellement à leur production antérieure. Ce système stimule la production, car, n'ayant pu vendre à l'intérieur

du pays la totalité du pétrole transformé, la raffinerie exportera l'excédent et se verra attribuer pour le mois suivant un contingent plus fort. L'exportation, même à perte, devient alors intéressante, car la perte à l'exportation est suffisamment compensée par une vente accrue à l'intérieur à des prix largement rémunérateurs. Ce système est appelé «système de clef mobile», car le contingent dépend de la quantité traitée.

2° Le contingent alloué à une raffinerie représente un certain pourcentage fixé d'avance du contingent national. Pour trouver le contingent accordé à une raffinerie, il suffit de connaître le pourcentage du contingent national auquel la raffinerie a droit, la quantité globale pour l'ensemble des raffineries étant connue chaque mois. Le stimulant à l'exportation disparaît ici, au contraire, les entreprises qui disposent de tels contingents se bornent à raffiner dans les limites de leur droit, puisqu'elles n'ont aucun intérêt à exporter à perte.

3° L'application de l'un ou de l'autre de ces deux systèmes donnait lieu à des réclamations de la part d'une raffinerie ou de l'autre selon que le contingent était grand ou petit, suivant que l'exportation était importante ou restreinte. C'est pour cela que l'on préconise actuellement l'application du même système de répartition pour toutes les raffineries pour qu'elles soient toutes traitées sur le même pied d'égalité.

Le problème de la répartition étant réglé, il fallait s'occuper de celui de la vente. Ici, il faut distinguer entre la vente au détail et la vente en gros. Les ventes en gros devaient obligatoirement passer par le bureau central de vente créé par le Syndicat. C'est à ce bureau que les négociants en gros effectuaient leurs achats. Ces marchands de gros, malgré les engagements pris de ne vendre qu'aux prix fixés par le cartel, accordaient des remises, non pas en espèces, mais en laissant un certain délai au détaillant pour régler sa facture, ce qui se ramène quand même à un prix plus avantageux.

Quant à la vente au détail, les raffineries, membres du Syndicat, étaient libres de créer des organismes de vente. Souvent même plusieurs entreprises formaient une seule organisation de vente et ont ainsi pu rester en contact étroit avec le marché. Ces organismes de vente employaient aussi la méthode des rabais et remises, moyens d'ailleurs difficilement contrôlables, pour attirer la clientèle.

Pour mettre fin à cette politique nuisible de remises, le cartel a essayé de réunir tous les commerçants vendant des dérivés du pétrole dans une entente, en imitant en cela l'initiative prise par le cartel du fer, pour pouvoir maintenir les conditions de vente fixées.

L'entente des raffineurs du pétrole n'avait pas prévu une organisation complète, puisqu'elle a négligé la question des outsiders, et ce point faible du Syndicat devait entraîner une nouvelle réorganisation.

Le Syndicat, rappelons-le, se composait de grandes raffineries et de raffineurs-producteurs. Par contre, les producteurs proprement dits n'ont pas été incorporés dans le cartel, peut-être parce qu'on estimait leur production trop minime pour qu'ils puissent contrarier les projets du Syndicat ou bien parce que les partisans du cartel n'ont pas prévu les conséquences qui pouvaient en résulter. C'était là une profonde erreur de la part des fondateurs du cartel, d'autant plus que les petites raffineries ne faisaient pas non plus partie du Syndicat. Une situation paradoxale fut la conséquence de cette erreur du fait que le Syndicat pratiquait deux prix : un prix très élevé pour le marché national et un prix beaucoup plus bas pour l'exportation. Ce système n'était d'ailleurs rien d'autre que le dumping. L'écart entre les deux prix expliquera la situation créée par la formation du Syndicat.

Pour pouvoir exporter à perte, il fallait obtenir dans le pays même des prix suffisamment rémunérateurs pour compenser le déficit de la vente à l'étranger. Un relèvement des prix s'imposait. Or, ce sont les petites raffineries surtout, celles précisément qui sont restées en dehors

du cartel, qui ont profité des hauts prix et se mettaient à produire autant qu'elles pouvaient pour satisfaire dans la plus grande mesure les besoins du marché national; et pour avoir du pétrole brut elles s'adressaient à ceux des producteurs qui ne faisaient pas partie du cartel, c'est-à-dire aux producteurs proprement dits. Elles pouvaient même payer des prix supérieurs à ceux pratiqués normalement et malgré le prix de revient très élevé, car c'est à peine qu'elles avaient pu exister auparavant comme entreprises marginales, elles réalisaient de grands bénéfices en accaparant le marché intérieur et en obligeant les grandes raffineries à exporter davantage encore.

Il est facile à comprendre que les outsiders réduisaient considérablement l'importance du Syndicat en l'empêchant avant tout de réaliser le but même du cartel qui était celui de contrôler le marché intérieur et d'organiser l'exportation.

Les petites raffineries, ces petites usines surannées qui ne jouaient aucun rôle avant la création du Syndicat ou qui étaient même hors d'usage depuis un certain temps, favorisées par une conjoncture favorable sur le marché national, créée par le cartel lui-même, revinrent subitement à la surface.

Les bénéfices obtenus par les petites raffineries n'étaient donc rien d'autre que des pertes enregistrées par les membres du Syndicat, puisque tous les efforts de ce dernier pour maintenir un certain équilibre entre les prix pratiqués à l'intérieur du pays et ceux de l'exportation pour compenser les pertes des raffineries exportatrices, se trouvaient paralysés par l'activité des outsiders qui n'avaient aucune raison d'être et n'étaient que nuisible au développement de l'industrie pétrolière. Signalons enfin que, malgré la diminution de la consommation intérieure, les petites raffineries sont arrivées à vendre en 1932 — 67,2% de plus qu'en 1928; les outsiders prenaient de l'importance.

Puisque l'activité du Syndicat se trouvait paralysée et contrariée, il fallait trouver un moyen pour y remédier.

On a tout d'abord essayé d'atténuer la concurrence des petites raffineries, mais ce procédé risquait de s'éterniser et de causer des pertes énormes. On a voulu racheter ces entreprises pour les mettre hors service en les immobilisant, mais ce moyen aussi a échoué, parce que ces raffineries, qui n'existaient que grâce à la situation artificielle créée par le cartel, exigeaient des sommes hors proportion pour immobiliser les usines. Alors que l'industrie pétrolière polonaise traversait une crise terrible on a vu payer à la raffinerie de Krosno plus de deux cents mille dollars pour interrompre la fabrication à un moment où toute la production était déficitaire. D'autres raffineries recevaient des propositions analogues. Une raffinerie à Jaslo a obtenu la livraison d'une quantité énorme de produits au prix de l'exportation avec faculté de les vendre à l'intérieur du pays aux prix forts, sous la seule condition: celle de l'immobilisation de la raffinerie.

Pourtant, un moyen beaucoup plus simple était à la disposition du cartel: au lieu de traiter avec les raffineries qui exigeaient des sommes fantastiques et qui faisaient à dessein traîner les pourparlers, il n'y avait qu'à les priver de la source même de leur approvisionnement. Il suffisait pour cela, au lieu de traiter avec des raffineries qui se trouvaient au seuil de la faillite, d'incorporer dans le cartel les producteurs proprement dits, c'est-à-dire de contrôler toute la production du brut. On dirait que quelqu'un était intéressé à maintenir le chaos dans l'industrie pétrolière polonaise, car au lieu de suivre la seule voie, la plus logique, la plus simple, on se faisait un plaisir à faire durer le désordre.

SECTION VII.

NOUVELLE INTERVENTION DU GOUVERNEMENT :

LOI PÉTROLIÈRE DE 1932.

Le gouvernement s'est bien rendu compte qu'une réorganisation s'imposait, mais, ne voulant pas employer

de contrainte et partant du principe que l'organisation de l'industrie pétrolière polonaise doit se réaliser spontanément, sans employer de force, il a suggéré par l'intermédiaire de la Polmin d'apporter des modifications à l'organisation actuelle du Syndicat sur les bases suivantes:

1° Dissolution de l'organisation actuelle qui n'est profitable ni à l'Etat ni à l'industrie pétrolière et son remplacement par un cartel englobant toutes les entreprises pétrolières, aussi bien celles du raffinage que de l'extraction.

2° La production du brut étant la base même de l'industrie pétrolière, il faut stimuler son activité en assurant aux producteurs un juste prix suffisamment rémunérateur pour encourager les forages.

3° Le pétrole brut doit être distribué entre toutes les raffineries grandes ou petites, sur des bases à déterminer.

4° La centralisation du commerce des produits et dérivés du pétrole à l'intérieur et à l'extérieur.

C'est ce dernier point qui est le plus important. En effet, s'il existait un Bureau Central de Vente en ce qui concerne les livraisons en gros à l'intérieur du pays, il n'y avait aucune centralisation pour les ventes à l'étranger. L'exportation était tout au plus favorisée par certaines dispositions comme celle de l'application de la «clé mobile» pour les contingents ou les réductions accordées sur les tarifs des chemins de fer pour le transport de ces produits destinés à l'étranger. Les entreprises exportaient donc seulement lorsqu'elles y trouvaient par compensation de bénéfices réalisés sur le marché intérieur.

N'ayant pu réaliser un accord par l'intermédiaire de la Polmin, le gouvernement entra directement en pourparlers avec les représentants de l'industrie pétrolière. Les divergences d'intérêts personnels et les difficultés soulevées par certaines entreprises ne permirent d'arriver à un résultat positif. Pourtant la réorganisation était une nécessité, à l'époque, plus que jamais. Dans l'impossibilité d'obtenir un accord amiable, le gouvernement

employa la méthode forte et fit promulguer le 18 mars 1932 une loi dite «Loi pétrolière» sur la régularisation de la situation dans l'industrie pétrolière.

Il est évident que dans cette loi le gouvernement se soit réservé des attributions beaucoup plus importantes que celles qu'il aurait reçues dans le cas d'une entente libre, car la loi lui permet d'intervenir chaque fois que des difficultés existeraient entre les membres du cartel, pour organiser, non seulement la production, mais aussi la circulation des produits du pétrole. Il a le droit de contrôler l'activité de chaque entreprise et d'appliquer, au besoin, les mesures nécessaires.

Il s'agissait, avant tout, de ne plus commettre les erreurs de 1927 et 1928 et d'en tirer leçon. Pour cela l'organisation de l'industrie pétrolière devait embrasser toutes les entreprises exerçant une activité quelconque dans cette industrie.

Tout en réservant au gouvernement un droit de contrainte, la loi du 18 mars 1932 a un caractère facultatif dans ce sens que le gouvernement peut intervenir par l'intermédiaire du ministre du Commerce et de l'Industrie au cas où une entente ne pourrait se réaliser et l'industrie ne s'organiserait pas de son propre gré. La loi confère des prérogatives très larges au Ministre du Commerce et de l'Industrie en ce qui concerne:

- 1° la fixation des prix du pétrole brut,
- 2° la répartition du pétrole brut,
- 3° la politique commerciale
 - a) du pétrole
 - b) des produits finis, et
- 4° l'organisation du marché extérieur.

1° Les prix du pétrole brut seront fixés, par arbitrage, par le Ministre du Commerce et de l'Industrie après avoir pris connaissance de l'avis des raffineries et des

producteurs et en tenant compte de la situation du marché.

2° Un contingent d'huile brute sera accordé par le Ministre du Commerce et de l'Industrie à chaque raffinerie d'après sa capacité de transformation et sa production effective, mais ce contingent, strictement personnel, ne peut en aucun cas être cédé à une autre raffinerie. Les litiges éventuels concernant la répartition du pétrole brut seront réglés par le Ministre du Commerce et de l'Industrie assisté d'un organisme spécial composé de membres du Syndicat et représentant les intérêts des raffineries et des producteurs du brut.

3° Le Ministre du Commerce et de l'Industrie a le droit de créer une organisation spéciale ayant pour but de centraliser le commerce du pétrole. Il peut interdire l'exportation du pétrole ou de ses dérivés. Il peut venir en aide à l'industrie pétrolière en modifiant les tarifs douaniers, après avis favorable du Ministre des Finances.

En ce qui concerne la production, le Ministre du Commerce et de l'Industrie a le droit de fixer la totalité des produits finis en la répartissant entre les différentes raffineries, de fixer le contingent national et celui de l'exportation. La quantité à exporter est obligatoirement répartie entre toutes les raffineries, seules les petites raffineries transformant moins de 1.000 tonnes par an en sont dispensées, moyennant paiement d'une certaine taxe; il peut en être de même pour les raffineries qui transforment moins de 6.000 t., à condition de payer une taxe assez élevée sur les quantités vendues dans le pays en plus du contingent fixé.

4° Si la loi se contente d'autoriser la création d'un bureau central de vente pour contrôler le marché intérieur, il impose par contre l'obligation de créer, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la loi en question, une organisation centrale pour l'exportation, à défaut, le Ministre du Commerce et de l'Industrie aura le droit d'user de la contrainte pour y arriver.

SECTION VIII.

LES CONSÉQUENCES DE LA LOI PÉTROLIÈRE DE 1932.

Il était à prévoir que cette loi, qui avait pour but d'améliorer la situation de l'industrie pétrolière, produirait des effets immédiats.

La première conséquence s'est manifestée le 19 mai 1932, date à laquelle fut constitué le Syndicat des Producteurs de Pétrole, qui était la deuxième organisation dans l'industrie de l'extraction après celle de l'Association Nationale des Producteurs de Pétrole de 1908. Ce Syndicat, composé de producteurs proprement dits qui ne faisaient pas partie du cartel de 1928, n'avait aucun but lucratif et devait seulement se borner au rôle d'intermédiaire dans la vente du pétrole brut aux raffineries en collaboration avec le Syndicat des raffineries. A la tête du Syndicat des Producteurs de Pétrole se trouve un Comité Pétrolier composé de 5 à 20 membres qui doivent représenter au moins la moitié de l'ensemble de la production des producteurs proprement dits. Une assemblée générale se tient une fois par an et tous les membres peuvent prendre part au vote, à condition de produire au moins 10 tonnes de pétrole brut par an, car une production annuelle de 10 tonnes donne droit à une voix à l'assemblée générale et au Comité Pétrolier; ceux qui ne produisent pas assez pour avoir droit au vote, peuvent s'unir et se faire représenter par un ou plusieurs membres. On a voulu ainsi intéresser tous les producteurs, membres de l'entente, à la conduite des affaires et assurer par là au Syndicat un succès certain.

Nous avons vu que le gouvernement insistait tout particulièrement sur l'organisation du commerce extérieur et a fixé un délai de six mois pour sa création. Les pourparlers et l'intervention du gouvernement n'ayant donné aucun résultat, le Ministre du Commerce et de l'Industrie a créé par ordonnance en date du 12 octobre 1932, une

organisation centrale appelée: «P. E. N.» = Exportation Polonaise de Produits du Pétrole. Toutes les raffineries devaient obligatoirement devenir membres de cet organisme qui centralisait toutes les ventes à l'extérieur du pays pour répartir d'une façon équitable, entre toutes les entreprises de transformation, le lourd fardeau des pertes à l'exportation. Ceci n'était que juste d'ailleurs, car les petites raffineries, sans courir le risque des forages à sec, réalisaient des bénéfices sur le marché national, alors que celles qui contribuaient au développement de l'industrie pétrolière subissaient des pertes considérables. De cette façon on a donc créé un certain équilibre dans la répartition des charges qui, jusqu'à présent, étaient supportées exclusivement par les grandes entreprises.

L'ordonnance du 12 octobre 1932 avait pour but de mettre de l'ordre dans l'exportation et de supprimer la concurrence que se faisaient entre eux les exportateurs polonais sur les marchés extérieurs. Pour y mettre fin, un «Comité du Commerce» qui existait à côté de l'«Exportation Polonaise de Produits du Pétrole» fixait les prix pour chaque article et pour chaque marché en tenant compte de la situation de ce dernier. Interdiction absolue était faite de vendre au-dessous du prix fixé, sous peine d'amende, mais par contre, l'exportateur est libre de demander et d'obtenir un prix supérieur. Pour encourager les exportateurs on a même prévu que la différence en plus ainsi obtenue appartiendrait exclusivement à la raffinerie exportatrice qui aurait obtenu le prix supérieur à celui fixé par le Comité du Commerce.

Ajoutons encore que la P. E. N. (Exportation Polonaise de Produits du Pétrole), pour des raisons que nous avons expliqué en étudiant les débouchés, est entièrement sous le contrôle du gouvernement, car tout en ayant des pouvoirs autonomes et en agissant dans le cadre des statuts, son activité est soumise à un contrôle exercé par un commissaire d'Etat nommé par le gouvernement.

Enfin, comme troisième conséquence de la loi du 18 mars 1932, il faut encore considérer la création du

Fonds de forages, décrété au Journal Officiel N° 18 de la même année (§ 154), en exécution de la loi pétrolière sur la régularisation de la situation dans l'industrie pétrolière. Ce Fonds de forages est alimenté: a) par des taxes payées par les petites raffineries en contre-partie de la libération de l'exportation, b) par les amendes infligées aux raffineries pour la non-observation des contingents accordés, c) par les intérêts dus sur les prêts accordés et d) par des ressources diverses.

SECTION IX.

LES CARTELS ET LE PROBLÈME DES PRIX.

Quant à la question d'approvisionnement de la population en produits pétroliers, nous avons vu que le gouvernement fixait des prix maxima et qu'il pratiquait ce système jusqu'en 1920, en suivant en cela la politique du gouvernement autrichien inaugurée le 18 décembre 1915. Cette politique, comme toutes les mesures draconiennes qui prétendent corriger ou régler le mouvement normal de la vie économique, fut inefficace et nous en avons déjà donné l'explication.

Si le gouvernement s'est spécialement occupé des prix des produits pétroliers, comme de ceux des autres articles d'ailleurs, c'est que la question des prix joue en Pologne, plus que partout ailleurs, un rôle primordial et revêt une importance capitale.

Signalons tout d'abord que la Pologne a connu de 1926 à 1929 et surtout entre 1927 et 1928 une période de hausse et qu'à cette période succédait une autre, celle pendant laquelle une baisse de prix devait s'accroître de plus en plus dans toutes les branches de son activité économique, aussi bien industrielle qu'agricole et surtout dans cette dernière.

Alors que l'indice général des prix est tombé de 100 en 1928 à 53,3 en 1932, l'indice des prix de gros tombait à 70,3 et celui des produits industriels à 72,5. Or, la Pologne est

un pays essentiellement agricole, et c'est précisément dans l'agriculture que la baisse a pris la plus grande ampleur.

Pour sauver l'économie nationale, il fallait, d'après les économistes, rechercher un rapprochement qui n'était réalisable que par deux moyens: l'un par le relèvement des prix agricoles, l'autre par l'abaissement des prix industriels. Comme on ne pouvait, d'après le gouvernement, songer à augmenter les prix des produits agricoles, car les prix mondiaux des céréales et l'obligation d'en exporter interdisaient toute hausse des produits agricoles, il ne restait donc que le deuxième moyen préconisé par les économistes, celui de la baisse des prix des produits industriels, et c'est dans cette voie qu'on s'est engagé. On a alors vu se produire ce phénomène bizarre que le gouvernement encourageait la cartellisation afin d'organiser le marché national et l'exportation, alors que l'opinion publique s'élevait contre les cartels et ne voyait que les prix pratiqués sur le marché, prix qui au moment de la baisse générale, se sont élevés de 100 en 1928 à 107,7 en 1930. L'opinion publique se divisait en deux camps où l'on voyait d'un côté les chefs de cartels et les défenseurs de leurs intérêts, de l'autre — presque toutes les classes de la population qui reprochaient aux cartels le maintien des prix élevés, la fermeture des usines moyennant paiement de primes énormes, les traitements hors proportion des dirigeants etc. et qui demandaient la dissolution des cartels ou l'abaissement des prix. Pourtant, les prix polonais, en général, comparés à ceux de l'étranger, sont plus bas et se maintiennent au-dessous des prix moyens. Il est d'ailleurs difficile d'admettre qu'une baisse radicale des prix des articles industriels permettrait aux agriculteurs et aux paysans polonais de consommer davantage, fait qui exercerait une influence heureuse sur toute l'économie nationale, car le marché intérieur, en s'agrandissant, contribuerait à l'augmentation de la production, ce qui à son tour engendrerait une diminution du chômage, une augmentation du pouvoir d'achat de toute la population. En un mot: la prospérité serait réalisée. Ce raisonnement

serait très juste, seulement on a oublié que les paysans polonais ne dépensent qu'environ 30% du revenu annuel pour l'achat de produits industriels (la moyenne de produits pétroliers n'est que de 9,6 kg. par tête d'habitant), dont la moitié pour des produits provenant des monopoles de l'Etat. Prenons un exemple: dans ces conditions une baisse de 10% n'apporterait au paysan qu'une économie de 1,5%, et une baisse inconcevable dans les conditions actuelles des cartels de 20% ne lui donnerait que 3%.

D'autre part, certains cartels et en particulier le cartel de l'industrie pétrolière ou plutôt les entreprises qui le composent se trouvent dans des conditions financières tellement difficiles qu'une baisse des prix des produits sur le marché national, tout en pratiquant l'exportation à perte, signifierait non seulement la ruine du cartel, mais celle des entreprises elles-mêmes. D'ailleurs les actionnaires ne reçoivent plus depuis longtemps de dividendes, les amortissements ne sont pas effectués, les intérêts ne peuvent même pas être payés aux créanciers. Ce n'est donc pas que le cartel du pétrole ne veuille pas abaisser les prix, mais c'est qu'il ne le peut pas, puisque l'industrie du raffinage travaille à perte ⁶³⁾. Le déficit est couvert soit par la suppression de l'amortissement, soit par la fabrication de produits spéciaux pour lesquels on peut encore obtenir des prix plus élevés, mais dont la vente est très limitée.

⁶³⁾ Les prix moyens obtenus en 1935 pour les produits de 100 kgs. d'huile brute sont d'après la revue Petroleum 1936:

Produits	Qté obtenue	A l'intérieur		Exportation	
Essence	15.75 kg.	49.28%	3.26 zl.	50.72%	0.73 zl.
Lampant	28.83 kg.	81.60%	5.66 zl.	18.40%	0.31 zl.
Huile lourde	20.91 kg.	55.90%	2.05 zl.	44.10%	0.47 zl.
Huile lubrifiante	14.09 kg.	48.91%	2.13 zl.	51.09%	0.42 zl.
Paraffine	5.24 kg.	30.55%	1.35 zl.	69.45%	1.57 zl.
Asphalte	4.05 kg.	86.68%	0.49 zl.	13.32%	0.02 zl.
Coke	1.15 kg.	31.61%	0.02 zl.	68.39%	0.03 zl.
Demi-produits	2.06 kg.		0.32 zl.		

soit une recette de $zl. 15.29 + 3.54 = 18.83$ pour un prix de revient variant entre $zl. 20.67$ et 19.89 .

Il est donc impossible de demander un sacrifice supplémentaire à cette industrie, à moins de demander en même temps son arrêt définitif.

Disons encore, pour terminer, que le gouvernement polonais a dû, devant l'opinion publique émue, prendre certaines dispositions pour régler l'activité des cartels, créer leur statut, afin de les empêcher de régner en maître absolu sur le marché national. C'est la loi des cartels du 28 mars 1933 (Journal Officiel des Lois de la R. P. N° 31 de 1933 § 270) qui règle leur activité. Sont soumises à cette loi les ententes, les décisions et les résolutions ayant pour but, par voie d'arrangements réciproques, le contrôle et la régularisation de la production, des prix, des débouchés et des conditions d'échange de bien dans le domaine d'exploitation minière, de l'industrie minière et du commerce. Les actes doivent être dressés par écrit sous peine de nullité, tant en regard des parties que des tiers, et portés à la connaissance du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Des amendes très élevées sont prévues en cas de non-observation des prescriptions légales. Les contestations sont du ressort de la Cour des Cartels instituée près la Cour Suprême. La Cour des Cartels statue en dernier ressort et son arrêt est donc définitif.

CONCLUSIONS.

Les explications précédentes ont mis en relief l'état dans lequel se trouve l'industrie pétrolière polonaise, tant d'extraction que du raffinage, et nous terminerons cette étude en insistant sur l'importance d'un programme dans l'industrie du pétrole en Pologne⁶⁴).

L'industrie du pétrole en Pologne a traversé différentes phases d'organisation: depuis le marché absolument libre jusqu'à la rigoureuse organisation syndicale.

Comme résultat de cette organisation on a enregistré la formation de prix très élevés et la création d'un système d'inertie consistant dans l'octroi d'indemnités très élevées à certaines raffineries, afin d'arrêter la transformation de l'huile brute. Nous nous abstiendrons de critiquer un tel système d'organisation économique, nous nous contenterons de constater le fait.

Il est évident qu'un pareil état de choses ne pouvait durer. Le Gouvernement s'est donc adressé à cette époque au Syndicat à plusieurs reprises en exigeant une régularisation du marché du pétrole et la réorganisation syndicale. Ces démarches n'ayant donné aucun résultat tangible, le gouvernement s'est vu obligé de s'occuper personnellement de la réorganisation de l'industrie pétrolière, surtout du fait que le chaos qui régnait dans l'industrie de transformation était au plus haut degré nuisible à l'industrie de l'extraction qui est la base même de toute cette industrie

⁶⁴) D'après la revue «La Pologne Economique» du 7. 3. 1936. L'importance d'un programme dans l'industrie du pétrole. Auteur C. P.

Prenant en considération la diminution constante de la production de l'huile brute, non seulement à cause de l'épuisement de la productivité des puits, mais surtout de l'instabilité de la demande de la part des raffineries et aussi à cause de la baisse des prix, la nouvelle organisation devait donc rechercher avant tout à assurer aux producteurs de l'huile brute des preneurs de la totalité de la production à un prix raisonnable, prix devant permettre de couvrir les frais de production et de laisser aux producteurs une certaine prime, pas trop élevée, mais suffisante pour les encourager à continuer la production et d'entreprendre de nouveaux forages en vue de la recherche du pétrole.

Après de longues et nombreuses conférences on s'est mis d'accord sur ce point qu'il faut avant tout prendre en considération, comme élément fondamental, l'industrie de l'extraction afin de l'inciter à de nouveaux sondages et forages pour augmenter la production du pétrole brut.

Il est évident que toutes les entreprises n'ont pas donné leur accord à un tel programme d'organisation, puisqu'elles n'ont pas vu, en ce qui les concernait, l'avantage d'engager de nouveaux capitaux dans l'industrie du forage.

En tout cas, la majorité des entreprises portaient et partent encore du principe qu'à la base de l'industrie du pétrole et de son programme se trouve le développement énergétique de l'industrie de l'extraction et qu'il faut lui assurer des conditions de la meilleure rentabilité dans la mesure de la situation économique du pays.

Le décret du Président de la République de 1932 a été l'expression de ces principes et tendances économiques en matière de régularisation de la situation du commerce du pétrole. La création de la P. E. N. a permis de maîtriser rapidement les conditions chaotiques qui régnaient en maître jusqu'à présent sur le marché du pétrole, puisque l'industrie de l'extraction de l'huile brute a été incorporée dans la nouvelle organisation de l'industrie pétrolière

polonaise, de manière à trouver des conditions normales d'exploitation par une demande régulière de l'huile brute.

L'organisation actuelle de l'industrie pétrolière, en ce qui concerne l'exportation, est conçue de telle façon que le commerce extérieur se trouve concentré et que toutes les entreprises de raffinage sont obligées de supporter proportionnellement les charges qui résultent du fait que, dans l'impossibilité d'écouler tous les produits sur le marché national, cette industrie se trouve dans l'obligation de vendre à l'étranger à un prix moins que rémunérateur. Les petites entreprises sont libérées de cette obligation, à charge pour elles de verser certaines indemnités annuelles qui doivent alimenter le Fonds de subventions aux forages d'exploration. Jusqu'à présent ces sommes ont été exclusivement attribuées aux subventions aux forages.

Il n'y a pas d'obligation d'exporter et chaque entreprise est libre d'exporter ou d'emmagasiner. Par contre, les entreprises ne peuvent vendre sur le marché intérieur les quantités destinées à l'exportation. Toute la masse destinée à l'exportation peut même être emmagasinée dans le pays. L'adoption du système des contingents dit «Clef mobile» crée une demande constante de l'huile brute, ce qui incite les producteurs à des efforts systématiques soit dans le sens de l'exploitation des puits existants, soit dans le sens de la recherche de nouveaux gisements.

Un abandon éventuel du système actuel de l'exportation des produits pétroliers, dans les conditions économiques actuelles de la Pologne, aurait pour conséquence immédiate l'affaiblissement du rythme des forages et une diminution plus grande de la production de l'huile brute ainsi qu'un abandon complet des forages en vue de la recherche de nouveaux gisements. On serait alors obligé de faire appel à la générosité publique pour créer un fonds spécial pour compenser l'inertie des forages.

La situation dans l'industrie d'extraction de l'huile brute est en effet telle que la production mensuelle doit

être vendue obligatoirement, car le producteur ne possède pas de capitaux pour stocker la marchandise et, à plus forte raison, pour entreprendre de nouveaux forages.

Une aide efficace à l'industrie du forage est toujours à l'ordre du jour. Les conditions économiques et financières de la Pologne ne lui permettent pourtant pas de la réaliser, car il faudrait que l'industrie du pétrole toute entière prenne des dispositions pour maintenir l'industrie d'extraction au moins au niveau actuel, puisque ce n'est que grâce à elle que l'industrie du pétrole peut, dans son intégralité, exister.

Il est vrai que l'industrie pétrolière polonaise se trouve dans une situation difficile, dans des conditions dont l'origine est à rechercher dans la politique de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Mais au lieu de gaspiller l'économie et la richesse nationale par une vente déficitaire à l'exportation au moyen du dumping, le gouvernement polonais aurait tout intérêt à créer une situation particulièrement favorable au développement de la motorisation et la question de l'exportation déficitaire ne se poserait plus, ce dont l'économie nationale tout entière ne pourrait que tirer les plus grands profits.

Est-il besoin d'ajouter encore quelques mots sur le rôle que cette industrie joue non seulement dans l'économie nationale en temps de paix, mais surtout au point de vue de la défense nationale? L'organisation rationnelle de l'industrie du pétrole exige qu'elle soit basée sur l'huile brute du pays, or la Pologne perd de plus en plus le rôle de producteur de pétrole brut et bientôt, si des mesures ne sont pas prises en vue d'y remédier, elle ne sera ni un pays producteur, ni un pays consommateur, puisqu'elle est un des pays les moins motorisés du monde.

On nous assure que la situation n'est que provisoire, mais nous savons que le provisoire peut parfois durer très longtemps. De toute façon la question du pétrole pèsera sur la politique jusqu'à la fin du siècle actuel au moins.

La question est d'ailleurs d'une importance capitale, car, bien plus qu'en 1914, l'indépendance des nations dépendra de la quantité de pétrole dont chacune dispose. Le génie des chefs d'état-majors, le courage de l'armée ne pourront rien contre l'arrêt brusque des automobiles, des avions ou des sous-marins. Les réserves de pétrole existantes dans un pays qui n'en produit lui-même seront toujours limitées. Une réserve de 15 jours ou d'un mois serait probablement le maximum. Et après? Si un changement brusque ne s'opère pas auparavant, que deviendrait le pays privé de pétrole? Et si, par malheur, l'adversaire en produisait — ce serait la ruine, la mort.

Vu :

Le Président :

Fr. de MENTHON.

Nancy, le 13 mai 1937.

Vu :

Le Doyen

de la Faculté de Droit :

M. SENN.

Nancy, le 16 mai 1937.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 22 mai 1937.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université :

BRUNTZ.

BIBLIOGRAPHIE.

- ALBERG Michel: Le Pétrole en Pologne. — Lausanne 1928. Th.
- BIEDERMANN B. A.: Polens Erdöl-Bergbau und -Industrie mit besonderer Berücksichtigung ihres finanziellen Aufbaues. — Zürich 1931. Th.
- BOBR W.: L'industrie polonaise du Pétrole. — Varsovie 1928.
- BRAUN Werner: Das pariser Abkommen unter besonderer Berücksichtigung seiner Bedeutung für die rumänische Erdöl-industrie. — 1933, Rosenheimer Anz.
- COURAU Robert: Ce qu'il faut savoir sur les pétroles. — Paris 1935.
- CZARNOCKI St.: Les réserves mondiales de gisements pétrolifères. — Varsovie 1928.
- DELAISI Francis: Le Pétrole. — Paris 1921.
- DRESSLER Robert: Die Entwicklung der galizischen Erdöl-industrie. — Wien 1933.
- L'ESPAGNOL de la TRAMERYE Pierre: La lutte mondiale pour le pétrole. — Paris 1923.
— La Standard Oil Co. — Paris 1925.
- FRYC Jean: Les capitaux dans l'industrie pétrolière. — 1930.
- GOLDMANN B.: Die Erdölwirtschaft nach der Zerstörung der österreichisch-ungarischen Monarchie. — Petroleum, Wien 1936.
- GLIWIC H.: La politique et le Pétrole. — Varsovie 1928.
- HUC Claude: Le régime du pétrole en France. — Paris 1927. Th.
- KARAFIN Jos.: Action syndicale ouvrière en Pologne et son influence sur le niveau des salaires. — Caen 1933. Th.

- LECOMTE D.: Le Pétrole en France. — Paris 1923.
- LEGENDRE Jules: Les pétroles polonais et les champs pétrolifères galiciens. — Paris 1924.
- LENDER W.: Le pétrole en Pologne. — Caen 1934. Th.
- LITWINSKI L.: La rivalité commerciale des trusts du pétrole. — Varsovie 1928.
- Van MANING H.: International Aspect of thy petroleum industrie 1925.
- MZUCHOWSKI J.: Les capitaux étrangers dans les sociétés par actions en Pologne. — Mouvement Juridique, Economique et Sociologique, Poznan 1936, t. I.
- NALECKI H.: La guerre au sujet du pétrole. — Varsovie 1928.
- NUMILE L. G.: La politique mondiale et le pétrole. — Varsovie 1928.
- NEUBURGER H. et NOHALHAT H.: Technologie du pétrole. — Paris 1930.
- PETEANU Emile: Le pétrole roumain. — Lille 1927. Th.
- RAPPEPORT S.: Les cartels en Pologne et leur nouveau régime juridique. — Nancy 1935. Th.
- REBOUD P.: Précis d'Economie Politique, t. I, 7^e édition.
— Précis d'Economie Politique, t. II, 4^e édition.
- ROSENBERG M.: La politique internationale du pétrole. — 1925.
- SCHMIDT A. Robert: Das Petroleum und der Fiskus. — Wien 1931.
- SCHWARZ R.: Petroleum Vademecum. — XI^e édition, Wien.
- SMUTNY A.: La politique pétrolière de la Roumanie. — Varsovie 1928.
- SZAWLEWSKI: La Pologne dans la lumière de l'économie mondiale. — Varsovie 1928.
- TENNENBAUM A.: La réglementation de la durée du travail en Pologne. — Grenoble 1933. Th.
- UNTERBERGER O.: Die Internationale Standortlage und Beförderungspolitik des Erdöls. — Berlin 1934.
- ZISCHKA A.: Le pétrole gouverne le monde. — Varsovie 1935.

REVUES, PÉRIODIQUES ET DOCUMENTS DIVERS.

Petroleum-Wochenschrift. — Wien-Berlin.

Enquête officielle du gouvernement sur l'industrie du pétrole. —
Varsovie 1928.

La Pologne Economique, Revue. — Varsovie.

La Revue Economique. — Varsovie.

L'Industrie pétrolière. — Lwow.

Le Moniteur du pétrole roumain. — Bucarest.

La Revue Pétrolifère. — Paris.

Statistique Générale du Travail.

Revue Politique, t. VIII, cahier 3-4. — Varsovie 1928.

Journal Officiel des Lois de la R. P.

Courrier des Pétroles.

Messenger Polonais.

L'Information.

Statistiques diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

	Page
INTRODUCTION	9
§ 1. Avant-propos	9
§ 2. L'importance du pétrole	10
§ 3. Historique de l'industrie pétrolière polonaise . . .	11
§ 4. L'intervention du gouvernement	17
EXPOSÉ DU PLAN	19
CHAPITRE PREMIER : LES RESSOURCES DU SOUS-SOL	21
Section I. Généralités	21
Section II. Les gisements pétrolifères polonais	23
Section III. Les réserves	27
CHAPITRE II : LES CONDITIONS TECHNIQUES DE L'EXTRACTION DU PÉTROLE	29
Section I. La production	29
Section II. Les méthodes de forages et de production .	36
Section III. Les prévisions de rentabilité	38
CHAPITRE III : LES CONDITIONS TECHNIQUES DU RAFFINAGE DU PÉTROLE	43
Section I. Les raffineries polonaises et le problème d'approvisionnement en huile brute	43
Section II. Le prix de revient	49
Section III. La situation de l'industrie du raffinage . .	51
CHAPITRE IV : LE RÉGIME JURIDIQUE DES CONCES- SIONS ET DES ENTREPRISES	57
Section I. Les traits caractéristiques des champs pé- trolifères	57
Section II. Le régime juridique des gisements pétroli- fères	59
Section III. Les concessions	60
Sous-section I. Les concessions accordées par l'État	61

Sous-section II. Les concessions privées	62
§ 1. Les obligations de l'entrepreneur	62
§ 2. Les parts « brutto » et leurs régimes	64
§ 3. Les parts « netto »	68
Section IV. Les entreprises	69
Section V. La forme législative des encouragements aux forages	73
CHAPITRE V : LA MAIN-D'ŒUVRE	79
CHAPITRE VI : LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES	87
Section I. Les capitaux américains	89
Section II. Les capitaux français	91
Sous-section I. Les bases de l'influence française	91
Sous-section II. L'activité des sociétés françaises	97
Sous-section III. La concentration	105
CHAPITRE VII : LES DEBOUCHES INTERIEURS	115
Section I. Le marché national	115
Section II. L'industrie pétrolière, la motorisation et le problème du pétrole en Pologne	121
CHAPITRE VIII : LES DEBOUCHES EXTERIEURS	131
Section I. L'exportation	131
Section II. Le dumping	136
CHAPITRE IX : LA CARTELLISATION	141
Section I. Les premiers essais d'entente	141
Section II. Les cartels de 1918 à 1926	143
Section III. La création de l'Association Economique des Raffineries	147
Section IV. L'intervention du gouvernement	148
Section V. Le cartel de 1928	149
Section VI. Les conséquences du cartel de 1928	153
Section VII. Nouvelle intervention du gouvernement : loi pétrolière de 1932	159
Section VIII. Les conséquences de la loi pétrolière de 1932	163
Section IX. Les cartels et le problème des prix	165
CONCLUSIONS	169
BIBLIOGRAPHIE	175

IMPRIMERIE DE HAGUENAU
1937
